

Agreste Les Dossiers



Numéro 2 - septembre 2008

Agreste Les Dossiers - n° 2 - septembre 2008

Résultats économiques des exploitations agricoles en 2006

Réseau d'information
comptable agricole
SCEES - INSEE - INRA

Au sommaire :

Une situation qui s'améliore en 2006



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE



Page 2	Avant-propos
Page 3	Une situation qui s'améliore en 2006
Page 11	Les résultats économiques en 37 fiches thématiques
Page 11	A - La production de l'exercice <i>Remontée quasi générale de la production en 2006</i>
Page 17	B - Les subventions d'exploitation <i>La prime unique représente plus de la moitié du total des aides</i>
Page 21	C - Les charges <i>La hausse des charges en énergie se poursuit</i>
Page 29	D - Les résultats <i>Le résultat s'améliore dans la plupart des orientations</i>
Page 35	E - L'actif et l'investissement <i>Un actif moyen de 335 000 euros par exploitation</i>
Page 41	F - Le passif et l'endettement <i>Le poids de l'endettement diminue sensiblement</i>
Page 45	G - Analyse financière <i>La rémunération du travail reste faible pour les petites et moyennes exploitations</i>
Page 51	Les annexes

AVANT-PROPOS

La vingt-troisième édition du rapport annuel du Réseau d'information comptable agricole (RICA) analyse les résultats économiques des exploitations agricoles en 2006. Elle propose une série de fiches, réunies en sept chapitres qui examinent les différents thèmes abordés par le RICA. Ces fiches sont précédées d'un article général, qui analyse les faits marquants de l'année. Le lecteur intéressé pourra trouver en fin d'ouvrage une présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte et le traitement de l'information, du plan comptable agricole utilisé pour le RICA ainsi que la définition des divers concepts comptables.

Le RICA est une enquête par sondage réalisée auprès d'environ 7 300 exploitations agricoles, sur lesquelles sont relevés données comptables et divers indicateurs technico-économiques. Les concepts utilisés, conformes à ceux de la comptabilité d'entreprise, peuvent parfois différer de ceux des comptes agricoles macroéconomiques. Le RICA porte sur les seules exploitations dites professionnelles, c'est-à-dire celles qui atteignent une dimension économique minimale (actuellement 9 600 unités de comptes européennes, soit 12 hectare-équivalent-blé) et emploient au moins 0,75 unité-travail-année.

Sauf indication contraire, les tableaux de la présente publication sont issus du RICA (fichiers définitifs). Ils fournissent des données moyennes par exploitation. Les évolutions sont calculées en valeur réelle.

La gestion du RICA relève de la responsabilité conjointe du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) et, au sein du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Pour l'exercice 2006, sont intervenus au MAP le Service de la Statistique et de la Prospective du Secrétariat général et les services régionaux de l'Information statistique et économique et à l'INSEE la Direction générale et les Centres nationaux informatiques d'Aix-en-Provence et de Nantes. La collecte de l'information a été pour l'essentiel assurée par les centres de gestion et d'économie rurale (réseau CER France), ainsi que divers offices et experts comptables. L'Institut national de la recherche agronomique a contribué pour sa part à la valorisation des données RICA.

Cette publication a été réalisée par le bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités agricoles, de la sous-direction des Synthèses statistiques et des Revenus. Tayeb SAADI a coordonné l'ouvrage. La rédaction a été assurée par Emmanuel CHANTRY, Dominique DESBOIS, Jean-Baptiste DUCLOS et Tayeb SAADI, la composition par l'atelier de composition de Beauvais.

SIGNES CONVENTIONNELS ET UNITÉS

–	Résultat nul	€	euro
///	Sans objet	k€	1 000 euros
ε	Chiffre inférieur à la moitié de l'unité de dernier ordre exprimé	ha	hectare
		hl	hectolitre
ns	Résultat non significatif	q	quintal = 100 kg
		t	tonne

Une situation qui s'améliore en 2006

En 2006, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une hausse de 15,3 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts, qui fait suite à une baisse de 9,4 % en 2005. Les prix sont en vive progression pour nombre de produits. La hausse des charges est contenue. Grandes cultures et arboriculture se rétablissent, après plusieurs mauvaises campagnes.

1. Les évolutions du RICA sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du produit intérieur brut (+ 2,27 % entre 2005 et 2006). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

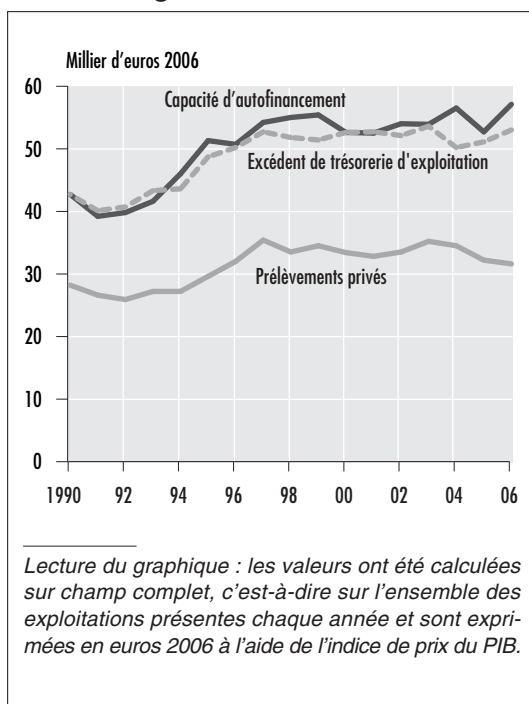
En 2006, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ont enregistré une hausse de 17,9 % du résultat courant avant impôts, qui compense largement la baisse de 7,7 % de 2005. En valeur réelle¹, la hausse est de 15,3 %. Le RICA s'élève ainsi en 2006 à 32 700 euros en moyenne par exploitation. La production globale (133 000 euros) augmente de 4,4 %. Pourtant, les rendements et les récoltes ont été médiocres sur la plupart des cultures, les conditions climatiques n'ayant guère été favorables (hiver long et coups de chaleur en début d'été). De même, en terme de quantité, les productions animales sont plutôt en recul. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés. Les ventes de l'année progressent de 2,8 %. La valeur des stocks augmente sensiblement. Les charges d'approvisionnement, qui augmentent légèrement (+ 2,5 %), s'élèvent à

45 100 euros en moyenne. Plusieurs postes de charges sont en hausse, l'énergie en premier lieu. L'augmentation reste cependant modérée, comparée à celle de 2005. La consommation de fioul a baissé et le prix d'achat n'a crû que de 7 %. Les charges en engrais et aliments du bétail connaissent des augmentations modestes. Les autres charges d'exploitation progressent au même rythme que les approvisionnements. Les charges de personnel se stabilisent, mais le recours à l'entreprise continue à croître. Les amortissements augmentent nettement en 2006. Les charges financières continuent leur reflux. Avec la mise en place du nouveau régime de primes, le montant total des subventions d'exploitation (29 500 euros) progresse de près de 8 %. Cependant une partie de cette augmentation correspond à un double compte. Des reliquats de primes animales dues au titre de 2005, versés tardivement en

2006, non provisionnés sur l'exercice comptable 2005, ont été enregistrés en 2006, comme la prime unique de 2006. Comme le RCAI augmente, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts baisse. Toutes exploitations confondues, il s'établit encore en moyenne à 90 %.

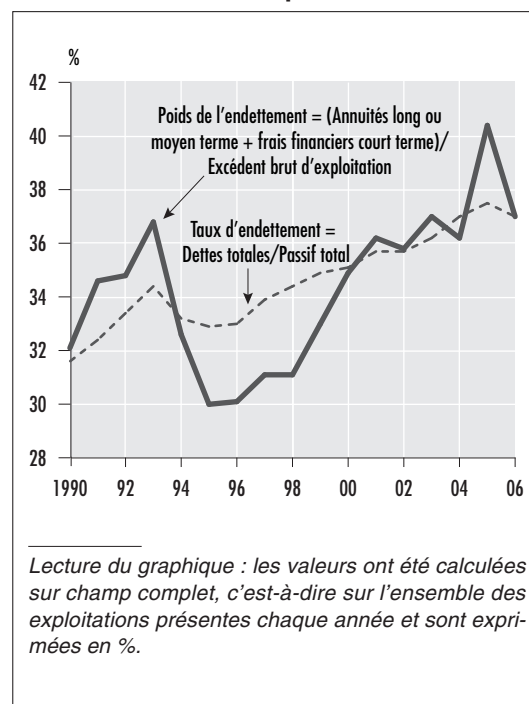
La capacité d'autofinancement augmente de près de 11 % en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, ont connu une progression très modérée, de sorte que l'autofinancement augmente de près de 18 %. Le stock de dettes (124 100 euros) diminue en valeur réelle.

La capacité d'autofinancement augmente sensiblement



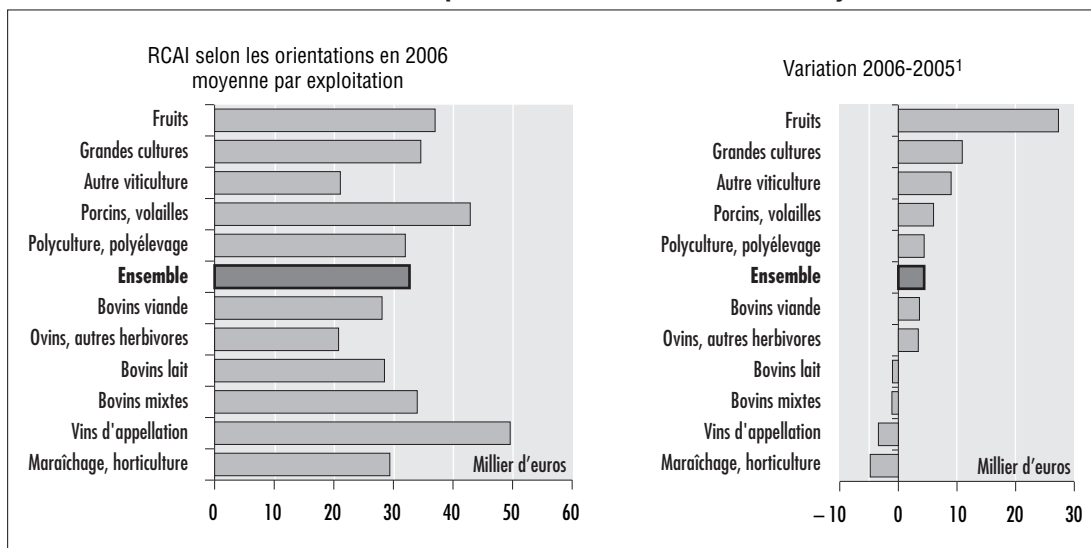
Source : RICA

Le poids de l'endettement se replie



Source : RICA

Le résultat courant avant impôts atteint 32 700 euros en moyenne en 2006



1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2006 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

Source : RICA

L'UE à 25 en 2005

Les quelque 4,1 millions d'exploitations professionnelles de l'Union européenne présentent une diversité que ne résume que de façon très incomplète une analyse faite au niveau national. Les caractéristiques observées en 2005 par le RICA dans les 25 États membres n'en dressent pas moins un portrait saisissant de l'agriculture européenne. En moyenne, les exploitations de l'UE emploient 1,64 UTA pour une SAU de 34,3 ha. La production atteint 62 200 euros, le résultat courant avant impôts 18 100 euros. Les subventions s'établissent à 10 600 euros, ce qui correspond à 17 % de la production totale et près de 60 % du RCAI. Les pays de la moitié Sud de l'Europe se distinguent par des surfaces agricoles utiles relativement petites, notamment en Grèce (6,5 ha), des productions modestes, mais des charges réduites. À l'inverse, les exploitations de la partie nord et ouest du continent disposent en général de surfaces plus étendues, en particulier au Royaume-Uni (148,7 ha), et ont des productions élevées, notamment aux Pays-Bas et au Danemark. Les pays de l'Est de l'Europe ne présentent qu'une productivité du travail assez faible, qu'il s'agisse d'ailleurs de la Pologne, avec ses gros bataillons de petits agriculteurs, ou de la Slovaquie,

avec ses très grandes exploitations de type sociétaire, employant une main-d'œuvre salariée nombreuse.

Reflète de ces différences de productivité, les salaires de la main-d'œuvre agricole connaissent des écarts considérables entre le Danemark (plus de 18 € de l'heure) et les Pays-Bas d'une part, Pologne, Lituanie et Lettonie de l'autre (moins de 2 €). Les salaires agricoles restent encore faibles aussi en Grèce et au Portugal, voire en Espagne.

Les subventions d'exploitation s'échelonnent en 2005 entre 3 000 euros en moyenne pour la Pologne et 82 000 euros en Slovaquie. En France, la moyenne s'établit entre ces deux valeurs extrêmes avec 25 400 euros. Les pays ayant les plus fortes aides directes sont d'abord ceux où les SAU moyennes par exploitation sont les plus élevées : Slovaquie, République tchèque, Royaume-Uni. Les pays de l'Europe de l'Est bénéficient d'un système simplifié d'aides européennes exclusivement lié à la surface, moins avantageux d'ailleurs que celui des pays de l'UE à 15. Ramenés à l'hectare, les taux de subvention les plus faibles sont détenus par les pays baltes et la Slovaquie avec à peine plus de 100 euros par hectare, contre 890 euros pour la Finlande ou encore 670 euros pour l'Autriche.

Date d'adhésion à l'UE	Pays	Nombre d'exploitations représentées	SAU (ha)	UTA totales	dont UTANS	Taux de subventions à l'hectare (€/ha)	Salaire horaire, charges incluses (€)	Résultat courant avant impôts (k€)
Avant 2004	Belgique	33 900	41,1	1,90	1,55	410	9,1	49,3
	Danemark	36 500	71,0	1,46	0,87	330	18,9	14,2
	Allemagne	225 800	74,9	2,12	1,41	370	8,8	28,0
	Grèce	507 000	6,5	1,21	1,07	650	3,2	11,6
	Espagne	675 600	29,5	1,37	1,09	220	5,7	19,9
	France	351 700	76,4	1,97	1,43	330	11,6	27,6
	Irlande	114 300	40,0	1,11	1,09	430	8,7	17,3
	Italie	706 600	16,1	1,34	1,09	350	7,4	23,4
	Luxembourg	1 700	75,9	1,66	1,46	560	8,3	38,1
	Pays-Bas	62 800	32,6	2,45	1,44	320	13,3	42,9
	Autriche	73 400	33,9	1,62	1,54	670	6,0	26,3
	Portugal	126 300	22,1	1,58	1,22	220	3,6	6,9
	Finlande	43 500	50,0	1,49	1,32	890	10,2	20,1
	Suède	28 600	95,4	1,41	1,17	330	15,8	11,3
Royaume-Uni	96 700	154,0	2,37	1,32	290	11,3	36,5	
À partir de 2004	Chypre	28 900	5,5	0,99	0,96	560	3,4	3,5
	Rép. tchèque	14 300	247,3	8,58	1,36	180	3,9	18,5
	Estonie	6 700	119,9	3,00	1,47	110	2,4	17,9
	Hongrie	83 500	50,0	1,90	0,68	190	3,0	7,1
	Lituanie	52 400	40,1	1,96	1,58	130	1,4	10,3
	Lettonie	19 100	61,7	2,62	1,67	130	1,6	10,7
	Malte	1 400	3,2	1,83	1,56	2 780	4,1	18,3
	Pologne	757 400	17,2	1,79	1,56	180	1,5	7,3
	Slovaquie	3 700	548,3	18,45	1,14	150	2,8	-8,9
	Slovénie	38 700	11,8	1,88	1,88	450	3,2	7,6
UE à 25	4 090 500	34,3	1,64	1,24	310	6,6	18,1	

Source : RICA européen 2005

L'amélioration du résultat courant avant impôts est quasi générale en 2006, profitant à presque toutes les orientations. Mais elle fait suite à une détérioration également assez prononcée en 2005. Le rebond en grandes cultures, autre viticulture et arboriculture fruitière doit être ainsi nuancé. Globalement, le hors-sol continue à se redresser, mais la conjoncture de l'élevage porcin et de l'aviculture n'obéit pas aux mêmes rythmes et déterminants.

Si les résultats d'ensemble et dans la plupart des orientations sont bons, les situations individuelles montrent un panorama nettement plus nuancé. Sans doute y a-t-il plus d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (200 000) que d'exploitations qui reculent (150 000), mais le sentiment d'amélioration est donc loin d'être ressenti par tous. La perte de revenu dépasse 10 000 euros pour près de 70 000 exploitants. Aux mouvements d'ensemble des rendements et des prix se superposent les conditions particulières des exploitations, une météorologie plus ou moins favorable, des difficultés dans la conduite des cultures, des épidémies, des frais imprévus, des investissements porteurs d'avenir, mais qu'il faut amortir, etc.

Des prix enfin rémunérateurs en grandes cultures

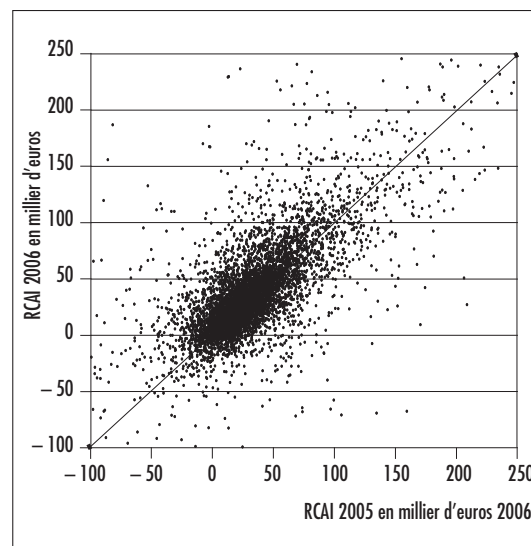
Après une dégradation continue plusieurs années, les grandes cultures entament un rétablissement. Le résultat courant avant impôts augmente de 48 % en valeur courante pour atteindre 34 600 euros en moyenne. La production en valeur augmente de 10 %. Pourtant, les récoltes de l'année 2006 sont peu abondantes, plus médiocres encore que l'année précédente. Les rendements des céréales à paille sont en baisse légère (blé : 69 q/ha, soit - 3 %). Le colza est très décevant (29 q/ha, soit - 19 %), la forte hausse des surfaces ne suffit pas à compenser la baisse des rendements. En revanche, du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 17 % et atteint en moyenne près de 11 €/t. Le colza gagne 18 % et le tournesol reste à un haut niveau. La pomme de terre s'envole. Les charges d'approvisionnement augmentent peu (+ 1 %). Les charges d'énergie et d'engrais augmentent, mais des économies sont faites sur les semences et les phytosanitaires.

Après deux chutes du résultat en 2004 et 2005, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière redevient plus saine. Le RCAI fait mieux que tripler pour s'élever à 37 000 euros en moyenne. Les rendements sont proches de ceux de 2005. Les prix connaissent de belles progressions, à la faveur d'une forte demande estivale (pêche : + 34 %) et de bons débouchés à l'exportation pour la pomme de table (+ 23 %). Les charges d'exploitation baissent très légèrement. Les charges de personnel, qui constituent le plus gros poste (54 500 euros en moyenne par exploitation), sont en augmentation modérée en 2006. La capacité d'autofinancement est en vive hausse et les producteurs n'ayant pas trop augmenté leurs prélèvements privés, l'autofinancement quadruple.

Le résultat des exploitations spécialisées en autre viticulture apparaît en redressement sensible. Pourtant le marasme continue dans le vignoble méditerranéen. Le RCAI des exploitations du Languedoc-Roussillon et de Provence reste négatif. En revanche, le vignoble de Poitou-Charentes affiche de remarquables résultats. Tiré par une vive demande à l'exportation, notamment des États-Unis, les prix du vin et surtout du cognac ont beaucoup augmenté.

Les exploitations spécialisées en viticulture d'appellation ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à

Comparaison du RCAI entre 2005 et 2006



Source : RICA

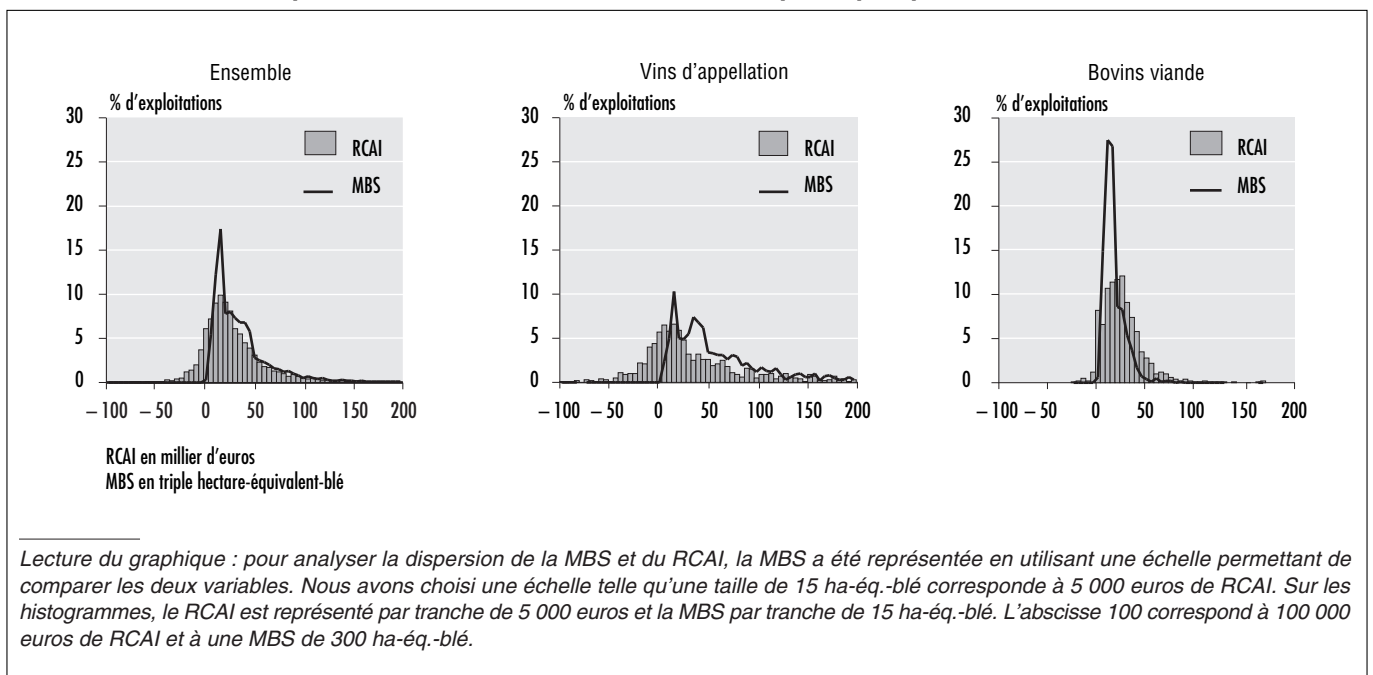
l'autre. En 2006, comme en 2005, leur RCAI enregistre encore une baisse (- 4 %), tout en demeurant à un niveau relativement élevé avec 49 600 euros en moyenne. En réalité, ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent actuellement entre les différentes régions viticoles françaises. Ainsi, les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon et Provence) restent très touchées par la crise des vins AOC, avec un RCAI moyen très bas. En Aquitaine, le RCAI moyen est très bas, mais semble se redresser. La situation est beaucoup plus confortable pour les régions viticoles de la moitié nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne, même si les résultats sont moins bons qu'en 2005. Globalement, les producteurs ont fortement réduit leurs prélèvements. L'autofinancement et l'investissement sont en augmentation.

Certaines orientations animales connaissent des évolutions favorables, de façon moins marquée toutefois que les orientations végétales. Chez les éleveurs de bovins viande, le RCAI progresse de 17 %. Les ventes s'accroissent, de même que la production de l'exploitation. Les prix de vente sont bien orientés (+ 4 % pour les vaches nourrices de réforme, + 6 % pour les broutards). Les

charges d'exploitation augmentent assez vigoureusement, notamment pour les approvisionnements. Les aliments du bétail concentrés en particulier pèsent davantage qu'en 2005. Les subventions d'exploitation augmentent par rapport à 2005, de façon un peu artificielle il est vrai. Une grande partie des primes animales a été intégrée dans la prime unique en 2006, dont le montant était connu en milieu d'année 2006, et qui a été comptabilisée en 2006. Mais des reliquats importants des primes 2005, versées en 2006, n'ont pas été provisionnés en 2005. En année courante, ce mode de comptabilisation en retard n'a pas d'impact significatif, les reliquats de l'année n n'étant guère différents de ceux de n - 1. En 2006, année de rupture, un léger surcroît de primes a donc été constaté, qu'il était difficile de retraiter dans les comptabilités. Les prélèvements privés ont également augmenté. L'augmentation de l'autofinancement se traduit par une hausse de l'investissement.

Après la grave crise de 2002, le secteur hors-sol continue à voir sa situation s'améliorer en 2006. Le RCAI des orientations de porcins, volailles s'établit à 42 900 euros en moyenne, augmentant de 18 %. L'influenza aviaire continue à menacer. Pourtant, les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs

Dispersion du RCAI et de la MBS en 2006 pour quelques orientations



Source : RICA

Introduction de la prime unique en 2006

Les subventions directes aux exploitants constituent dans la plupart des secteurs un élément essentiel du produit en valeur des exploitations agricoles. Les mécanismes d'attribution des subventions ont été plusieurs fois modifiés, pour répondre à des objectifs de politique agricole qui ont évolué, en fonction des évolutions des marchés européens et mondiaux, des contraintes internationales, des gains de productivité, du souci grandissant de protection de l'environnement, de l'accent plus ou moins fort mis sur leur capacité à remédier aux inégalités entre exploitants. L'année 2006 est une année de grand bouleversement, avec la mise en place de la prime unique découplée (« DPU »*).

En 2006, toutes orientations confondues, les exploitations professionnelles ont reçu en moyenne 29 500 euros par exploitation. La prime unique atteint 16 600 euros, soit 56 % du total.

Sur le fond, et globalement, l'attribution de l'essentiel des subventions d'exploitation reste attachée à la production de certains produits, ou au moins à la mise en culture ou à l'entretien de certaines catégories de surfaces. La prime unique ne fait que remettre dans un paquet commun, et sur une base historique, des primes auparavant liées à un produit. Certaines surfaces, certains produits ne sont pas soutenus ou le sont par d'autres voies. Les différences entre orientations restent ainsi très marquées. Les montants moyens perçus selon les différentes orientations s'échelonnent en 2006 entre 3 400 euros pour le maraîchage, horticulture et 42 300 euros pour grandes cultures, soit 12 fois plus.

La prime unique reprend une grande partie des aides européennes aux végétaux et animaux. Parmi les grandes primes, seule la prime à la vache allaitante est restée couplée. La partie restée couplée ne dépasse guère 20 % du total des aides « PAC » en 2006. La part de la prime unique est très majoritaire dans les exploitations de grandes cultures, ou dans des orientations moins soutenues comme les bovins lait ou porcins volailles. Elle n'occupe qu'une place relativement modeste dans les orientations bovins viande et ovins, qui outre des primes couplées reçoivent de gros montants de primes environnementales et d'indemnités compensatoires de handicap naturel. La répartition des subventions entre exploitations ne change pas entre 2005 et 2006 et reste assez fortement concentrée. Ainsi, 20 % des exploitations (les plus richement dotées) se partagent 47 % des subventions, tandis que les 20 % les moins dotées ne perçoivent ensemble que 1,5 % du total. Cependant, sur le plus long terme, la concentration des aides diminue. En 1999, les 20 % des exploitations les plus richement dotées se partageaient 54 % des subventions. La raison est à rechercher du côté de l'extension du domaine des aides directes (de plus en plus de productions sont concernées) plutôt que dans une modification du système d'attribution ou dans l'évolution des structures d'exploitation.

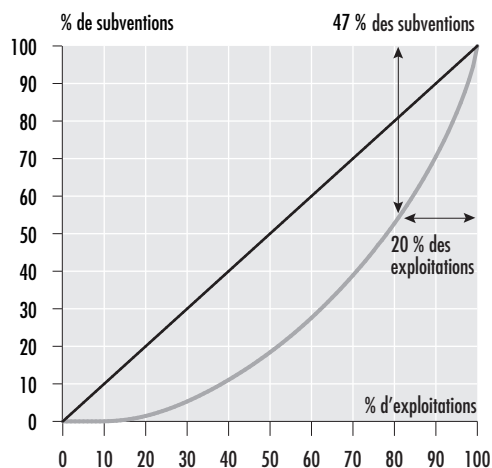
* L'acronyme « DPU » désigne le « droit à paiement unique » mais est usuellement employé pour la prime elle-même !

Les exploitants recevant des subventions élevées ne sont pas systématiquement les plus grandes. Les secteurs peu aidés (viticulture, maraîchage-horticulture, fruits, porcins-volailles) comprennent en effet beaucoup de très grosses exploitations, qui sont très faiblement aidées au regard de leur taille, sinon aucunement.

Même si les résultats de 2006 sont bons, les primes contribuent toujours pour une part très élevée au résultat. Avec 29 500 euros de primes pour un RCAI dégagé de 32 700 euros, le ratio subventions sur résultat s'élève à 90 %. Un peu moins élevé qu'en 2005, année médiocre, ce ratio a fortement augmenté ces dernières années : il valait en effet 71 % en 2000, 55 % en 1994 et seulement 15 % en 1990, avant la réforme de la PAC. En 2006, le ratio subventions d'exploitation sur résultat dépasse les 140 % en bovins viande et ovins, autres herbivores. À l'inverse, il est très faible en maraîchage, horticulture et surtout en vins d'appellation (8 %).

Les effets de la prime unique, dans sa première année d'application, sont encore peu perceptibles, ou délicats à analyser. Sur la concentration des subventions, les effets devraient être faibles, à moins que des plafonnements ne soient introduits ou que des productions écartées deviennent éligibles. La prime unique favorisera-t-elle des changements massifs dans le choix des productions, à la faveur de l'évolution des prix ? Il est encore trop tôt pour apporter des éléments de réponse.

Concentration des subventions en 2006 pour l'ensemble des exploitations



Lecture du graphique : 80 % des exploitations perçoivent ensemble 53 % des subventions, 20 % des exploitations (les mieux dotées) perçoivent 47 % des subventions.

Source : RICA

spécialisés semblent avoir des évolutions de revenu assez voisines. La production en valeur augmente de 4 %, grâce à une bonne tenue des prix. Ainsi, les prix du poulet de chair et du porc augmentent d'environ 4 %. Les charges d'exploitation augmentent de 3 %. Les dépenses en aliments concentrés sont restées très sages. Les éleveurs augmentent massivement leurs prélèvements et réduisent leur endettement.

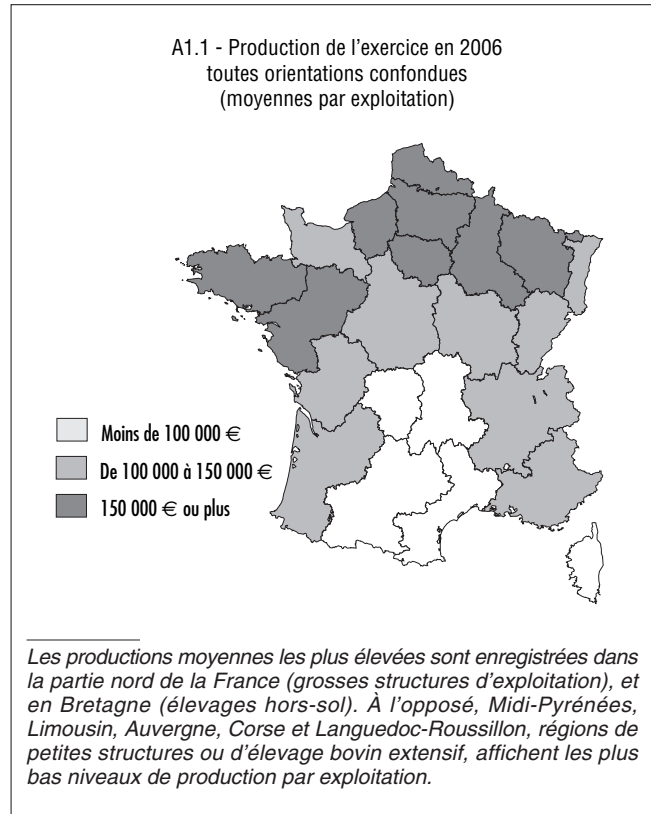
Le RCAI des éleveurs de bovins laitiers s'effrite légèrement en valeur courante (- 1 %). Il s'élève à 28 500 euros en moyenne par exploi-

tation. La production de l'exploitation augmente très légèrement. Pourtant, le prix du lait continue de baisser, pour la 4^e année consécutive (- 3,7 % en 2006). La prime aux produits laitiers (ADL) est intégrée en 2006 dans la prime unique, son taux étant à cette occasion revalorisé. Les subventions d'exploitation de l'orientation progressent ainsi de plus de 15 % et atteignent 26 300 euros en moyenne. Les charges d'exploitation augmentent sensiblement. Les dépenses en alimentation du bétail progressent de 4 %. Les éleveurs de bovins lait augmentent leurs prélèvements et ralentissent leurs investissements.

Niveau global de la production

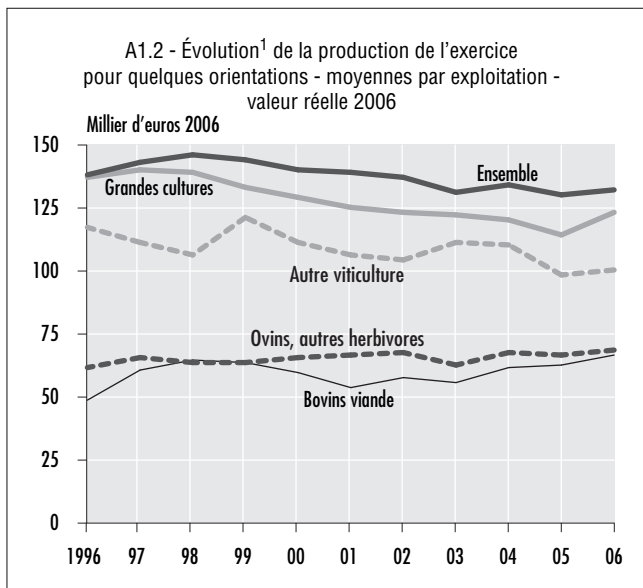
En 2006, la production moyenne de l'exercice atteint 133 000 euros par exploitation, en hausse de 2,1 % en valeur réelle¹ sur l'ensemble des orientations. Elle avait légèrement augmenté entre 2003 et 2004 avant de diminuer en 2005. Le maraîchage, horticulture, les vins d'appellation et l'élevage bovins lait, sont les seuls secteurs à voir leur production diminuer en 2006. La production de l'exercice augmente dans toutes les autres orientations. La hausse est particulièrement importante pour les arboriculteurs fruitiers (+ 12 %) et les exploitations de grandes cultures (+ 7 %). Le secteur hors sol détient toujours en moyenne le niveau de production le plus élevé avec 263 700 euros par exploitation, suivi de près par les maraîchers, horticulteurs avec une production moyenne de 240 400 euros. À l'exception notable des exploitations de porcins, volailles, les orientations animales ont en général une production en valeur plus faible que les orientations végétales. Ainsi en 2006, la production de l'exercice des orientations de bovins viande et d'ovins, autres herbivores demeure, en moyenne, inférieure à 72 000 euros.

Un potentiel économique élevé en Champagne-Ardenne



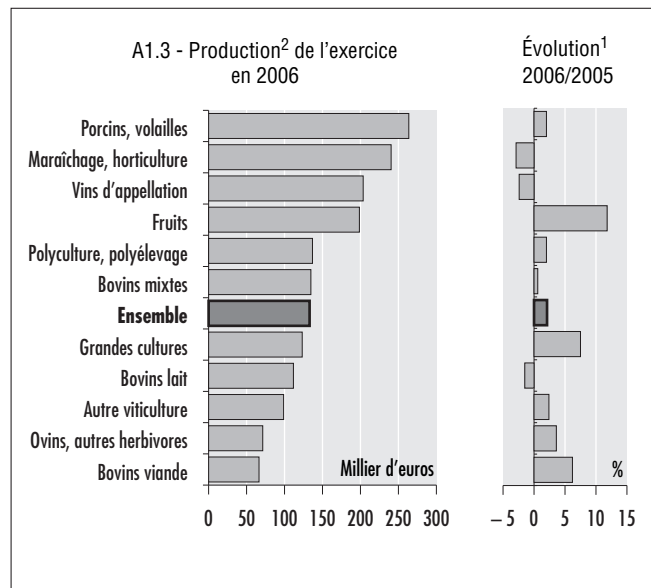
Source : RICA

Remontée de la production moyenne en 2006 (+ 2,1 % en valeur réelle)



Source : RICA

Rétablissement de la production en arboriculture fruitière



Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Cf. fiche A3 pour les chiffres.

Utilisation du sol

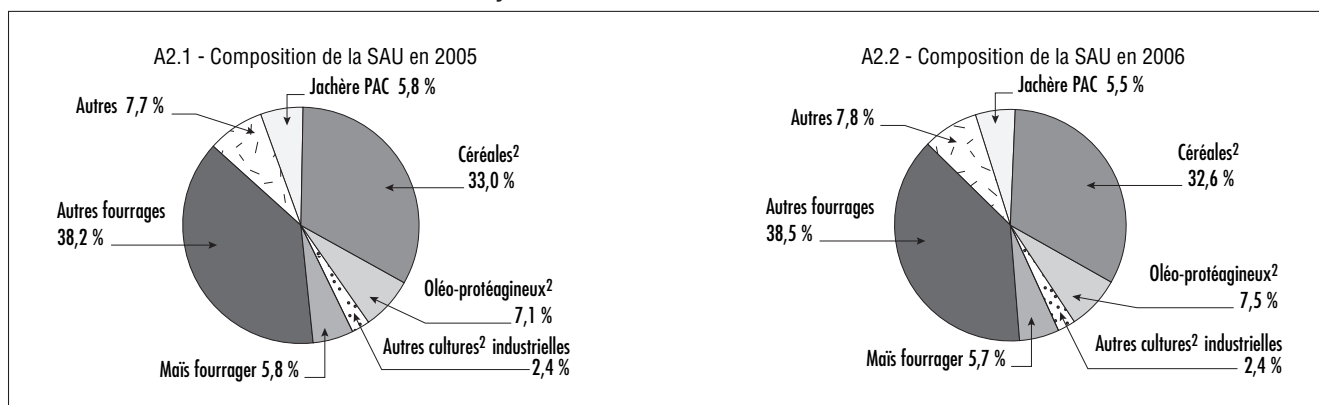
En 2006, la SAU moyenne par exploitation continue de progresser (+ 2 %) et s'établit à 76,5 hectares en moyenne par exploitation. La surface en jachère aidée PAC diminue légèrement (- 4 %) et s'établit à 4,2 ha. Au sein de la jachère PAC totale, la surface en jachère nue (3,1 ha) diminue de 5 %. La jachère cultivée diminue également mais de manière moins importante, en raison d'une demande de biocarburants soutenue. Les surfaces bénéficiant de l'aide aux cultures énergétiques sont presque multipliées par trois. L'ensemble céréales et oléo-protéagineux progresse très légèrement en 2006, avec une érosion minime des céréales et une poussée sensible des surfaces en oléo-protéagineux (+ 4 %).

1. Cf. encadré et lexique « taux de gel ».

PAC, jachère, cultures énergétiques

La politique agricole commune (PAC) l'impose depuis 1992 : pour avoir droit aux paiements compensatoires, les agriculteurs doivent mettre en jachère une partie de leur surface. La surface mise en jachère peut éventuellement supporter des cultures industrielles à fins non alimentaires, type colza pour diester. Le taux de « gel » conditionnant le droit aux primes avait été fixé au démarrage à 15 % de la surface COP + gel. Il a été modifié à plusieurs reprises et était de 10 % en 2005. En 2006, avec la réforme du paiement unique, les exploitants doivent « activer » des « droits jachères » établis sur une base historique, c'est-à-dire mettre en jachère une surface égale à celle définie par ces droits jachères. Ils peuvent en outre mettre en jachère une partie de leur surface, de façon volontaire, dans des limites définies réglementairement. Depuis 2004, une nouvelle aide de 45 €/ha peut être attribuée à des cultures destinées à la production de produits énergétiques (biocarburants) ou d'énergie thermique et électrique. Les cultures industrielles sur jachère ne peuvent toutefois pas en bénéficier.

La jachère aidée diminue en 2006



Source : RICA

A2.3 - Évolution des surfaces de COP et jachère, de 1998 à 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en hectare

Catégorie de surface	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Évolution 06/05 % ⁵
SAU (surface agricole utilisée)	64,3	67,5	67,1	67,5	68,1	68,3	74,6	75,6	76,5	+ 1,5
Surface en céréales, oléo-protéagineux ³ et plantes textiles	28,4	28,7	28,4	28,1	28,6	28,4	31,6	31,4	31,7	+ 0,5
dont céréales	22,0	21,7	22,2	22,1	23,0	22,5	25,3	24,9	24,9	- 0,2
dont oléo-protéagineux	5,9	5,9	5,2	5,1	4,6	4,9	5,7	5,4	5,7	+ 4,1
Surface en maïs fourrager	3,8	3,9	3,8	4,0	3,9	4,3	4,4	4,4	4,3	+ 0,4
Jachère PAC totale	2,1	3,6	3,6	3,9	3,8	3,9	3,3	4,4	4,2	- 3,9
dont - nue	1,6	2,5	2,6	3,0	2,8	2,9	2,7	3,2	3,1	- 4,6
- cultivée	0,5	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	0,6	1,1	1,1	- 1,8
dont - colza industriel sur jachère	0,4	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,5	0,9	0,9	+ 1,9
- autres cultures industrielles sur jachère	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	- 18,7
Jachère agronomique classique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	+ 39,4
Surface en cultures énergétiques ⁴	///	///	///	///	///	///	0,3	0,3	0,9	+ 178,7

2. Cultures industrielles sur jachères PAC exclues, maïs fourrager exclu.

3. Surfaces effectivement plantées en céréales (maïs fourrager exclu) ou en oléo-protéagineux, y compris les cultures industrielles non alimentaires sur jachères PAC.

4. Surface aidée.

5. Les pourcentages d'évolution 2006/2005 ont été calculés sur échantillon constant. Par contre, les valeurs présentées sur les années 1998 à 2006 sont celles des échantillons complets.

Source : RICA

Structure de la production

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). En 2006, le produit brut relatif aux végétaux augmente globalement de 11 %, après une chute en 2005. Il augmente dans toutes les orientations végétales. Le produit brut végétaux transformés s'effrite légèrement, avec une baisse de 1 % tout comme les produits horticoles (- 3 %). Le produit brut des animaux est en hausse globale de 2 %. Il augmente dans toutes les orientations animales, notamment en bovins mixtes (+ 8 %). Globalement, la part des pro-

ductions végétales est supérieure à celle des productions animales. Les produits horticoles représentent 8 % de la production totale, contre 9 % en 2005. Au sein de cet ensemble, l'augmentation de la part des productions sous verre se poursuit en 2006 (54 % du produit brut horticole), au détriment des productions de plein champ (de 37 % en 2003 à 27 % en 2006). Dans le secteur animal, la valeur de la viande continue de progresser. Le produit brut bovins représente désormais 32 % du produit brut des animaux et produits animaux au détriment du lait et des produits laitiers.

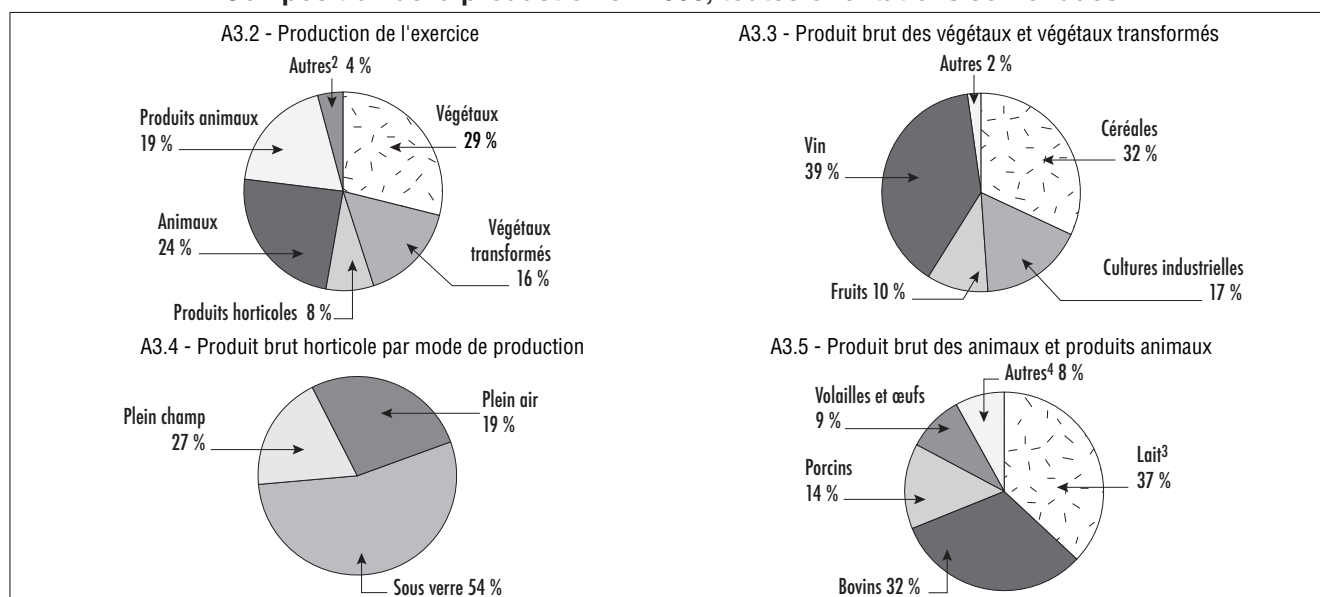
A3.1 - Composition de la production de l'exercice en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits ²
	Valeur	Évolution ¹ 06/05 %	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Grandes cultures	123,3	+ 7,5	93,9	1,3	10,5	8,6	3,6	5,5
Maraîchage, horticulture	240,4	- 2,9	8,3	0,3	224,9	0,8	0,1	6,1
Vins d'appellation d'origine	203,6	- 2,4	30,7	165,2	0,3	0,8	0,5	6,0
Autre viticulture	98,8	+ 2,4	6,7	86,8	0,2	0,2	0,0	4,8
Fruits	198,6	+ 11,8	169,6	15,6	3,7	0,9	0,5	8,3
Bovins lait	111,7	- 1,5	5,9	0,3	0,1	24,8	76,0	4,7
Bovins élevage et viande	66,4	+ 6,2	2,4	0,1	0,1	59,5	0,6	3,7
Bovins lait, élevage et viande	134,7	+ 0,6	12,2	0,1	0,1	55,2	61,8	5,3
Ovins, autres herbivores	71,3	+ 3,6	1,8	0,0	0,1	31,1	33,0	5,3
Porcins, volailles	263,7	+ 2,0	10,4	0,2	0,4	203,4	41,7	7,6
Polyculture, polyélevage	136,8	+ 2,0	38,1	6,0	5,9	44,4	37,0	5,4
ENSEMBLE	133,0	+ 2,1	38,1	21,0	10,8	32,5	25,3	5,3
Ensemble évol.1 06/05 %	+ 2,1	///	+ 10,6	- 1,3	- 2,5	+ 1,7	- 4,6	+ 5,8

Source : RICA

Les productions sous verre représentent désormais 53 % du produit brut horticole
Composition de la production en 2006, toutes orientations confondues



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.

3. Lait et produits laitiers de vache.

4. Autres animaux et autres produits animaux.

Source : RICA

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Dans le secteur végétal, le produit brut augmente fortement pour la plupart des céréales en 2006 : blé tendre (+ 20 %), orge et maïs (+ 14 %). À l'inverse, la betterave à sucre et les pois protéagineux voient leur produit brut diminuer sensiblement (respectivement de 18 % et 16 %). Ces évolutions sont elles-mêmes la résultante de phénomènes très variables, touchant aux surfaces, rendements et prix. En 2006, le rendement des céréales diminue de 2 %. En arboriculture fruitière, le rendement des abricots progresse de 12 %. Contrairement aux autres années, 2006 se révèle être une très bonne année pour les prix de vente, en particulier pour les fruits et les céréales.

Dans le secteur animal, le produit brut progresse sensiblement pour les bovins mâles de 1 à 2 ans (+ 4 %),

il diminue pour les vaches laitières (- 2 %). Les prix de vente sont bien orientés. Le produit brut du lait continue de baisser, et de manière plus importante que l'année précédente (- 7 %), à cause de la baisse du prix.

Pour chaque produit agricole, le produit brut se compose des ventes, des variations de stocks, et des autoconsommations (nettes des achats du même produit). Pour certains produits, le produit brut s'assimile en fait aux seules ventes, le reste étant marginal. Mais dans d'autres cas, comme en viticulture ou en élevage, les variations de stocks jouent également un rôle déterminant dans la composition du produit brut. L'évolution d'un produit brut s'explique alors par ces deux éléments : évolution des ventes, évolution des variations de stocks.

Toutes orientations confondues

A4.1 - Végétaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Surface (ha)		Rendement (q/ha)		Prix de vente (€/q)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹
Blé tendre	13,3	+ 1,2	69	- 3,0	11	+ 13,9	10,0	+ 19,8
Orge	4,8	+ 2,9	60	- 1,5	10	+ 5,9	2,6	+ 14,1
Maïs grain	3,8	- 10,0	90	+ 1,2	12	+ 20,5	3,9	+ 14,0
Pommes de terre	0,4	+ 3,6	386	- 0,2	13	+ 31,8	2,3	+ 42,2
Betterave à sucre	0,9	- 1,8	796	- 6,1	3	- 11,0	2,2	- 17,9
Pois protéagineux	0,7	- 25,9	43	+ 2,8	13	+ 8,9	0,4	- 15,7
Tournesol	1,5	+ 0,9	23	- 5,1	21	- 4,6	0,7	- 6,4
Colza	2,2	- 2,5	28	- 20,0	22	+ 13,5	1,5	- 8,5

Source : RICA

A4.2 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Ventes (tête)		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹
Bovins moins d'un an	14,8	+ 0,8	464	+ 5,4	6,9	+ 6,1	+ 0,3	+ 0,4	6,1	+ 6,6
Bovins mâles 1-2 ans	3,0	- 5,2	1 242	+ 4,6	3,8	- 0,8	+ 0,2	+ 0,0	3,6	+ 3,7
Vaches laitières	3,4	- 0,5	823	+ 1,3	2,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,2	2,5	- 2,3
Autres vaches	2,3	+ 8,0	1 289	+ 1,8	3,0	+ 10,0	+ 0,5	+ 0,4	3,0	+ 7,1
Autres bovins	3,1	- 4,3	1 147	+ 1,9	3,6	- 2,5	+ 0,4	+ 0,2	3,1	- 0,2

Produit	Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹
Agneaux	77	+ 1,6	1,5	+ 2,4
Porcs à l'engrais	104	+ 1,3	7,6	+ 3,5
Poulets de chair	1	+ 0,8	1,7	- 4,6
Lait de vache	30	- 5,8	21,2	- 6,5
Œufs de poule	48	- 3,2	1,0	+ 13,9

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Recalculée sur un échantillon constant.

3. €/tête, sauf lait de vache (€/hl) et œufs de poule (€/millier d'œufs).

Source : RICA

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Sur quelques orientations

A4.3 - Végétaux et végétaux transformés

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹	Niveau 2006	% évol. 2006/2005 ¹
Exploitations de grandes cultures	Blé tendre	35,1	+ 1,2	71	- 3,7	11	+ 13,6	29,4	+ 20,2
	Orge	12,5	+ 3,5	64	- 2,1	10	+ 6,6	8,4	+ 14,2
	Maïs grain	9,8	- 7,0	95	+ 0,3	12	+ 19,0	11,4	+ 16,7
	Pommes de terre	1,6	+ 2,8	391	+ 0,8	14	+ 33,3	9,3	+ 43,3
	Betterave à sucre	3,6	- 1,3	794	- 6,5	3	- 11,6	8,8	- 18,4
	Pois protéagineux	2,4	- 27,2	43	+ 1,3	13	+ 9,2	1,3	- 17,0
	Tournesol	4,8	+ 0,7	23	- 7,1	21	- 4,6	2,3	- 8,0
	Colza	7,5	- 4,8	29	- 20,1	23	+ 13,7	5,1	- 10,1
Exploitations fruitières	Pomme table	4,3	+ 0,1	377	- 0,9	44	+ 10,4	72,9	+ 13,1
	Poire table	0,8	- 8,0	213	- 2,6	57	+ 50,7	9,0	+ 23,0
	Pêche	2,0	- 1,6	206	- 2,4	86	+ 30,7	35,7	+ 25,5
	Abricot	0,9	- 2,2	126	+ 11,6	85	+ 6,2	9,6	+ 16,0

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Variation de stock		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	(hl)	(millier €)	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹
Exploitations d'appellation d'origine	Vigne d'appellation	12,9	+ 0,8	66	- 0,8	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin d'appellation	///	///	///	///	+ 6,8	+ 6,4	272	+ 0,3	150,8	- 0,7	158,8	- 3,7
Exploitations autre viticulture	Autre vigne	14,5	- 1,9	90	+ 4,4	///	///	///	///	///	///	///	///
	Autre vin	///	///	///	///	+ 9,8	- 3,5	41	- 12,7	41,6	- 10,8	38,1	- 9,7
	Vigne eau-de-vie	4,4	+ 1,7	144	- 5,4	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin eau-de-vie	///	///	///	///	+ 4,9	+ 0,8	49	- 2,5	2,6	- 10,7	3,4	+ 3,8
	Eau-de-vie	///	///	///	///	+ 1,6	+ 9,0	852	+ 4,6	24,9	+ 18,5	34,0	+ 35,5

Source : RICA

A4.4 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Animal ou produit animal	Ventes (tête)		Prix de vente ⁴		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹	Niveau 2006	% évol. 06/05 ¹
Élevages de bovins lait	Vaches laitières	11	- 0,6	824	+ 1,7	9,3	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,2	8,9	- 2,6
	Lait	///	///	30	- 5,6	73,0	- 6,1	///	///	73,1	- 6,1
Élevages de bovins viande	Bovins moins d'un an	46	+ 6,8	641	+ 3,4	29,5	+ 10,4	+ 0,9	+ 1,0	28,1	+ 11,6
	Bovins mâles 1-2 ans	7	- 14,2	1 339	+ 8,5	8,8	- 6,9	+ 0,1	- 0,1	8,7	- 4,0
	Vaches nourrices	11	+ 7,2	1 285	+ 0,6	13,6	+ 7,9	+ 1,6	+ 1,6	13,7	+ 4,0
	Autres bovins ⁶	7	- 5,7	1 258	+ 2,0	9,0	- 3,8	+ 1,0	+ 1,1	7,7	- 8,2

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. En quintaux/hectare. Pour les vignes, rendement moyen en quintaux de raisin par hectare.

3. En euros/quintal, sauf pour vin et eau-de-vie (euros/quintal de raisin ou euros/hl).

4. €/tête, sauf lait (€/hl).

5. Recalculée sur un échantillon constant.

6. Vaches laitières exclues.

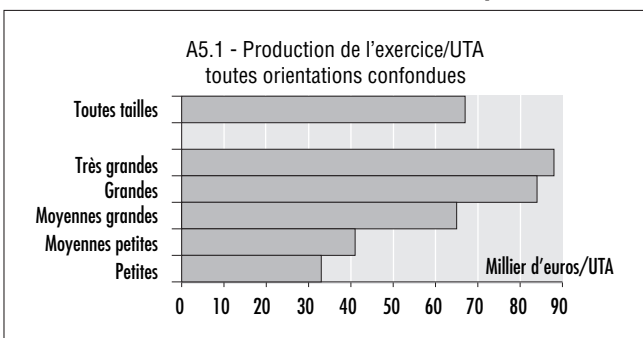
Source : RICA

Ratios et dispersion

La productivité du travail, mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA », augmente nettement avec la dimension économique : plus la structure est grande, plus l'heure de travail est productive. Cette tendance est

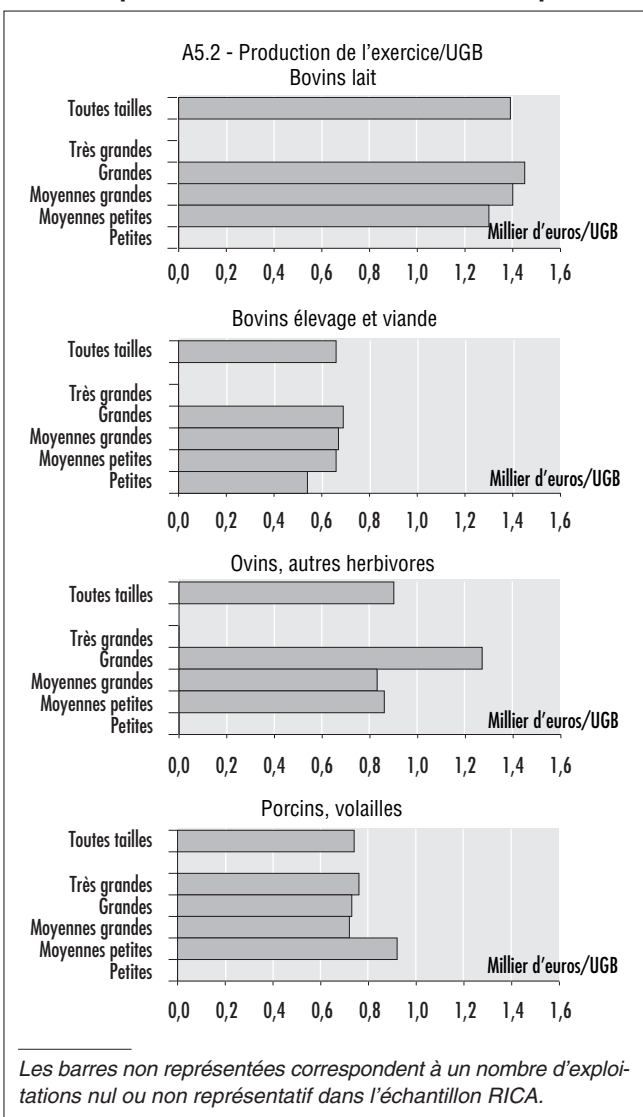
d'ailleurs vérifiée dans toutes les orientations. Le ratio « production de l'exercice/UGB » dans les orientations concernées (c'est-à-dire les élevages) n'est que faiblement lié à la dimension économique.

La productivité du travail augmente avec la dimension économique



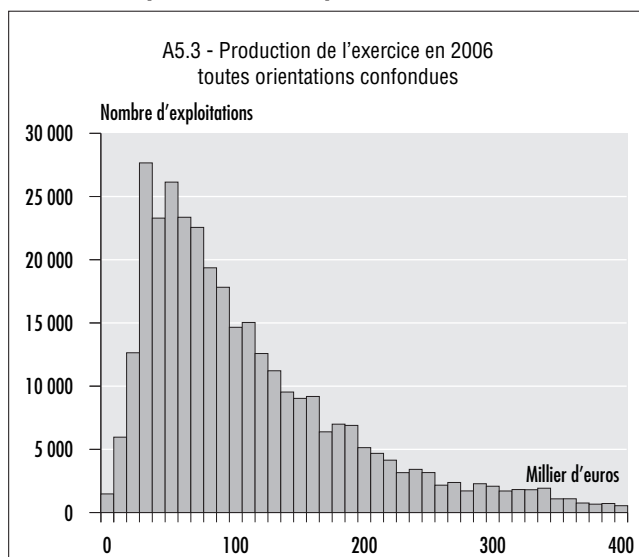
Source : RICA

Dans le secteur hors-sol, la productivité de l'UGB est peu liée à la dimension économique

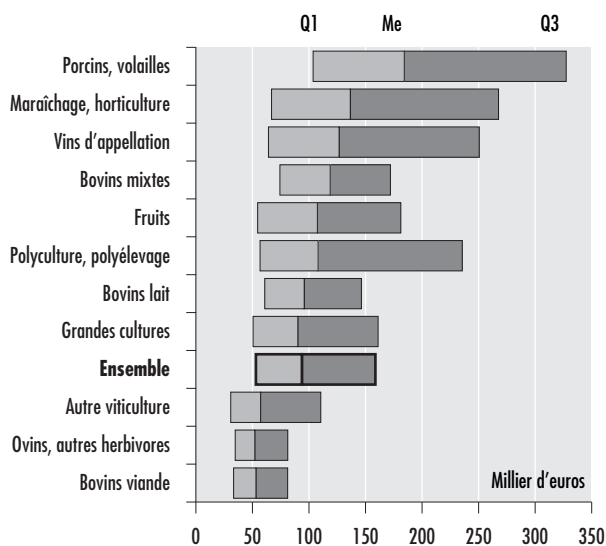


Source : RICA

La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 90 100 €



A5.4 - Disparité de la production de l'exercice en 2006 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations de porcins, volailles a réalisé une production d'un montant total inférieur à 103 700 € (Q1), la moitié à 184 300 € (Me) et les trois quarts à 327 500 € (Q3). Les orientations animales tendent à être moins dispersées que les orientations végétales. Toutefois, l'orientation porcins, volailles sort de ce schéma. Elle se distingue par sa forte dispersion, et un niveau élevé. On remarque également le contraste entre vins d'appellation d'origine (forte dispersion et niveau assez élevé) et autre viticulture (dispersion plus resserrée et niveau plus faible).

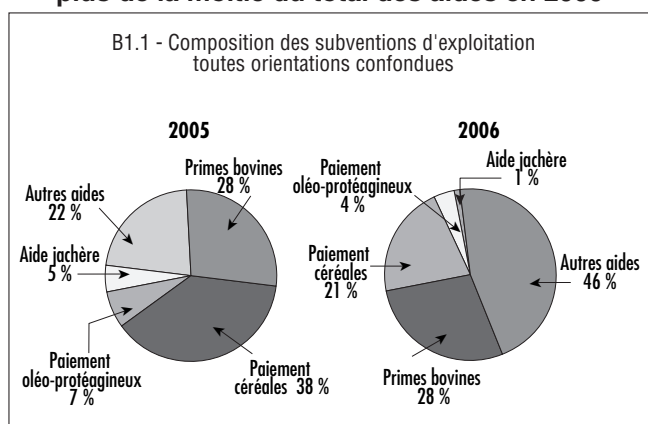
Source : RICA

Composition des subventions d'exploitation

En 2006, le montant moyen par exploitation en primes et subventions d'exploitation se monte à 29 500 euros, en hausse de 5 % en valeur réelle par rapport à 2005. La prime unique (« DPU ») atteint 16 600 euros, soit 56 % du total. Une partie des aides est consacrée au secteur végétal (4 000 euros) et plus particulièrement aux céréales et plantes industrielles (3 300 euros). Ces montants moyens sont en forte baisse par rapport à 2005. Le secteur animal obtient également une partie des aides en 2006, avec en moyenne 4 200 euros par

exploitation. Les aides ne relevant ni du secteur végétal, ni du secteur animal augmentent de 5 %. Avec 800 euros en moyenne par exploitation, les aides pour accident climatique ont doublé. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) s'élève à 600 euros. Si, au total, ces aides diverses ne représentent, sur l'ensemble des orientations, que 16 % du total des primes et subventions, leur part est encore plus importante pour certaines orientations (46 % pour les exploitations d'ovins et autres herbivores).

La prime unique représente plus de la moitié du total des aides en 2006



Source : RICA

Primes PAC

La politique agricole commune (PAC), profondément réformée en 1992 et 1993, avec la réduction des prix de soutien, l'obligation de mettre en jachères une partie des terres et l'instauration d'une série d'aides compensatrices aux produits (ou la revalorisation des aides existantes), a été à nouveau réformée en 2003, avec la création du paiement unique découplé. La France a choisi d'attendre 2006 pour mettre en œuvre le nouveau système de façon complète. La physionomie des aides lors de l'exercice 2006 est bouleversée. Toutes exploitations confondues, la prime unique représente plus de la moitié du total des aides. Certaines aides sont maintenues, soit de façon pratiquement inchangée (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), soit avec des taux unitaires modifiés (paiement à la surface pour les grandes cultures, prime à l'abatage des bovins, prime à la brebis). D'autres sont supprimées (prime spéciale aux bovins mâles, aide directe laitière, etc.). Cependant, des montants, en général faibles, de primes 2005 supprimées ou modifiées peuvent figurer dans les comptabilités 2006 et perturber les taux d'évolution 2006/2005. Il s'agit de versements tardifs, non provisionnés sur l'exercice 2005, enregistrés lors de leur arrivée sur le compte bancaire de l'exploitant.

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins élevage et viande	Ovins autres herbivores	Toutes orientations	
					Valeur 2006	Évolution ¹ 06/05 %
PAIEMENT UNIQUE DÉCOUPLÉ (« DPU »)	30,3	17,1	11,6	7,8	16,6	///
SECTEUR ANIMAL	1,3	1,7	16,9	7,0	4,2	- 51
Bovins	1,2	1,4	16,3	2,5	3,6	- 53
Prime spéciale aux bovins mâles	ε	0,1	0,5	0,1	0,1	- 90
Bœufs	ε	ε	0,1	ε	ε	- 85
Prime à la vache allaitante	0,9	0,3	13,5	2,1	2,7	- 2
Autres primes bovines	0,2	1,0	2,2	0,4	0,7	-- 62
Primes à l'abatage	0,2	0,9	1,3	0,2	0,6	-- 42
Païements à l'extensification	ε	0,0	0,8	0,2	0,1	-- 79
Païements supplémentaires par tête	ε	ε	ε	ε	ε	-- 97
Prime aux produits laitiers et païements supplémentaires ADL	ε	0,1	ε	ε	ε	-- 98
Ovins et caprins (prime à la brebis et à la chèvre)	ε	ε	0,1	3,7	0,3	-- 53
Autres aides secteur animal	0,1	0,3	0,6	0,8	0,3	+ 60
SECTEUR VÉGÉTAL	8,9	2,0	0,8	0,9	4,0	- 73
Céréales et plantes industrielles	8,2	1,9	0,7	0,7	3,3	- 77
Aides aux jachères	0,2	ε	ε	ε	0,1	- 96
Païement compensatoire aux céréales (y compris blé dur)	6,2	1,8	0,7	0,7	2,7	- 75
Païement compensatoire aux oléagineux	1,3	ε	ε	ε	0,4	- 73
Païement compensatoire aux protéagineux	0,5	ε	ε	ε	0,1	- 74
Autres aides plantes industrielles	0,1	ε	ε	ε	ε	- 78
Vin	ε	ε	ε	ε	0,2	+ 58
Fruits et légumes	0,3	ε	ε	ε	0,2	- 13
Autres aides secteur végétal	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	- 6
AUTRES	1,7	5,4	11,4	13,5	4,6	+ 5
Handicap géographique	0,1	2,4	4,0	6,4	1,5	- 1
Accident climatique	0,1	0,5	2,9	3,1	0,8	+ 101
Aides agri-environnementales	1,0	2,0	4,0	3,4	1,6	- 11
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE)	ε	0,9	2,2	1,8	0,6	ε
Autres aides	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	+ 2
Montant supplémentaire de l'aide PAC	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	///
TOTAL DES PRIMES ET SUBVENTIONS	42,3	26,3	40,8	29,2	29,5	+ 5

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Répartition par orientation et par région

Le niveau moyen de subventions par exploitation, globalement stable¹ entre 1995 et 1999, a considérablement augmenté depuis 2000. Il se monte à 29 500 euros en 2006, en nette hausse par rapport à 2005. Les exploitations de grandes cultures sont encore une fois les plus subventionnées, avec 42 300 euros en moyenne, suivies par les éleveurs de bovins mixtes avec 41 200 euros. En 2006, la plupart des orientations voient le montant moyen de leurs subventions augmenter, notamment les orientations animales. La hausse est particulièrement sensible pour les éleveurs de bovins lait (+ 12 %). Les

éleveurs laitiers bénéficient en effet d'une nouvelle revalorisation de la prime aux produits laitiers intégrée en 2006 dans la prime unique découplée. Le montant moyen des subventions progresse en 2006 de façon significative pour les viticulteurs sous appellation et hors appellation (+ 17 %) mais le montant des aides reste à un niveau bas. Le montant des aides augmente également dans les exploitations de grandes cultures et de bovins mais de façon moindre. La baisse est une nouvelle fois marquée pour les maraîchers, horticulteurs (- 8 %) et les arboriculteurs fruitiers (- 5 %).

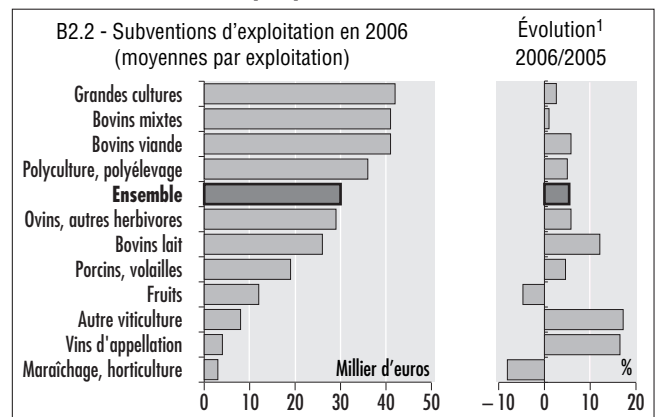
B2.1 - Subventions d'exploitation en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2006	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	42,3	+ 2,6
Maraîchage, horticulture	3,4	- 8,1
Vins d'appellation	3,8	+ 16,5
Autre viticulture	7,8	+ 17,2
Fruits	11,7	- 4,7
Bovins lait	26,3	+ 12,1
Bovins viande	40,8	+ 5,8
Bovins mixtes	41,2	+ 1,0
Ovins, autres herbivores	29,2	+ 5,8
Porcins, volailles	18,5	+ 4,6
Polyculture, polyélevage	36,5	+ 5,0
ENSEMBLE	29,5	+ 5,4

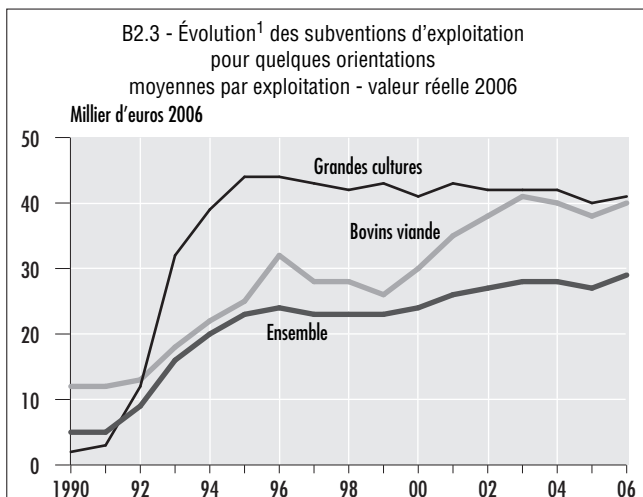
Source : RICA

Hausse des subventions en moyenne dans la plupart des secteurs



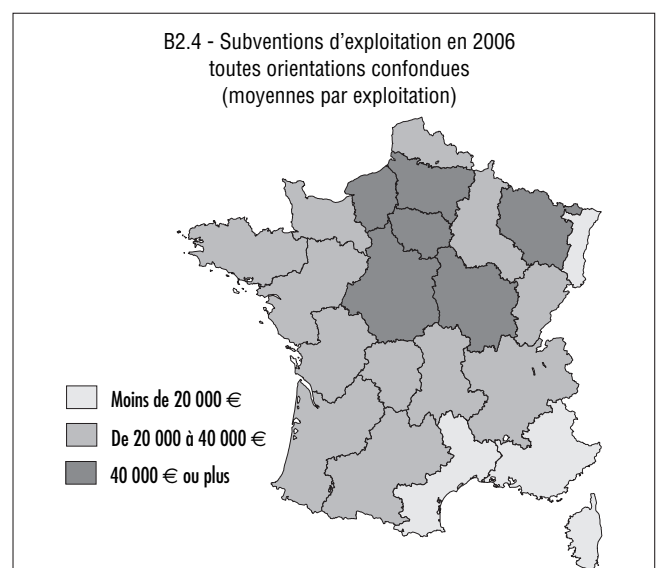
Source : RICA

Le montant des subventions reprend sa progression



Jusqu'en 1992, le niveau moyen des subventions en grandes cultures reste modeste et très inférieur à celui des orientations animales. À partir de 1992, première année de la nouvelle PAC, des hausses de subventions interviennent pour compenser les baisses de prix, autrefois soutenus (voir encadré fiche B1). Le niveau des subventions monte alors en flèche en grandes cultures et dépasse largement celui des élevages. Puis il se stabilise à partir de 1995. En « bovins viande », la hausse, commencée en 1993, est importante sans être explosive. Les pics de 1996 et 2003 correspondent à des situations de crise (ESB en 1996, sécheresse en 2003).

En Île-de-France, le montant moyen des subventions atteint 51 700 euros



Le bassin céréalier et les zones productrices de viande bovine sont en moyenne les plus subventionnés. Sur l'ensemble des exploitations, on note plus de 38 000 euros d'écart en moyenne entre la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (13 700 euros) et l'Île-de-France (51 700 euros). Cet écart s'explique par les productions pratiquées et la dimension des exploitations.

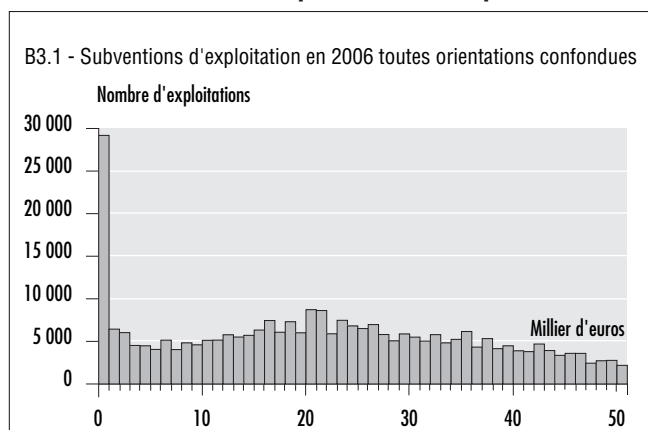
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
Source : RICA

Les dispersions

Le montant moyen des subventions perçues n'illustre qu'imparfaitement la situation des exploitations vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes. En effet, une étude de la dispersion met en évidence d'importantes disparités. Toutes orientations confondues, près de 29 200 exploitations, soit 8 % du total, ne perçoivent aucune subvention. La situation n'est guère différente pour les quelque 6 400 exploitations qui bénéficient d'aides d'un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion d'exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte à 10 %. À l'inverse, 16 % des exploitations les plus aidées, soit 56 900, perçoivent des aides d'un montant minimum de 50 000 euros. Les disparités sont également fortes au sein des différentes orientations. Elles sont d'autant plus prononcées que les secteurs sont faiblement subventionnés. Ainsi,

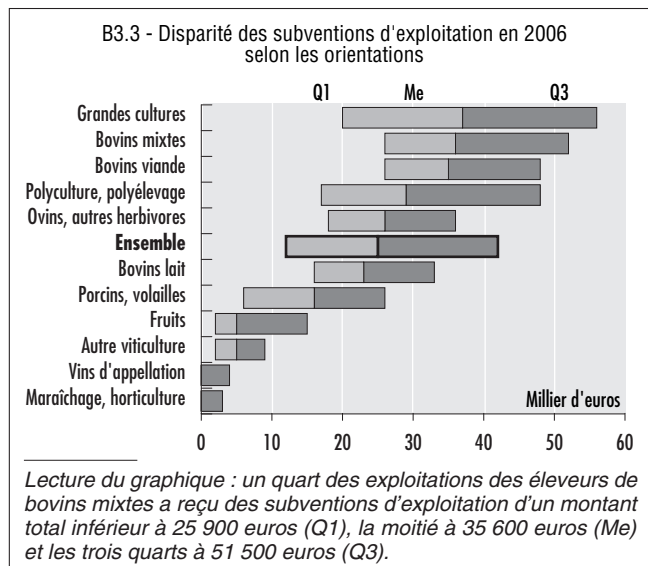
pour 60 % des exploitations spécialisées en viticulture d'appellation, les aides sont nulles ou faibles (moins de 1 000 euros). En grandes cultures, 31 % des exploitations bénéficient de subventions d'au moins 50 000 euros, ce qui n'est le cas que de 1 % dans les orientations maraîchage, horticulture. Toutes orientations confondues, 20 % des exploitations se partagent 47 % du total des aides, tandis que les 53 % restants sont répartis sur 80 % des exploitations. La répartition des subventions est fortement corrélée à la dimension économique des exploitations : 47 % des exploitations de grande dimension reçoivent au moins 50 000 euros ; de tels montants ne se rencontrent jamais dans les petites exploitations. Toutefois, une proportion non négligeable de grandes exploitations ne perçoit aucune aide (12 %).

Aucune subvention pour 29 200 exploitations



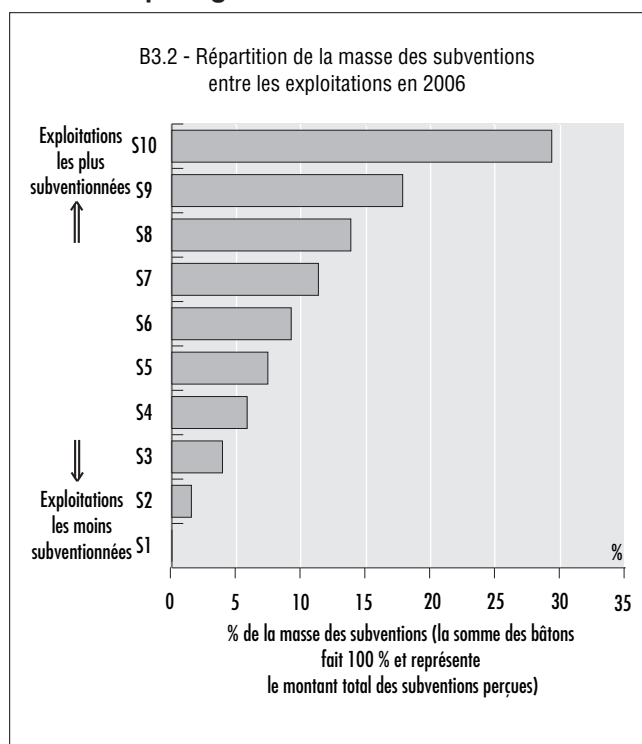
Source : RICA

Les trois quarts des maraîchers perçoivent moins de 3 000 euros



Source : RICA

20 % des exploitations professionnelles se partagent 47 % des subventions



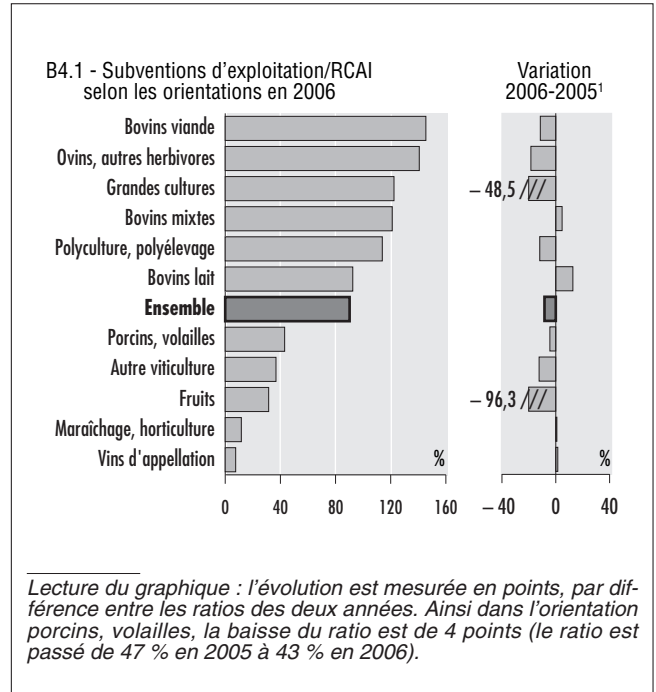
Lecture du graphique : les exploitations sont classées par niveau de subvention croissant, puis regroupées en 10 catégories d'effectif égal : S1 est constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus faible, S2 par les 10 % suivant, etc., jusqu'à S10, constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus élevé. Le graphique se lit ainsi : 10 % des exploitations (les plus subventionnées, S10) ont reçu environ le tiers (29 % exactement) de la masse totale des subventions et 20 % des exploitations (S10 et S9) ont reçu 47 % de la masse totale des subventions. À l'opposé, 20 % des exploitations (les moins subventionnées, S1 et S2) ne reçoivent que 1 % de la masse totale des subventions. A noter qu'il s'agit ici des exploitations professionnelles, c'est-à-dire atteignant une certaine taille économique (cf. annexe méthodologique « champ de l'enquête »).

Source : RICA

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

Les subventions concourent largement à la formation du résultat dans bon nombre d'orientations. En 2006, ce sont les orientations de bovins viande et ovins, autres herbivores qui détiennent le ratio « subventions/RCAI » le plus élevé (respectivement 145 % et 141 %). À l'inverse, ce ratio est extrêmement faible pour la viticulture d'appellation puisqu'il atteint seulement 8 %. Le ratio a diminué sensiblement dans les orientations végétales qui ont eu de bons résultats en 2006 : fruits (- 96 points), grandes cultures (- 48 points). Il a également diminué dans les orientations ovins, autres herbivores, bovins viande et polyculture, polyélevage, mais de façon moindre. À l'inverse, il progresse de 13 points en bovins lait, grâce à l'amélioration des subventions dans ce secteur. Les ratios de subventions peuvent en outre être ventilés selon la dimension économique. Les plus grandes exploitations perçoivent davantage de subventions par unité de travail dans les orientations très soutenues par la PAC, telles que grandes cultures ou bovins viande. Au niveau global, des effets de structure occultent en partie cette liaison. Le ratio « subventions/MBS » tend quant à lui à décroître lorsque la dimension économique augmente. Les élevages d'herbivores perçoivent plus de subventions par unité de taille économique que les grandes cultures, à dimension économique égale.

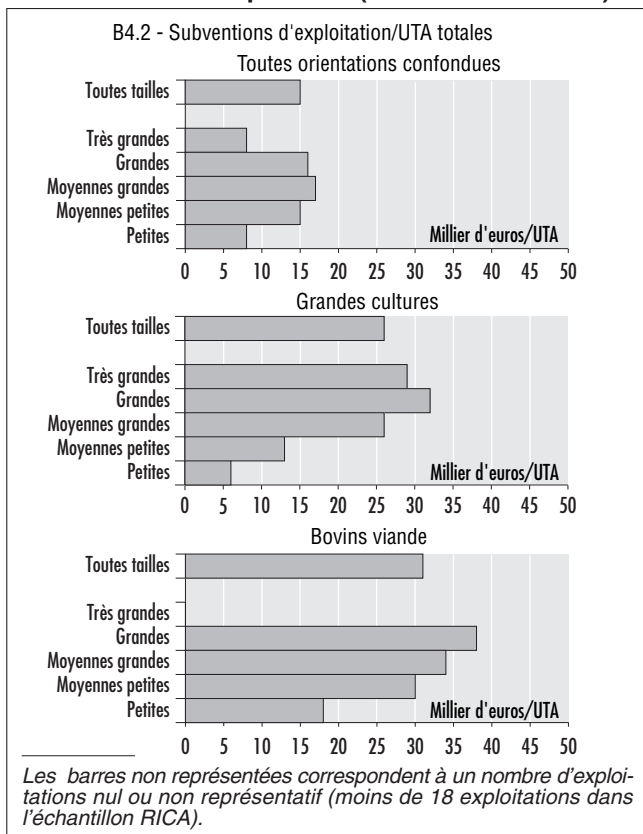
Dans cinq orientations, les subventions d'exploitation sont supérieures au RCAI



Lecture du graphique : l'évolution est mesurée en points, par différence entre les ratios des deux années. Ainsi dans l'orientation porcins, volailles, la baisse du ratio est de 4 points (le ratio est passé de 47 % en 2005 à 43 % en 2006).

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points. Source : RICA

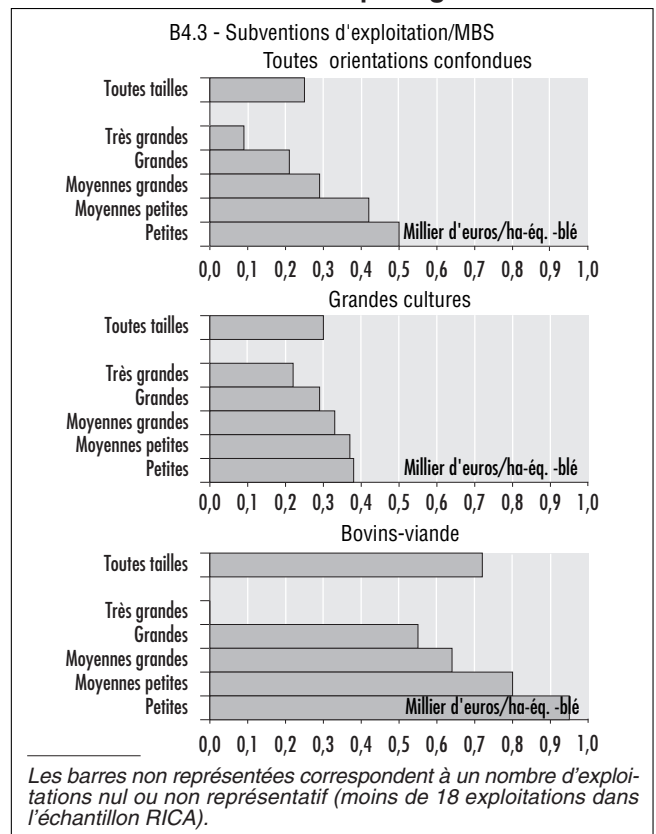
Les grosses structures tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



Les barres non représentées correspondent à un nombre d'exploitations nul ou non représentatif (moins de 18 exploitations dans l'échantillon RICA).

Source : RICA

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en grandes cultures



Les barres non représentées correspondent à un nombre d'exploitations nul ou non représentatif (moins de 18 exploitations dans l'échantillon RICA).

Source : RICA

Les charges courantes : structure et évolution

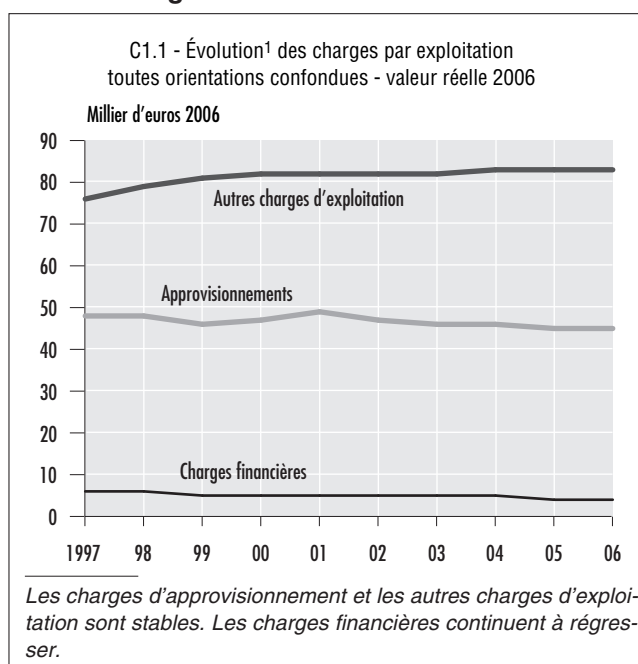
En 2006, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 132 000 euros par exploitation. Tandis qu'une exploitation sur dix a dépensé moins de 35 100 euros, une même proportion a plus de 262 500 euros de charges courantes. Pour l'ensemble des exploitations, les charges sont stables (+ 0,1 %) par rapport à 2005. Parmi les charges d'approvisionnement, les semences et plants ainsi que les produits phytosanitaires baissent de plus de 3 %. Le poste carburants et combustibles stockés augmente moins fortement qu'en 2005 (+ 6,1 %). Côté charges de structure, les amortissements et les travaux pour cultures et élevages augmentent, et les loyers et fermages et les frais d'entretien des bâtiments et du matériel en baisse expliquent la stabilité d'ensemble observée. Les charges financières, quant à elles, sont à nouveau en baisse.

Pour l'ensemble des exploitations, pour 100 euros de charges courantes, 63 sont des charges liées aux structures des exploitations, 34 sont liées aux approvisionnements et 3 sont liées au loyer de l'argent. Par rapport au produit brut, le poids des charges courantes représentent pour l'ensemble des exploitations 80 %. Mais une exploitation sur dix fait face à des dépenses supérieures à ses ressources.

Le produit brut regroupe l'ensemble des ressources de l'exploitation. Si l'on retient la seule production de l'exercice (qui exclut notamment les subventions), une exploitation sur quatre a un taux de charges supérieur à

125 %. Parmi les exploitations spécialisées en grandes cultures, en bovins élevage et viande, plus des trois quarts ne parviennent pas à couvrir leurs dépenses par la seule production.

Charges courantes stables en 2006



Source : RICA

C1.2 - Les charges courantes en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2006 millier d'euros	Évolution ¹ 06/05 %	Structure en 2006 %
I - Charges d'exploitation	127,8	+ 0,1	96,8
Approvisionnements	45,1	+ 0,2	34,2
Engrais et amendements	8,0	+ 0,0	6,0
Semences et plants	5,0	- 3,7	3,8
Produits phytosanitaires	6,8	- 3,1	5,2
Aliments du bétail	13,9	+ 0,6	10,5
Produits vétérinaires	2,2	+ 0,1	1,7
Fournitures	4,6	+ 2,9	3,5
Carburants, combustibles et lubrifiants stockés	4,8	+ 6,1	3,6
Autres charges d'exploitation	82,7	- 0,0	62,6
Dont : Travaux pour cultures et élevages	7,5	+ 1,2	5,7
Loyers et fermages	9,8	- 2,5	7,4
Entretien des bâtiments et du matériel	6,2	- 2,2	4,7
Assurances	4,2	- 0,8	3,2
Charges de personnel	10,4	- 1,9	7,9
Impôts et taxes	1,8	- 5,3	1,4
Amortissements	24,4	+ 1,6	18,4
II - Charges financières	4,2	- 4,1	3,2
Charges financières à long ou moyen terme	3,3	- 5,1	2,5
Charges financières à court terme	0,9	- 0,4	0,7
I + II - Charges courantes	132,0	- 0,1	100,0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les charges courantes selon les orientations

Le niveau des charges courantes dépend fortement des systèmes de production. Ainsi, en 2006, les élevages de porcins, volailles se distinguent par leurs charges élevées (médiane à 191 100 euros). Ils présentent aussi la plus grande dispersion des charges, avec 213 300 euros de différence entre le quart de la population ayant les charges les plus faibles, et le quart ayant les charges les plus élevées. À l’opposé, les élevages de bovins viande et d’ovins, autres herbivores ont des dépenses parmi les plus faibles (médiane proche de 65 000 euros) et une dispersion des charges minimum, avec un intervalle inter-quartile d’environ 50 000 euros. La médiane est encore plus faible chez les autres viticulteurs (51 400 euros), mais la dispersion plus forte.

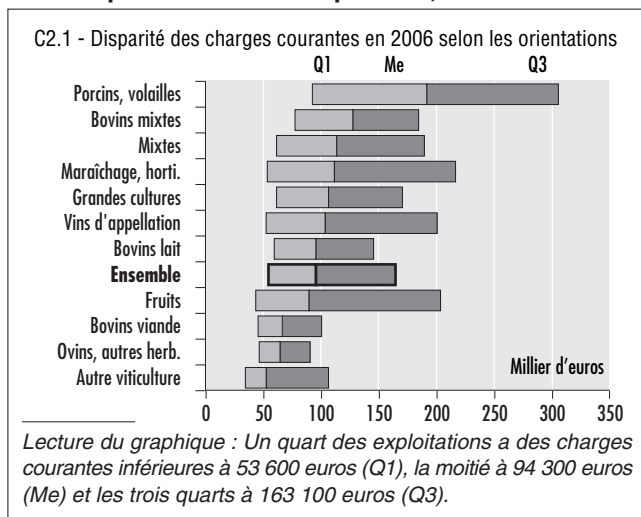
Les charges courantes sont stables dans l’ensemble par rapport à 2005. Mais cela masque en réalité deux tendances opposées. Une hausse des charges pour les éleveurs d’animaux, et une baisse pour les cultivateurs, producteurs de végétaux. Les exploitations de bovins viande (+ 3,2 %) et les autres viticulteurs (- 5,8 %) sont les deux secteurs qui marquent le plus nettement cette opposition.

Les charges courantes s’élèvent en moyenne à 3 650 euros par hectare pour les très grandes exploitations, dont la dimension économique est supérieure à 375 hectares-équivalent-blé. Les charges à l’hectare des « moyennes-petites » exploitations (1 200 euros) sont trois fois plus faibles que celles des très grandes.

Charges

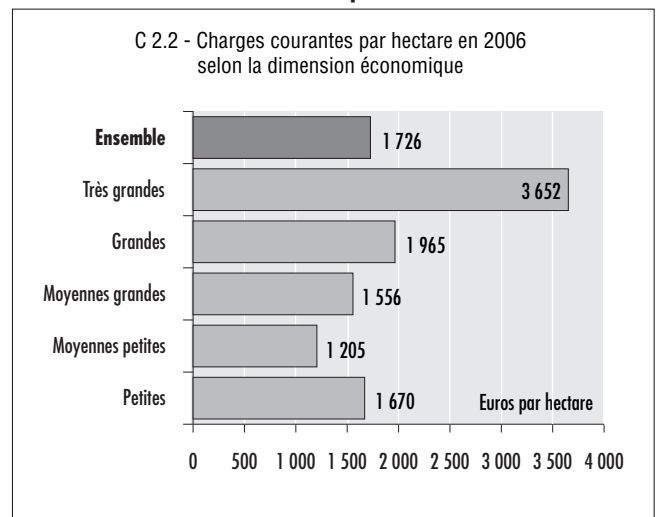
C

Des charges élevées pour l’orientation porcins, volailles



Source : RICA

Les charges courantes s’élèvent en moyenne à 1 720 euros par hectare



Source : RICA

C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d’euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d’exploitation						Charges financières	
	Charges d’approvisionnement		Autres charges d’exploitation		Total					
	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	135,0	- 0,8	50,1	- 1,3	80,8	- 0,3	130,8	- 0,7	4,1	- 4,0
Maraîchage, horticulture	216,2	- 1,1	81,8	+ 0,4	130,3	- 1,9	212,2	- 1,0	4,0	- 8,7
Vins d’appellation d’origine	159,8	- 1,0	29,4	+ 2,3	124,4	- 1,9	153,8	- 1,1	6,0	+ 1,6
Autre viticulture	86,9	- 5,8	18,0	- 4,4	66,1	- 5,9	84,0	- 5,6	2,9	- 10,7
Fruits	177,1	- 2,7	33,4	- 1,1	139,9	- 3,0	173,3	- 2,6	3,8	- 4,9
Bovins lait	110,9	+ 1,7	36,2	+ 1,5	70,9	+ 2,2	107,1	+ 2,0	3,7	- 6,0
Bovins élevage et viande	80,0	+ 3,2	25,8	+ 7,2	51,6	+ 1,6	77,4	+ 3,4	2,6	- 1,1
Bovins lait, élevage et viande	143,6	+ 1,6	50,7	+ 3,4	87,6	+ 0,9	138,4	+ 1,8	5,2	- 3,4
Ovins, autres herbivores	80,7	+ 0,9	28,4	+ 2,3	49,8	+ 0,4	78,2	+ 1,1	2,5	- 6,1
Porcins, volailles	242,0	+ 0,4	135,3	- 1,6	99,2	+ 4,5	234,5	+ 0,8	7,5	- 11,7
Polyculture, polyélevage	143,8	- 0,0	53,2	- 0,5	85,7	+ 0,6	139,0	+ 0,2	4,8	- 4,6
ENSEMBLE	132,0	- 0,1	45,1	+ 0,2	82,7	- 0,0	127,8	+ 0,1	4,2	- 4,1

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c’est-à-dire déflatée par l’indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les charges d'approvisionnement

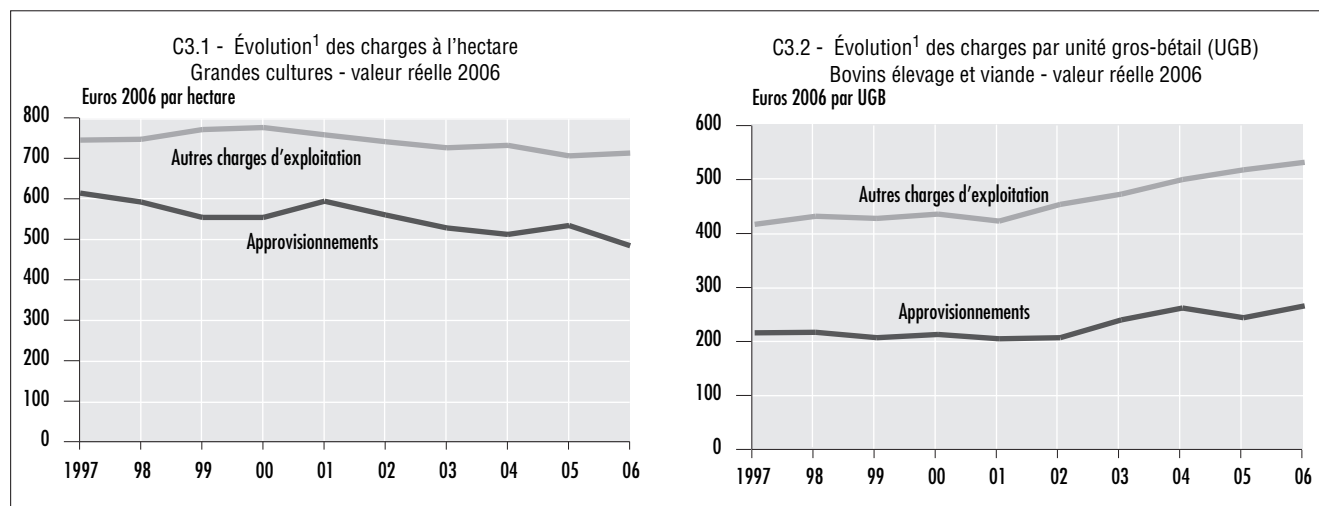
En 2006, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 45 100 euros par exploitation. Elles sont restées stables par rapport à l'année précédente (+ 0,2 %¹). Cette stabilité résulte de l'évolution croisée des charges de semences (- 3,7 %) et de produits phytosanitaires (- 3,1 %), d'une part, des charges de fournitures (+ 2,9 %) et de carburants stockés (+ 6,1 %), d'autre part.

L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations. En grandes cultures, les charges d'approvisionnement, un peu plus élevées que la moyenne, sont surtout composées d'engrais et de phytosanitaires. Les fournitures sont importantes en maraîchage et viticulture AOC, les carburants et combustibles en maraîchage. Dans les élevages de porcins, volailles, les charges d'approvisionnement

atteignent 135 300 euros en moyenne, soit trois fois plus que pour l'ensemble des exploitations. Ce niveau élevé s'explique par l'importance des dépenses en aliments dans ce secteur qui, avec 106 100 euros en 2006, représentent 78 % du total. À l'inverse, avec 25 800 euros par exploitation, les charges d'approvisionnement sont plutôt faibles dans les élevages de bovins viande.

Les dépenses d'approvisionnement par orientations agricoles peuvent évoluer de façon sensiblement différentes. D'un côté, les principales hausses s'observent parmi les secteurs bovins élevage et viande (+ 7,2 %) ainsi que les bovins mixtes. À l'opposé, les charges d'approvisionnement diminuent pour les orientations autre viticulture (- 4,4 %) et porcins, volailles (- 1,6 %).

En 2006, stabilité des charges d'approvisionnement, pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA

C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2006 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles
Grandes cultures	15,7	8,4	14,4	3,2	0,5	1,5	6,3
Maraîchage, horticulture	9,4	36,7	4,2	0,1	0,0	18,3	13,1
Vins d'appellation d'origine	2,2	0,7	6,9	0,3	0,0	17,4	1,9
Autre viticulture	2,6	0,8	8,0	0,0	0,0	3,9	2,6
Fruits	4,7	3,3	10,8	0,4	0,0	10,5	3,8
Bovins lait	5,4	2,7	2,4	15,8	3,1	2,9	3,8
Bovins élevage et viande	4,7	1,1	0,9	11,2	2,6	1,9	3,3
Bovins lait, élevage et viande	8,7	3,6	4,2	21,1	3,9	3,7	5,5
Ovins, autres herbivores	3,7	1,3	0,9	15,1	2,5	2,1	2,8
Porcins, volailles	3,2	2,4	2,8	106,1	11,7	3,4	5,7
Polyculture, polyélevage	9,6	5,1	7,8	19,2	3,0	2,6	5,9
ENSEMBLE	8,0	5,0	6,8	13,9	2,2	4,6	4,8

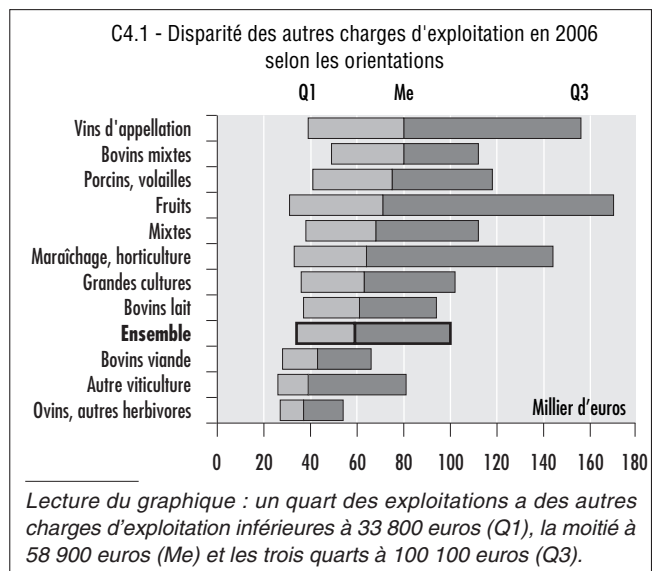
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Les autres charges d'exploitation

En 2006, les autres charges d'exploitation (ou charges de structure) se sont élevées à 82 700 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des amortissements. Ceux-ci représentent plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les secteurs agricoles qui ont peu de charges de personnel. Dans les élevages d'ovins, autres herbivores, pour lesquels les charges de structure sont relativement faibles en moyenne, les amortissements vont jusqu'à 36 %. Les charges de personnel peuvent être très importantes

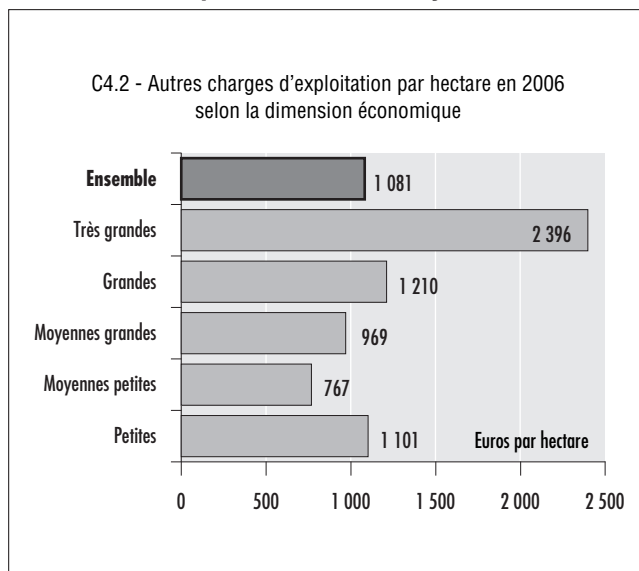
dans certains secteurs. Elles représentent environ 39 % des dépenses pour les producteurs de fruits et 38 % chez les maraîchers, horticulteurs. Elles se démarquent également dans les secteurs viticoles. Pour l'ensemble des exploitations, en 2006, les autres charges d'exploitation sont stables. Mais pour un quart d'entre elles, la baisse de ces charges dépasse 10 %. Ce sont les impôts et taxes et les loyers et fermages qui ont le plus baissé¹ avec respectivement - 5,3 % et - 2,5 %. Mais les amortissements augmentent (+ 1,6 %). Les autres charges d'exploitation sont en hausse chez les éleveurs et en baisse chez les cultivateurs.

Les charges de structure les plus dispersées sont dans le secteur « Fruits »



Source : RICA

Les charges de structure sont de 1 080 euros par hectare en moyenne en 2006



Source : RICA

C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2006 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Impôts et taxes	Amortissements	Autres ²
Grandes cultures	6,9	13,3	6,9	5,0	6,7	2,3	25,8	13,8
Maraîchage, horticulture	1,7	2,9	5,4	4,4	50,0	1,4	25,4	39,2
Vins d'appellation d'origine	4,6	19,7	6,1	4,5	34,6	3,3	23,3	28,3
Autre viticulture	5,4	5,7	4,1	3,6	12,5	2,3	17,4	15,1
Fruits	7,0	6,6	6,0	5,9	54,5	1,7	22,4	35,7
Bovins lait	10,0	7,2	5,9	3,4	1,7	1,4	24,2	17,1
Bovins élevage et viande	4,2	6,3	5,0	3,3	1,1	1,0	18,5	12,3
Bovins lait, élevage et viande	11,1	10,8	7,6	4,3	2,4	1,7	30,3	19,4
Ovins, autres herbivores	5,4	4,1	4,6	3,2	2,1	0,9	18,0	11,5
Porcins, volailles	13,6	5,5	7,6	4,2	6,5	1,6	33,2	27,0
Polyculture, polyélevage	9,9	10,0	7,1	4,6	6,0	1,8	28,2	18,0
ENSEMBLE	7,5	9,8	6,2	4,2	10,4	1,8	24,4	18,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion.

Source : RICA

Les charges financières

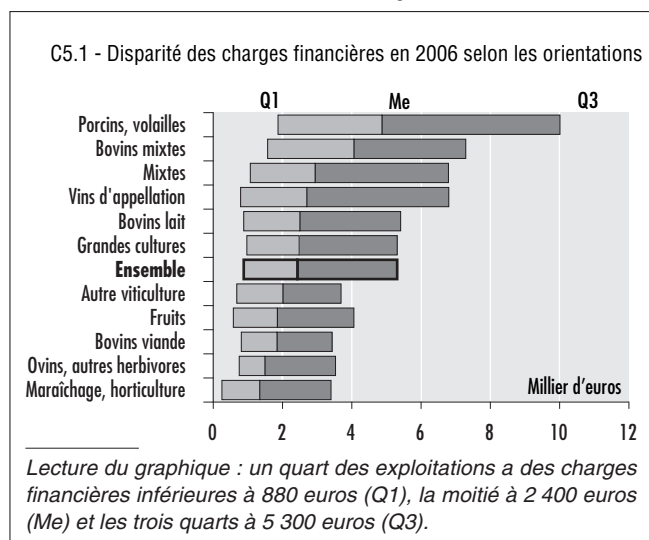
D'un montant moyen de 4 200 euros par exploitation, les charges financières diminuent¹ au total de 4,1 % sous l'effet de la diminution des charges liées aux emprunts à long ou moyen terme (- 5,1 %). Les charges financières sont liées aux résultats des exercices précédents et reflètent les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs. Les situations individuelles sont très disparates. Une exploitation sur deux bénéficie d'une diminution des charges financières de plus de 14 %, tandis que pour un quart, il y a une augmentation de 5 %.

Presque toutes les orientations bénéficient de baisses. Les plus marquées sont dans les secteurs autre viticulture et porcins, volailles, qui bénéficient d'une économie supérieure à 10 % par rapport à l'année précédente. Le secteur vins d'appellation d'origine se démarque avec des charges financières augmentant de

2 %. L'évolution la moins sensible s'observe dans le secteur bovins élevage et viande (- 1 %). Néanmoins, les évolutions sont très diverses à l'intérieur d'une même orientation. Ainsi dans l'orientation vins d'appellation d'origine, une exploitation sur quatre présente une baisse supérieure à 33 % et à l'inverse une même proportion connaît une hausse supérieure à 11 %.

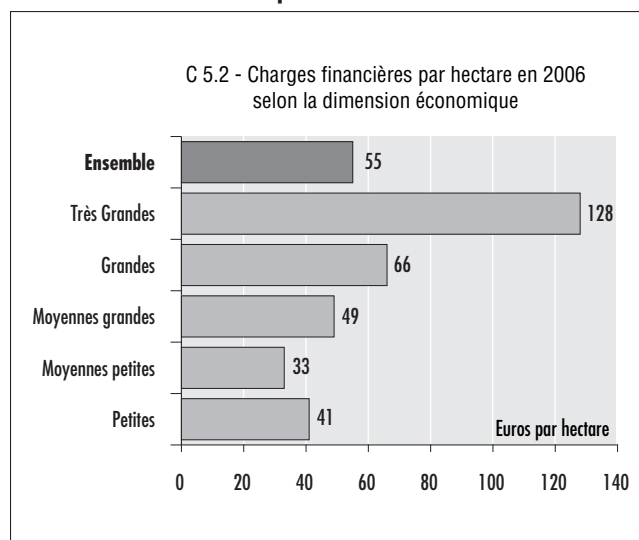
Les élevages de porcins, volailles restent les plus pénalisés avec le taux d'intérêt apparent le plus élevé (3,9 %), supérieur de 0,5 point au taux moyen. Ces exploitations sont également celles dont les emprunts sont les plus importants avec une dette moyenne de 193 000 euros (voir tableau F1.3), soit un tiers de plus que la dette moyenne sur l'ensemble des exploitations. Tous secteurs confondus, pour une exploitation sur quatre, les charges financières dépassent 5 300 euros. Chez un élevage de porcins, volailles sur quatre, elles atteignent 10 000 euros.

Les charges financières du secteur porcins, volailles sont très nettement supérieures aux autres



Source : RICA

Les charges financières s'élèvent en moyenne à 55 euros par hectare en 2006



Source : RICA

C5.3 - Charges financières en 2006 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges financières totales	Charges financières à long ou moyen terme	Charges financières à court terme	Taux d'intérêt apparent %
Grandes cultures	4,1	3,0	1,1	3,4
Maraîchage, horticulture	4,0	3,2	0,8	3,3
Vins d'appellation d'origine	6,0	4,3	1,7	3,2
Autre viticulture	2,9	2,3	0,6	3,3
Fruits	3,8	2,6	1,2	3,2
Bovins lait	3,7	3,2	0,5	3,3
Bovins élevage et viande	2,6	2,3	0,4	2,9
Bovins lait, élevage et viande	5,2	4,4	0,9	3,4
Ovins, autres herbivores	2,5	2,0	0,5	3,4
Porcins, volailles	7,5	5,9	1,6	3,9
Polyculture, polyélevage	4,8	3,8	1,1	3,6
ENSEMBLE	4,2	3,3	0,9	3,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les charges sociales de l'exploitant

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants non salariés. Elles sont exclues des charges dans le RICA, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent pas à la formation du résultat. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations. En 2006, ces charges représentent, en moyenne, 8 300 euros par exploitation, soit 25 % du résultat courant avant

impôts (charges sociales non déduites). Pour l'ensemble des exploitations, ces charges sont en baisse par rapport à 2005 (- 4,9 %). Le secteur porcins, volailles enregistre une vive remontée des charges sociales en 2006 (+ 16 %¹) après une baisse spectaculaire en 2005. En moyenne, les charges sociales du secteur vins d'appellation d'origine sont les plus fortes. Cependant la majorité des exploitations de grandes cultures ont des charges similaires à ce secteur. Quant à la contribution la plus lourde par rapport au RCAI, elle se situe dans le secteur autre viticulture. De grandes disparités de taux apparent de charge s'observent dans les secteurs maraîchage et viticulture. Les secteurs bovins et porcins ont des taux beaucoup plus concentrés.

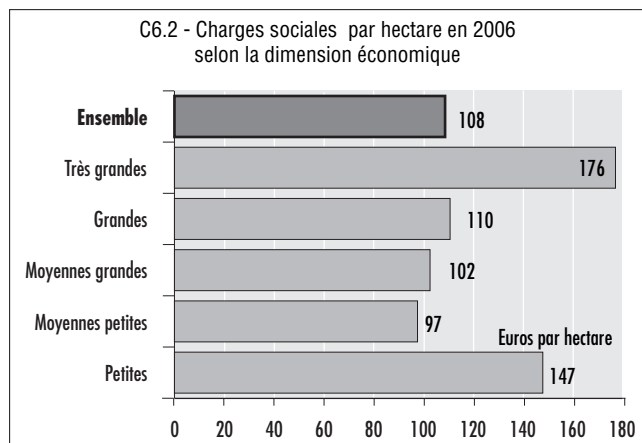
C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2006 millier d'euros	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	9,0	- 10,2
Maraîchage, horticulture	8,9	+ 1,0
Vins d'appellation d'origine	11,6	- 4,8
Autre viticulture	5,3	- 5,0
Fruits	7,2	- 14,4
Bovins lait	7,7	- 9,7
Bovins élevage et viande	6,4	+ 1,6
Bovins lait, élevage et viande	9,1	- 1,1
Ovins, autres herbivores	5,6	+ 3,5
Porcins, volailles	9,1	+ 16,2
Polyculture, polyélevage	8,5	- 1,3
ENSEMBLE	8,3	- 4,9

Source : RICA

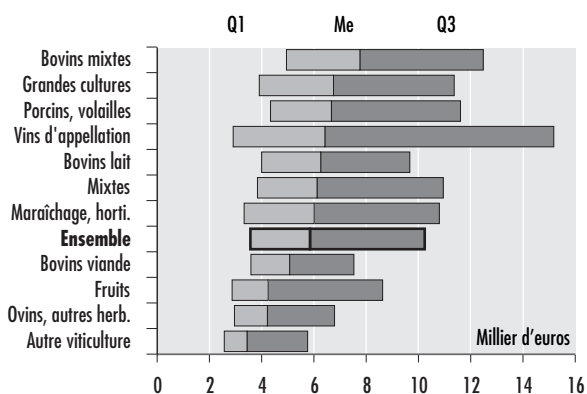
Les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 108 euros par hectare en 2006



Source : RICA

En 2006, les charges sociales représentent plus de 49 % du RICA pour le quart des exploitations

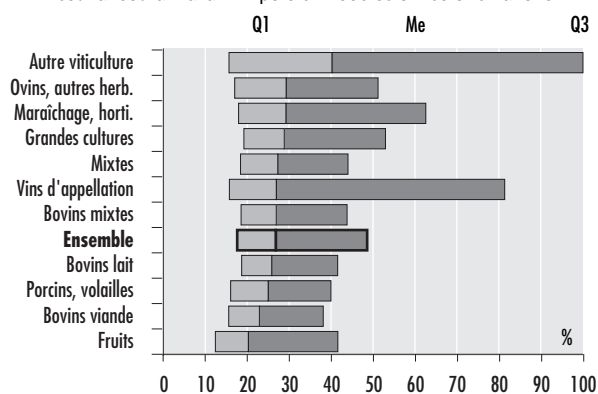
C6.3 - Disparité des charges sociales de l'exploitant en 2006 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations a des charges sociales inférieures à 3 600 euros (Q1), la moitié à 5 900 euros (Me), et les trois quarts à 10 200 euros (Q3).

En 2006, la baisse des charges sociales est de près de 5 %, et les exploitations du secteur fruits ont le poids de charges le plus faible. Une exploitation sur deux verse plus de 5 900 euros. Rapportée au résultat courant avant impôts, la charge est inférieure à 49 % pour trois exploitations sur quatre.

C6.4 - Disparité du ratio charges sociales de l'exploitant/ résultat courant avant impôts en 2006 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations a des charges sociales qui représentent moins de 18 % du résultat courant avant impôts (Q1), la moitié moins de 27 % (Me), et les trois quarts moins de 49 % (Q3). On considère par convention que les résultats courants négatifs engendrent un ratio de 100 %.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les charges en énergie selon les orientations

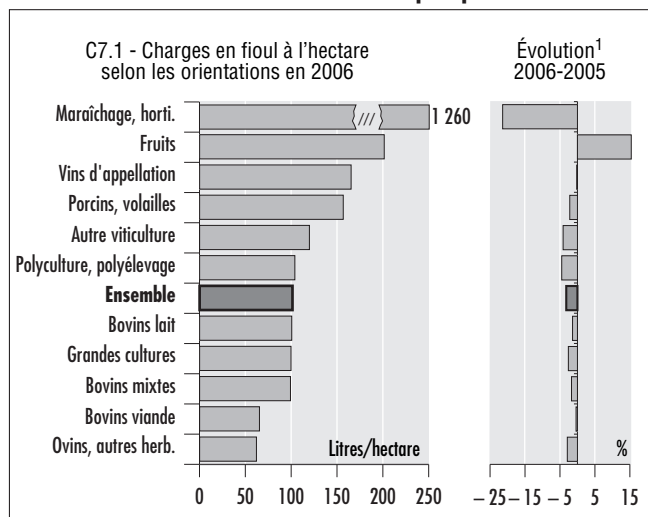
En 2006, les dépenses consacrées à l'énergie ont progressé de 5 %¹ en valeur réelle, essentiellement à cause de la hausse de prix. Elles avaient déjà augmenté de 13 % en 2005. Elles atteignent ainsi 7 500 euros en moyenne par exploitation, soit un peu plus de 6 % du total des charges courantes. Ramenées à l'hectare, elles s'élèvent à 102 euros. Avec 1 600 euros en moyenne, les dépenses en électricité, elles-mêmes en hausse de 1 %, représentent 22 % des charges en énergie.

Toutes les orientations voient leurs dépenses globales en énergie augmenter en 2006, avec en tête les vins d'appellation d'origine, les ovins, autres herbivores, le secteur maraîchage, horticulture (+ 6 %). D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2006, les dépenses en énergie à l'hectare s'échelonnent

entre 56 euros chez les éleveurs de bovins viande et 3 600 euros pour les maraîchers, horticulteurs. Dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites, mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées.

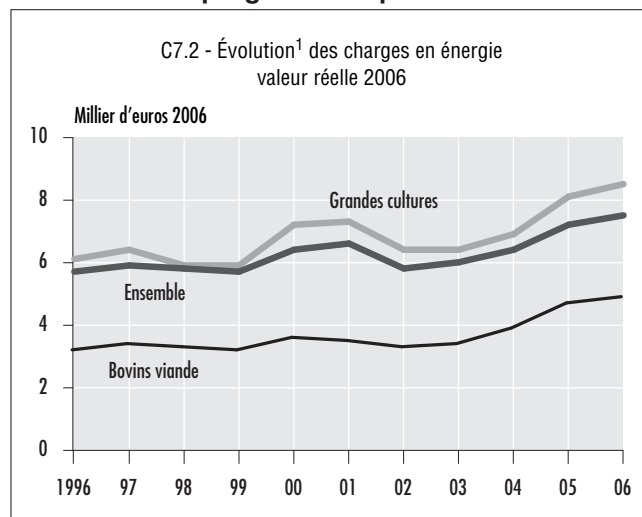
En 2006, la quantité de fioul domestique consommée atteint 7 800 litres en moyenne, soit 2 % de moins qu'en 2005. Ramené à l'hectare, elle atteint 101 litres en moyenne. Mais pour limiter l'impact de la hausse des prix, seuls les maraîchers, horticulteurs ont réduit fortement leurs volumes consommés. Ils ont réduit les volumes de fioul de 21 % pour utiliser plus de gaz (+ 15 % en valeur). Ils conservent néanmoins la consommation la plus élevée de toutes les orientations avec 1 260 litres de fioul domestique consommés en moyenne par hectare.

Les maraîchers utilisent en moyenne 1 300 litres de fioul domestique par hectare



Source : RICA

Les dépenses en énergie n'ont cessé de progresser depuis 2002



Source : RICA

C7.3 - Charges en énergie selon les orientations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges totales en énergie (valeur)		Dont							
			Fioul domestique (carburant et combustible)		Électricité		Autres (gaz stocké ou non, gazole à la pompe, divers)		Fioul domestique (quantité 1 000 l)	
	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	8,5	+ 5,4	5,5	+ 7,4	1,4	+ 2,1	1,6	+ 1,8	11,3	- 1,8
Maraîchage, horticulture	23,7	+ 5,7	3,8	- 18,2	3,7	- 0,4	16,2	+ 15,4	8,2	- 21,3
Vins d'appellation d'origine	4,6	+ 5,8	1,7	+ 13,0	1,1	- 1,3	1,9	+ 4,1	3,2	+ 0,6
Autre viticulture	4,1	+ 4,3	2,0	+ 4,6	0,6	+ 1,3	1,5	+ 5,2	3,9	- 4,0
Fruits	7,7	+ 2,7	2,9	+ 23,6	2,4	+ 0,3	2,4	- 14,1	5,6	+ 15,3
Bovins lait	6,2	+ 5,0	3,5	+ 9,2	1,8	- 0,6	0,9	+ 1,3	7,1	+ 0,4
Bovins élevage et viande	4,9	+ 4,0	3,0	+ 11,5	0,7	+ 0,6	1,3	- 9,3	5,8	+ 1,8
Bovins lait, élevage et viande	8,1	+ 5,0	5,0	+ 8,4	1,8	- 1,9	1,3	+ 2,8	10,1	+ 0,3
Ovins, autres herbivores	4,7	+ 5,8	2,5	+ 11,7	1,0	+ 2,6	1,2	- 2,8	4,9	+ 0,5
Porcins, volailles	10,7	+ 2,9	3,4	+ 9,3	4,3	+ 3,7	3,0	- 5,0	6,8	- 0,9
Polyculture, polyélevage	8,6	+ 4,1	4,8	+ 5,8	1,8	+ 1,0	2,0	+ 2,9	9,7	- 2,9
ENSEMBLE	7,5	+ 4,5	3,9	+ 7,2	1,6	+ 0,7	2,0	+ 2,6	7,8	- 1,8

1. Toutes les évolutions sont calculées sur un échantillon constant. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

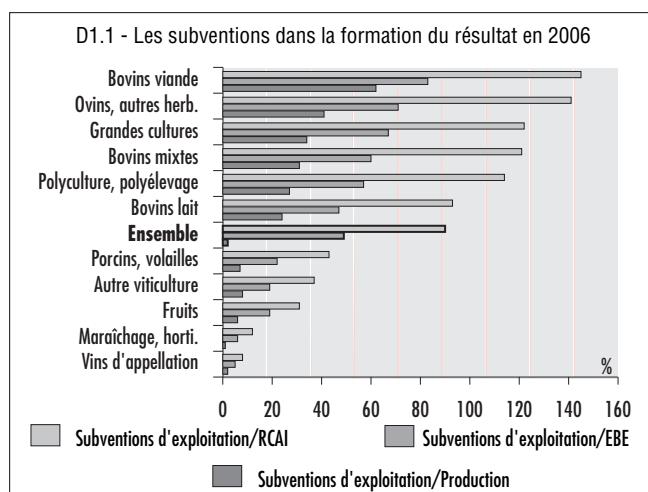
La formation du résultat courant

En 2006, la production des exploitations professionnelles est évaluée par le RICA à 133 000 euros en moyenne. Après déduction des charges courantes et prise en compte des subventions d'exploitation, le solde, appelé résultat courant avant impôts (RCAI), s'élève en moyenne à 32 700 euros, en hausse par rapport à 2005 (+ 15,3 %¹).

Le résultat courant avant impôts n'est pas affecté par les charges et les produits exceptionnels et permet ainsi de mieux comparer différents exercices. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. L'importance des subventions dans la formation du résultat courant avant impôts est une spécificité des orientations concernées par la réforme de la PAC de 1992, à savoir l'orien-

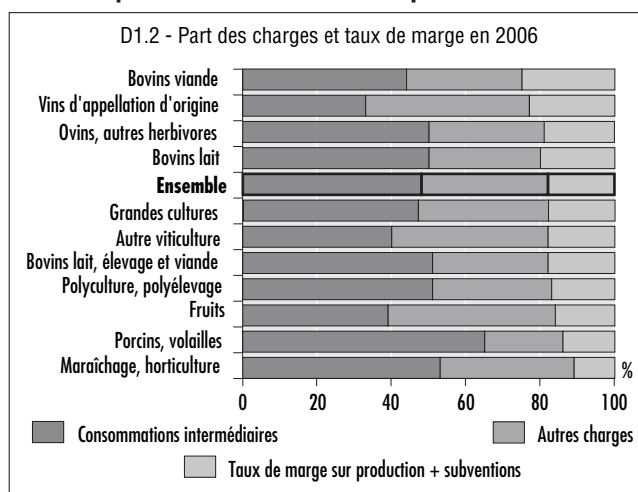
tation grandes cultures et les filières bovines et ovines. Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation, d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations intermédiaires sur l'ensemble des produits varie selon l'orientation technico-économique. Il est structurellement plus important pour l'orientation porcins, volailles. En 2006, il y atteint en moyenne 65 %, comme en 2005. Le rapport de l'ensemble des charges courantes sur l'ensemble des produits courants détermine par différence le taux de marge de l'exploitation agricole. En 2006, l'orientation bovins viande bénéficie du meilleur taux de marge, soit 25 %, contre 11 % pour l'orientation maraîchage, horticulture, qui affiche le taux le plus faible.

Les subventions représentent 83 % de l'EBE en bovins viande



Source : RICA

Une marge proche de 19 % pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA

D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (CI)	Valeur ajoutée ²	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Autres charges que CI	RCAI	Résultat de l'exercice
Grandes cultures	123,3	77,8	41,2	42,3	63,2	57,2	34,6	40,5
Maraîchage, horticulture	240,4	128,2	108,2	3,4	57,9	88,0	29,4	32,1
Vins d'appellation d'origine	203,6	68,4	130,7	3,8	77,9	91,4	49,6	51,6
Autre viticulture	98,8	42,6	52,9	7,8	41,1	44,4	21,1	24,1
Fruits	198,6	82,2	110,6	11,7	62,4	94,9	37,0	41,1
Bovins lait	111,7	69,2	39,2	26,3	56,0	41,6	28,5	32,8
Bovins viande	66,4	47,3	15,9	40,8	49,0	32,8	28,1	30,6
Bovins lait, élevage et viande	134,7	88,9	41,8	41,2	69,2	54,8	34,0	37,8
Ovins, autres herbivores	71,3	49,9	18,3	29,2	41,1	30,8	20,8	23,9
Porcins, volailles	263,7	183,5	76,2	18,5	83,1	58,5	42,9	47,1
Polyculture, polyélevage	136,8	88,2	44,3	36,5	64,3	55,6	32,0	36,8
ENSEMBLE	133,0	77,2	51,8	29,5	60,6	54,8	32,7	36,9

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance.

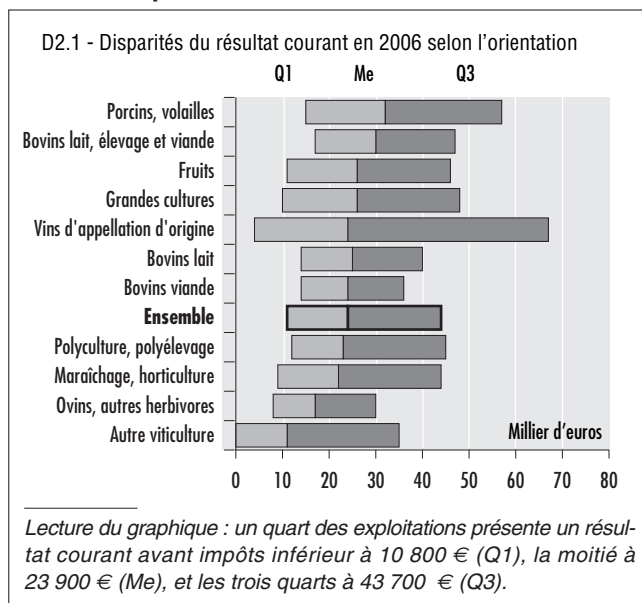
Source : RICA

Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 7 500 euros pour le secteur autre viticulture et 31 800 euros pour le secteur porcins, volailles. Les disparités entre orientations ont une composante structurelle. Sur les 10 dernières années, le secteur vins d'appellation d'origine a le meilleur résultat, alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais les facteurs conjoncturels bouleversent fréquemment les positions respectives des différentes OTEX. Ainsi les orientations fruits et autre viticulture enregistrent une vive remontée, après de mauvais résultats en 2005. Cependant, l'orientation n'explique que partiellement

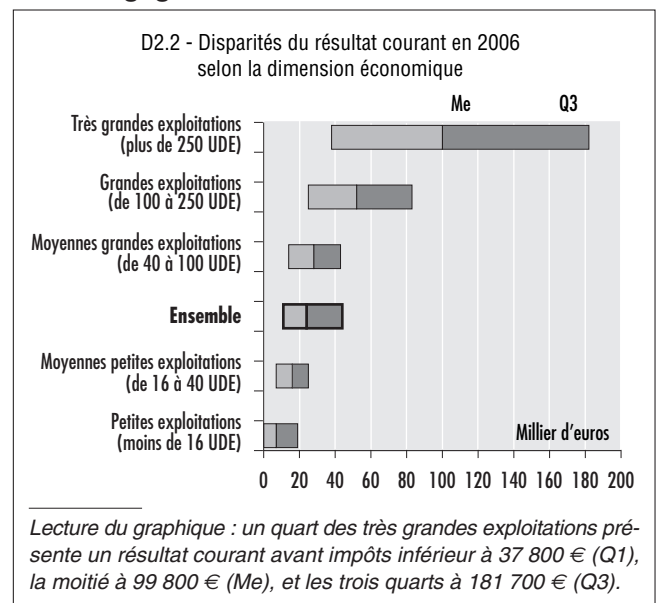
les disparités du RCAI, car celles-ci demeurent importantes au sein de chaque spécialisation. Elles sont spécialement marquées dans l'orientation vins d'appellation d'origine. Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 7 000 euros pour les exploitations de 8 à 16 unités de dimension européenne (UDE), soit entre 12 et 24 hectares équivalent-blé, et 99 800 euros pour les exploitations de plus de 250 UDE, soit de plus de 375 hectares équivalent-blé. Entre 2005 et 2006, pour l'ensemble des exploitations, les disparités s'accroissent légèrement, avec un intervalle interquartile (Q3-Q1) qui augmente d'environ 3 300 euros.

Dispersions internes plus faibles pour les orientations ovines



Source : RICA

Un quart des exploitations de très grande taille dégagent un RCAI inférieur à 37 600 €



Source : RICA

D2.3 - Déciles¹ du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e
Grandes cultures	- 1	7	13	19	26	32	41	55	80
Maraîchage, horticulture	- 12	7	11	15	22	30	39	50	80
Vins d'appellation d'origine	- 14	0	8	17	25	38	57	90	156
Autre viticulture	- 25	- 8	0	4	8	14	26	36	78
Fruits	- 3	5	15	19	26	34	41	56	88
Bovins lait	3	12	16	20	24	29	36	45	58
Bovins viande	5	11	16	20	24	29	34	40	53
Bovins lait, élevage et viande	2	14	19	25	30	36	42	53	70
Ovins, autres herbivores	0	6	10	13	17	21	27	33	47
Porcins, volailles	5	12	16	23	32	41	50	65	94
Polyculture, polyélevage	0	10	15	19	24	30	40	52	73
ENSEMBLE	0	8	14	19	24	30	38	50	74

1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations de grandes cultures obtient un résultat inférieur de - 800 euros (1^{er} décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 79 700 euros (9^e décile).

Source : RICA

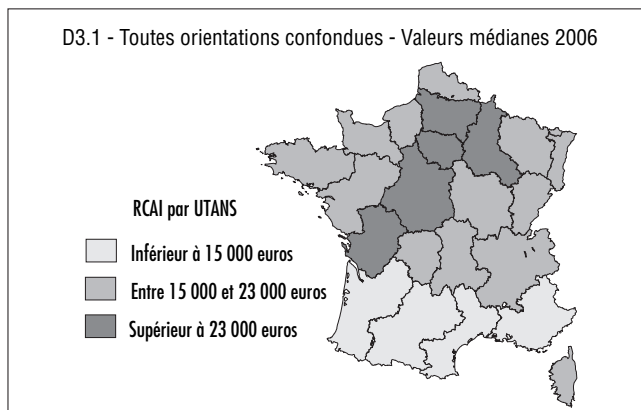
Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

Hors charges sociales, la médiane du résultat courant par unité de travail annuel non salariée (UTANS) atteint 18 500 euros, soit 1 540 euros par mois, cette somme correspondant à la rémunération du travail et au revenu des capitaux propres.

Toutes orientations confondues, les exploitations champenoises disposent des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes, à l'inverse de la région Languedoc-Roussillon où ces revenus sont les plus faibles. Dans l'orientation grandes cultures, la région Champagne-Ardenne affiche un revenu par UTANS médian d'environ 35 900 euros contre 3 400 euros en Languedoc-Roussillon. En bovins viande, la médiane du résultat par UTANS se situe à 33 800 euros pour le Centre alors qu'elle n'est que de 12 400 euros pour la région Rhône-Alpes. Les disparités inter-régionales observées doivent être considérées comme la résultante de plusieurs facteurs tels que la

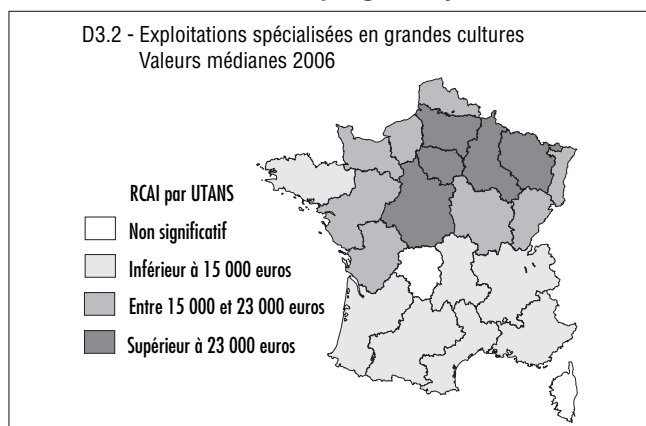
taille économique moyenne des exploitations, le degré d'intensification, l'éligibilité aux aides directes.

La région Champagne-Ardenne loin devant



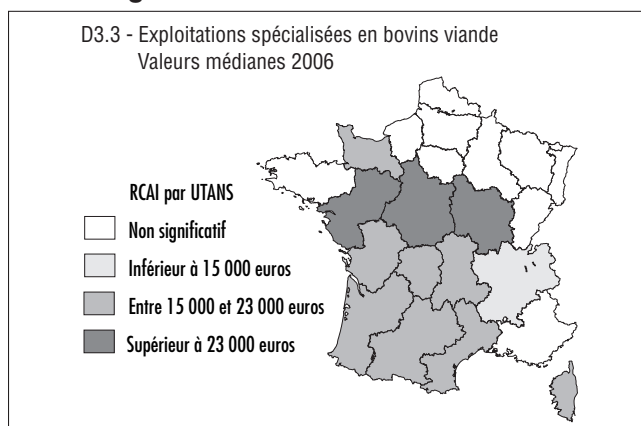
Source : RICA

En grandes cultures, les régions Île-de-France et Champagne-Ardenne tirent leur épingle du jeu



Source : RICA

En bovins viande, parmi les régions les plus productrices, la région Centre a les meilleurs résultats



Source : RICA

D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salariée

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes ¹ 2006	
		dont région la plus faible ²	dont région la plus forte ²
Grandes cultures	20,9	3,4 Languedoc-Roussillon	35,9 Champagne-Ardenne
Maraîchage, horticulture	16,0	12,5 Bretagne	19,0 Pays de la Loire
Vins d'appellation d'origine	19,8	6,3 Languedoc-Roussillon	98,5 Champagne-Ardenne
Autre viticulture	7,5	0,9 Languedoc-Roussillon	41,0 Poitou-Charentes
Fruits	19,7	13,9 Midi-Pyrénées	27,6 Rhône-Alpes
Bovins lait	17,4	12,0 Auvergne	21,7 Poitou-Charentes
Bovins viande	20,8	12,4 Rhône-Alpes	33,8 Centre
Bovins lait, élevage et viande	20,0	12,8 Auvergne	25,5 Pays de la Loire
Ovins, autres herbivores	13,9	10,7 Aquitaine	19,2 Poitou-Charentes
Porcins, volailles	21,3	21,5 Pays de la Loire	29,3 Bretagne
Polyculture, polyélevage	18,2	13,4 Bourgogne	25,9 Lorraine
ENSEMBLE	18,5	5,7 Languedoc-Roussillon	41,8 Champagne-Ardenne

1. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

2. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

Source : RICA

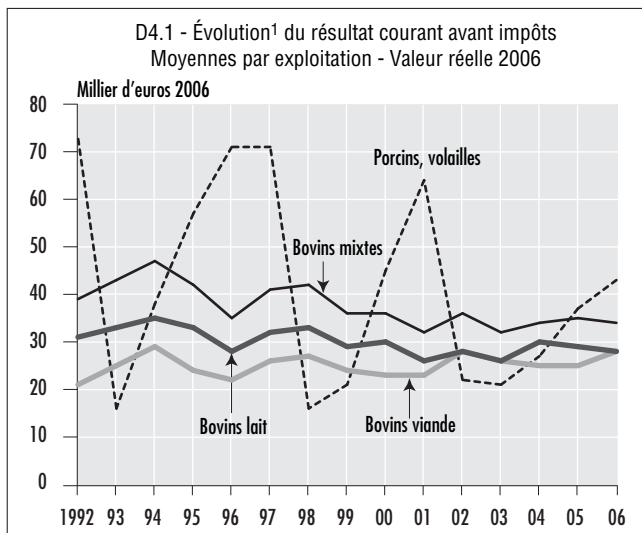
Les évolutions du résultat courant

Pour l'ensemble des exploitations, le résultat courant avant impôts (RCAI) a augmenté de 15,3 %¹ en 2006. La hausse de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation accompagné d'une stagnation des consommations intermédiaires entraîne la forte augmentation du résultat courant. Cette hausse globale cache une grande diversité et des évolutions contraires suivant les orientations des exploitations, qui ont supporté très différemment les effets de la conjoncture. Cette année est marquée dans la plupart des orientations par de fortes hausses du résultat courant. Ainsi, les résultats des secteurs fruits, autre viticulture, grandes cultures ont une forte croissance avec respectivement

+ 262 %, + 63 %, et + 44 %. Mais ces dernières années, les exploitations de grandes cultures accumulaient les baisses de résultat. Le secteur fruits était en crise en 2005. Quatre orientations ne bénéficient pas de l'amélioration de la conjoncture. Le secteur maraîchage horticulture perd 15 % et vins d'appellation d'origine 6 %. Les secteurs bovins lait et bovins mixtes perdent 3 %. Les autres secteurs suivent la tendance haussière moyenne.

Le RCAI moyen par exploitation du secteur ovins, autres herbivores est le plus bas tous secteurs confondus avec 20 800 euros, le meilleur étant celui des producteurs de vins d'appellation d'origine avec 49 600 euros.

Les élevages porcins, volailles repartent à la hausse



Source : RICA

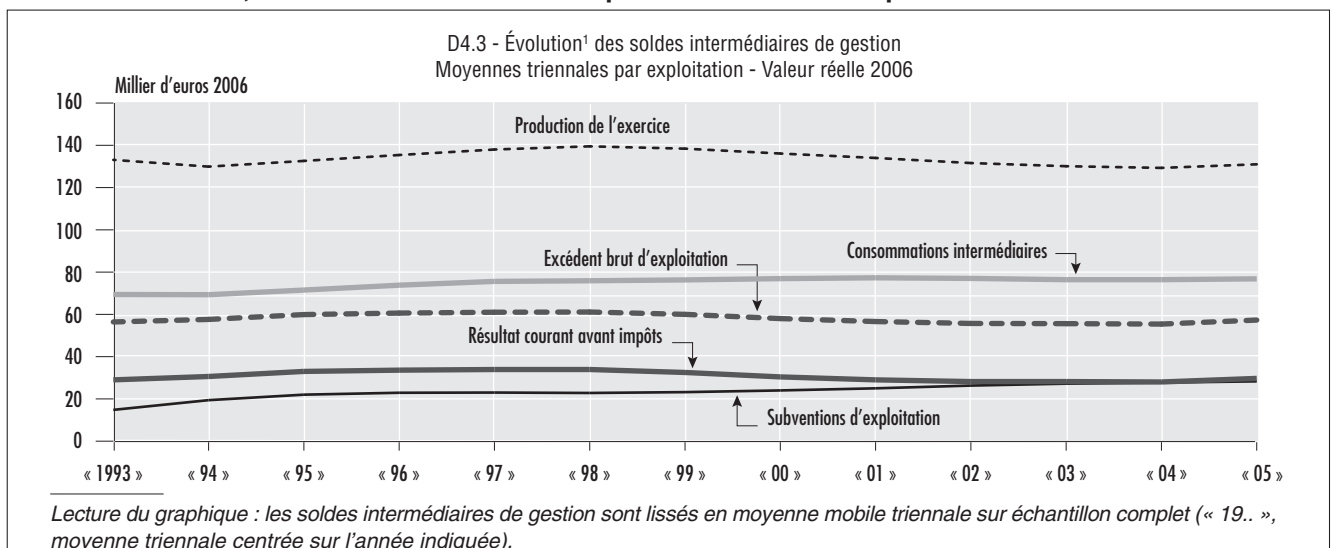
D4.2 - Résultat courant avant impôts selon les orientations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2006 millier d'euros	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	34,6	+ 44,4
Maraîchage, horticulture	29,4	- 14,8
Vins d'appellation d'origine	49,6	- 6,3
Autre viticulture	21,1	+ 63,0
Fruits	37,0	+ 262,0
Bovins lait	28,5	- 3,3
Bovins élevage et viande	28,1	+ 14,4
Bovins lait, élevage et viande	34,0	- 3,0
Ovins, autres herbivores	20,8	+ 19,7
Porcins, volailles	42,9	+ 15,7
Polyculture, polyélevage	32,0	+ 15,9
ENSEMBLE	32,7	+ 15,3

Source : RICA

En 2006, le résultat courant avant impôts est à nouveau supérieur aux subventions



Lecture du graphique : les soldes intermédiaires de gestion sont lissés en moyenne mobile triennale sur échantillon complet (« 19.. », moyenne triennale centrée sur l'année indiquée).

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les déterminants structurels du résultat courant

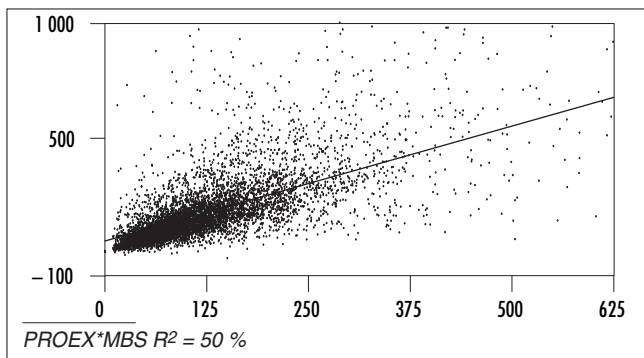
Incidence des facteurs structurels sur le résultat courant et la production de l'exercice

Le résultat courant d'une exploitation peut en partie être considéré comme fonction de ses caractéristiques structurelles : l'orientation technico-économique (OTEX), la dimension économique mesurée par la marge brute standard (MBS) et la région.

Par elle-même, l'OTEX présente un pouvoir explicatif¹ de la variabilité du résultat courant d'environ 3 %, nettement plus faible que celui du potentiel productif estimé par la MBS, soit près de 20 %. De fait, au sein d'une orientation, sont regroupées des exploitations dont la dimension économique est hétérogène. La prise en compte simultanée² de la MBS et de l'orientation³ permet d'expliquer 24 % de la variabilité du résultat, mesuré par le résultat courant avant impôts.

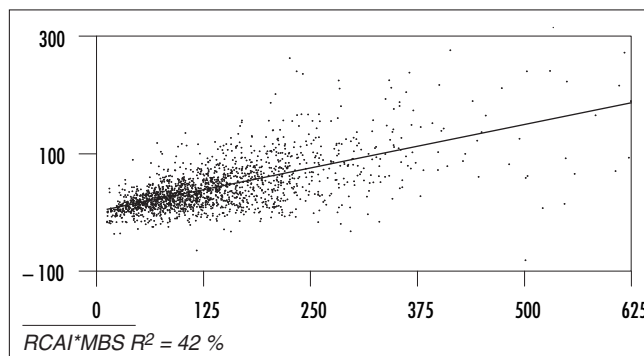
Le facteur régional n'est pas négligeable. Il explique à lui seul près de 10 % de la dispersion du résultat courant. Au sein d'une même orientation et d'une même classe de dimension économique, il incorpore les variations climatiques, la diversité des milieux naturels et la compétitivité des territoires. Conjugué à la dimension économique, il permet d'expliquer plus de 25 % de la variabilité du résultat courant.

D5.1 - Dispersion de la production de l'exercice (PROEX) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



Source : RICA

D5.3 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en grandes cultures



Lecture des graphiques : Dans le graphique 5.1, la dispersion du potentiel économique (MBS) explique 50 % de la variabilité de la production (PROEX). Le R² estime le pourcentage de variance pris en compte par le modèle de régression linéaire expliquant PROEX par MBS. En abscisse, la MBS est exprimée en hectare équivalent blé et en ordonnée la production ou le RCAI en millier d'euros.

Source : RICA

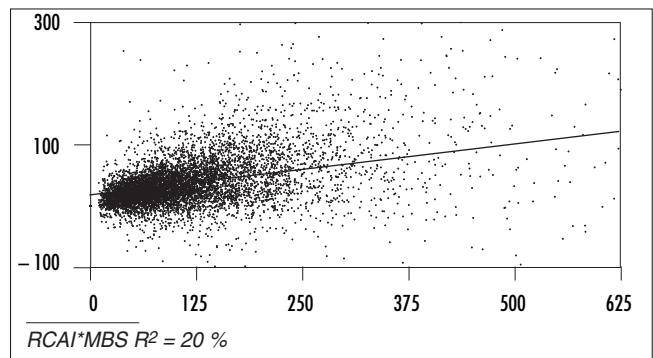
La production de l'exercice s'avère mieux modélisée que le résultat courant par les facteurs structurels. Sa variabilité est expliquée à 11 % par l'orientation technique, à près de 28 % par la classe de dimension économique (CDEX). Cette part de variabilité expliquée monte jusqu'à 36 % en conjuguant les deux critères. Les facteurs structurels ne sauraient déterminer complètement la production de l'exercice et encore moins le résultat courant avant impôts. Les aléas climatiques, la conduite technique de l'exploitation et le mode de gestion financière jouent un rôle déterminant. Cependant, l'analyse présentée ci-dessus justifie a posteriori leur prise en compte comme critères de stratification de l'échantillon RICA et nous renseigne sur la part de variabilité qui pourrait être attribuée à d'autres facteurs indépendants.

1. Évalué dans le cadre d'un modèle linéaire, avec pour indicateur le R²-ajusté d'une régression entre le résultat courant et les facteurs explicatifs.

2. Au sein d'un modèle linéaire additif à effets fixes constitué de deux facteurs avec interaction.

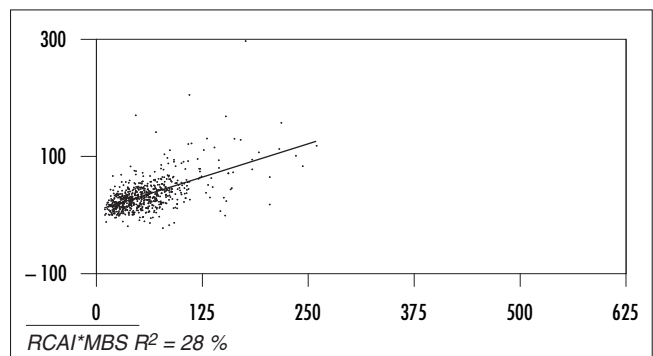
3. Les facteurs qualitatifs tels que l'orientation sont introduits dans le modèle sous forme de variable indicatrice.

D5.2 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



Source : RICA

D5.4 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en bovins viande



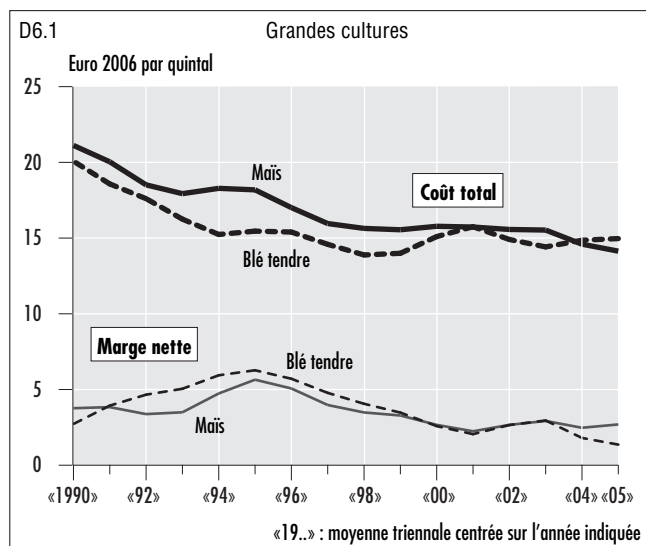
Coûts de production

En 2006, le coût de production du quintal de blé tendre est estimé (hors travail) à 15,1 euros, valeur stable par rapport à 2005. La baisse de 3 % du rendement est compensée par celle globalement équivalente du coût des facteurs, due par ordre d'importance aux amortissements, engrais et phytosanitaires. Ce coût reste largement supérieur au prix à la production (11,8 euros le quintal) enregistrant une hausse de 31 %. Désormais, le différentiel ainsi que la rémunération des facteurs de production (capitaux propres et travail) sont couverts par les droits à paiement unique. Après affectation économétrique des subventions, la marge nette de l'exploitant s'établit à 3,3 euros par quintal produit. Ainsi, la marge nette par hectare se redresse à 230 euros pour

le blé tendre. Bénéficiant de prix et de rendements en hausse, le maïs dégage une marge de 380 euros à l'hectare également en progression. La marge nette à l'hectare de la betterave revient à 850 euros (- 11 %), en raison notamment d'une baisse des rendements.

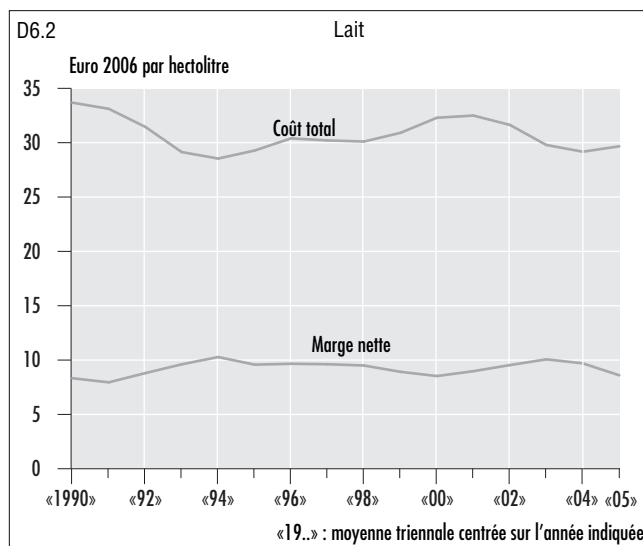
En 2006, le prix moyen du lait à la production a poursuivi sa baisse en valeur réelle (- 6 %). Avec un rendement laitier stagnant, le coût de production, estimé à 31 euros par hectolitre, est en hausse de 4 %. En conséquence, la marge nette s'établit en nette baisse, à 6,7 euros par hectolitre de lait. Bretagne, grâce à des coûts faibles, et Rhône-Alpes, grâce à une bonne valorisation, sont les régions affichant les meilleurs marges par hectolitre de lait.

Convergence des coûts céréaliers mais dégradation des revenus du blé tendre



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

Fléchissement du résultat malgré la baisse des coûts



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

D6.3 - La rentabilité du blé se redresse

Grandes cultures

2006	Blé tendre	Maïs ¹	Betterave
Rendement	q/ha	q/ha	t/ha
	70,4	90,6	79,6
COÛTS ET RÉSULTATS	€/q	€/q	€/t
Coûts variables	5,5	5,3	12,2
dont : engrais	1,8	2,2	3,8
prod. phytosanitaires	2,5	0,9	2,8
Coûts fixes	8,7	9,4	14,7
dont : loyers, fermages, intérêts			
sur achats fonciers	2,3	1,1	3,0
autres biens et services	1,1	3,2	5,2
amortissements	3,1	2,8	2,2
Coût de production	14,3	14,7	26,9
Prix à la production	11,8	13,4	31,0
Marge nette avant subventions	- 2,5	- 1,3	4,1
Subv. affectée par le modèle*	5,7	5,5	6,6
Marge nette	3,3	4,2	10,7

1. Regroupe maïs grain et maïs semence.

Champ : exploitations des OTEX « grandes cultures » (codes 13 et 14) et « cultures et herbivores » (code 81).

*modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-RICA

Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

D6.4 - En Basse-Normandie, des résultats plus médiocres pour le lait

2006	France	Rhône-Alpes	Bretagne	Basse-Normandie
Rendement (hl/tête)	59,6	56,0	65,1	54,3
COÛTS* ET RÉSULTATS				
Coûts variables	9,4	9,3	5,4	6,9
dont : alim. pour animaux	5,1	5,5	2,3	3,0
engrais pour				
la surface fourragère	1,1	1,0	0,7	1,0
Coûts fixes	21,4	21,0	17,8	24,4
dont : loyers, fermages, intérêts sur achats				
fonciers	1,9	1,8	1,1	3,2
autres biens et services	7,9	4,4	9,2	12,0
amortissements	7,1	9,6	4,2	5,4
Coûts de production	30,8	30,3	23,2	31,3
Prix à la production	30,2	34,8	28,7	30,6
Marge nette hors subventions	- 0,6	4,5	5,5	- 0,7
Subv. affectée par le modèle*	7,3	6,5	5,1	6,4
Marge nette	6,7	11,0	10,6	5,6

Champ : exploitations de l'OTEX « bovins lait » (code 41).

*modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-RICA

Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

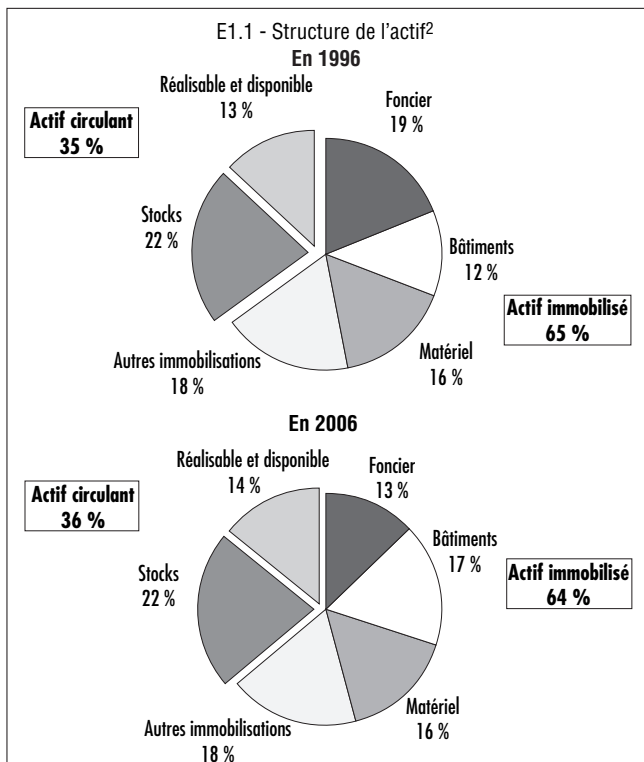
L'actif : structure et évolution de 1996 à 2006

À la clôture de l'exercice 2006, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 335 000 euros en moyenne par exploitation, soit une légère augmentation sur échantillon constant¹ par rapport à 2005 (+ 1 %). Les immobilisations représentent un peu moins des deux tiers de l'actif.

Entre 1996 et 2006, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible (- 6 points). Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations, mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent l'agrandissement des exploitations pérennes, la location demeurant le mode de reprise le plus fréquent. Au

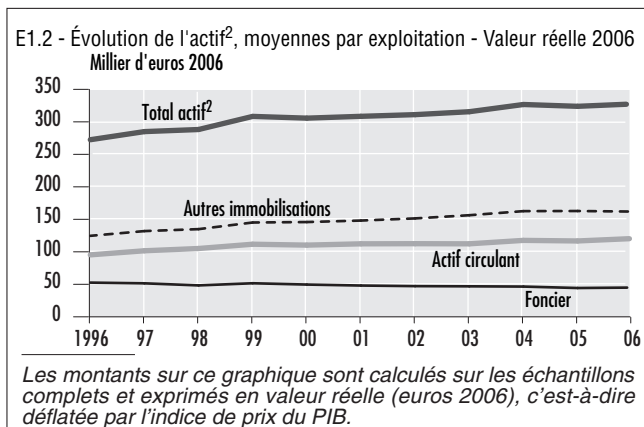
sein des sociétés, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation. Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture d'appellation d'origine (587 000 euros en moyenne par exploitation dans cette orientation), suivi de l'élevage de bovins mixtes (404 000 euros). Ensuite, élevage de porcins et polyculture, polyélevage sont au-dessus de la moyenne d'ensemble (respectivement 362 000 euros et 339 000 euros). En queue, maraîchage, horticulture et élevage d'ovins, caprins présentent des montants beaucoup plus faibles (207 000 et 236 000 euros).

Le foncier ne représente plus que 13 % de l'actif



Source : RICA

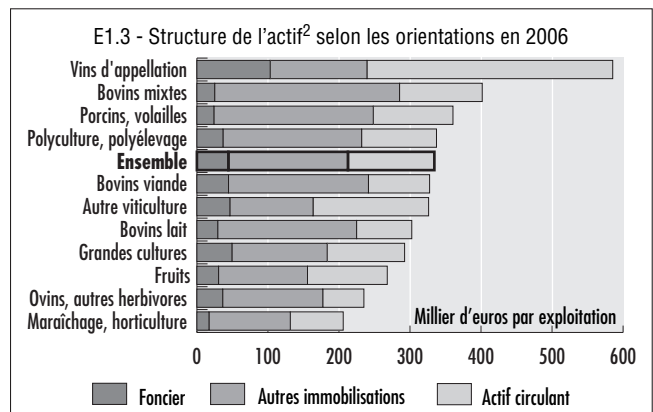
En valeur réelle, l'actif se rétablit en 2006



Source : RICA

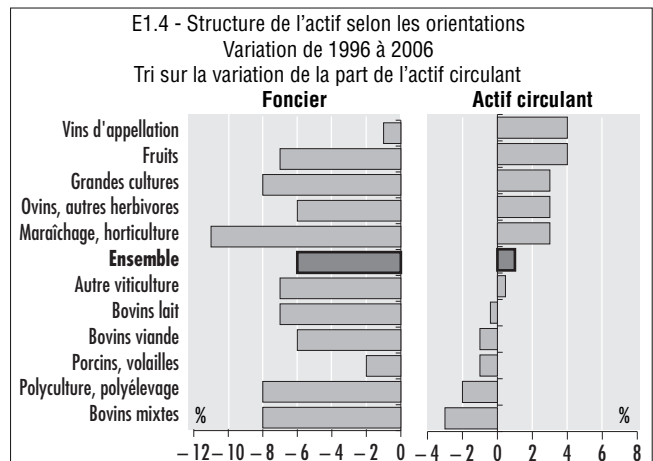
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
2. Total actif hors compte de régularisation.

La viticulture d'appellation demeure la plus capitalistique



Source : RICA

Recul général du foncier



Ce graphique montre comment la variation de la structure de l'actif de 1996 à 2006 se décline selon les orientations. En haut, se trouvent les spécialisations pour lesquelles la part des actifs immobilisés a le plus régressé au profit des actifs circulants. La part du foncier diminue dans toutes les spécialisations notamment en maraîchage, horticulture (- 11 points). La variation de la part des autres immobilisations se déduit à l'aide des variations des deux autres. Ainsi en maraîchage, horticulture, le foncier diminue de 11 points et l'actif circulant augmente de 3 points, les autres immobilisations augmentent donc de 8 points entre 1996 et 2006. À la différence des cultures végétales, la part de l'actif circulant augmente peu dans les élevages, pour qui ce sont les autres immobilisations, et particulièrement le cheptel des animaux reproducteurs, qui augmentent le plus.

Source : RICA

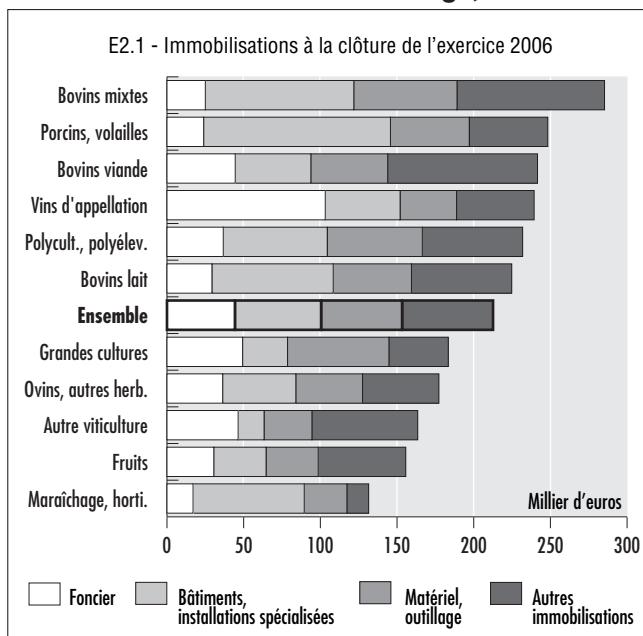
L'actif immobilisé en 2006

En 2006, pour la plupart des orientations, la valeur de l'actif immobilisé varie entre 150 000 et 250 000 euros par exploitation. Trois spécialisations se détachent du lot : loin devant, les éleveurs de bovins mixtes avec 285 000 euros, suivie des éleveurs de porcins, volailles avec 248 000 euros, et en fin de liste, le maraîchage, horticulture avec 131 500 euros.

Les orientations diffèrent par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui occupe la place prépondérante. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées.

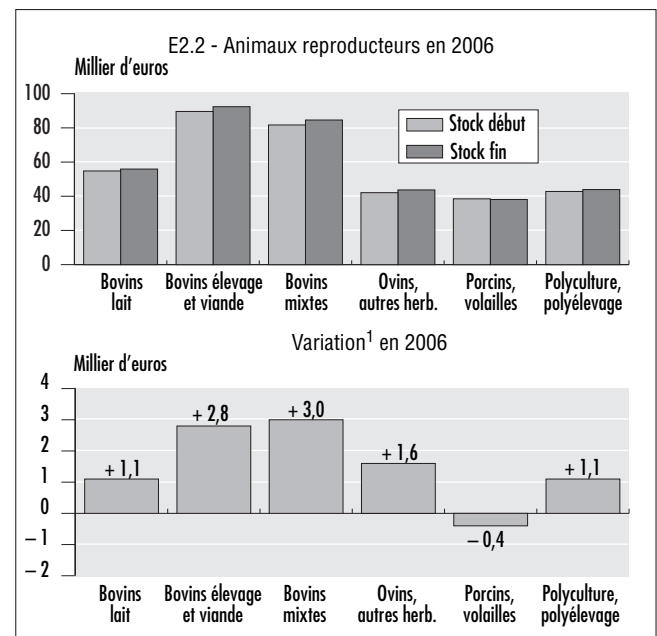
Dans les orientations consacrées à l'élevage, le capital en animaux reproducteurs est l'un des principaux postes des immobilisations. En 2006, la valeur du cheptel d'animaux reproducteurs augmente dans toutes les orientations animales à l'exception de l'élevage en porcins, volailles. Les montants les plus élevés se rencontrent dans les orientations bovines, notamment chez les éleveurs de bovins viande, avec en moyenne 92 000 euros en 2006, soit 3 000 euros de plus qu'en 2005. Les exploitations de bovins mixtes se placent en tête des orientations d'élevage pour l'importance des immobilisations, en raison de la valeur élevée de leurs bâtiments et installations spécialisées.

Les bâtiments représentent 55 % des immobilisations en maraîchage, horticulture



Source : RICA

Le cheptel reproducteur atteint 89 000 euros en bovins viande



Source : RICA

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations ²
			Constructions	Installations spécialisées				
Grandes cultures	49,3	29,3	23,3	6,1	66,1	0,6	7,3	183,4
Maraîchage, horticulture	17,0	72,5	51,3	21,2	27,8	4,4	0,6	131,5
Vins d'appellation d'origine	103,2	48,8	43,1	5,7	36,8	38,5	1,1	239,5
Autre viticulture	46,4	16,9	13,5	3,4	31,2	59,0	0,2	163,5
Fruits	30,5	34,1	25,6	8,5	34,0	43,3	0,7	155,7
Bovins lait	29,3	79,1	67,9	11,1	51,0	0,1	55,9	224,8
Bovins élevage et viande	44,5	49,3	45,5	3,8	50,1	0,1	92,4	241,5
Bovins lait, élevage et viande	25,0	96,8	85,2	11,6	67,3	0,0	84,6	285,3
Ovins, autres herbivores	36,3	47,7	42,8	4,9	43,5	0,0	43,7	177,2
Porcins, volailles	23,9	121,8	113,2	8,5	51,4	0,1	38,1	248,3
Polyculture, polyélevage	36,7	67,8	58,1	9,7	62,0	4,3	43,9	231,9
ENSEMBLE	44,3	56,2	48,3	7,9	52,8	8,2	35,8	212,6
Variation 2006 - 2005 ¹	+0,6	+0,6	+0,9	-0,3	-1,5	-0,4	-0,1	-0,2

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2006 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

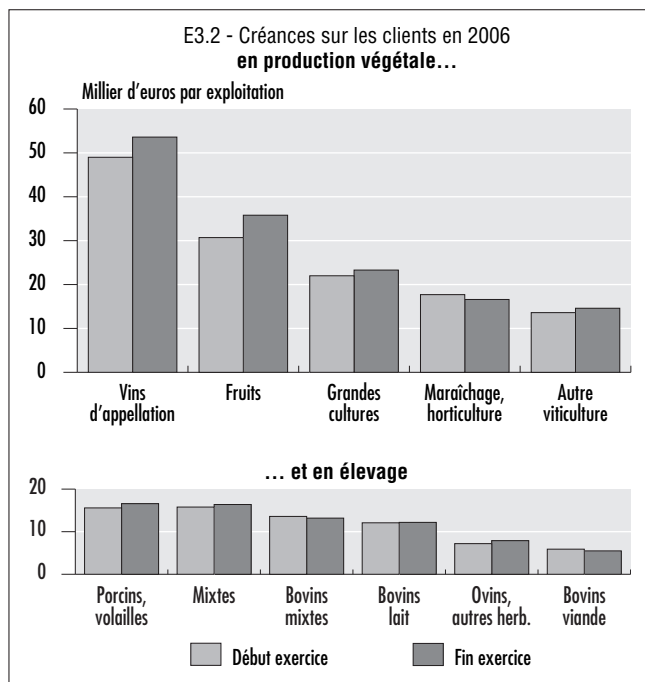
2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA

L'actif circulant en 2006

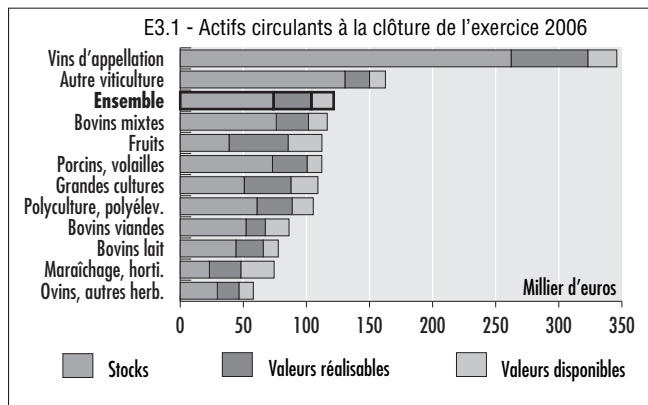
L'actif circulant présente de fortes divergences selon les orientations aussi bien en montant total (de 58 000 euros par exploitation pour les éleveurs d'ovins et autres herbivores, à 346 000 euros pour les viticulteurs d'appellation d'origine) qu'en structure. Les orientations viticoles se caractérisent par l'importance des vins en cours de vinification ou d'élevage. Au total, les stocks représentent 262 000 euros en vins d'appellation d'origine et 131 000 euros en autres vins, soit respectivement 76 % et 80 % de l'actif circulant total. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables dépassent 45 000 euros en fruits et surtout en vins d'appellation d'origine. La majorité de ces valeurs réalisables sont des créances sur les clients.

Les créances sur les clients augmentent pour la plupart des orientations



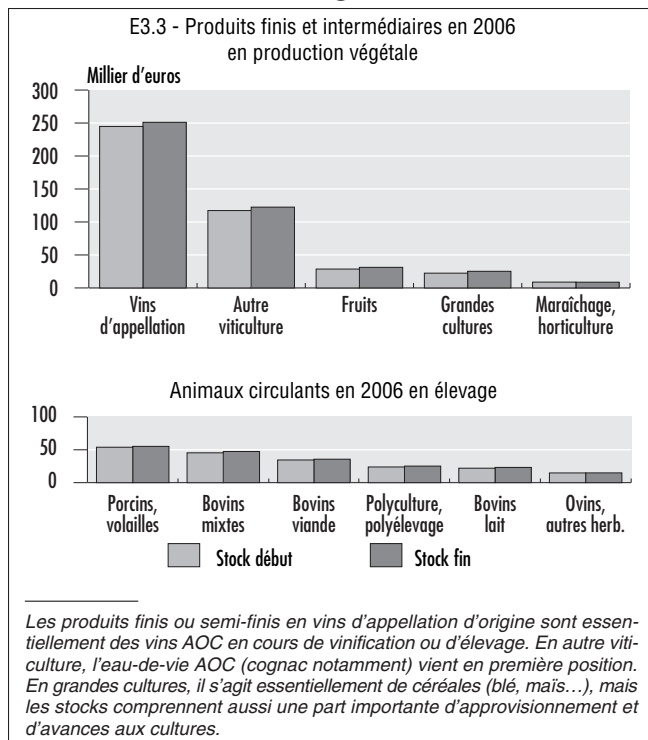
Source : RICA

Importance des actifs circulants en viticulture



Source : RICA

Les animaux circulants atteignent 55 000 euros dans l'élevage hors-sol



Source : RICA

E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Grandes cultures	50,7	5,5	45,1	37,0	21,4	109,0
Maraîchage, horticulture	23,1	0,1	23,0	24,9	26,4	74,5
Vins d'appellation d'origine	262,2	0,5	261,8	60,8	23,0	346,0
Autre viticulture	130,5	0,2	130,4	19,5	12,6	162,7
Fruits	38,7	0,1	38,6	46,8	26,8	112,3
Bovins lait	44,1	23,2	20,9	21,7	11,9	77,7
Bovins élevage et viande	52,1	35,7	16,4	15,3	18,8	86,1
Bovins lait, élevage et viande	76,1	47,4	28,7	25,5	14,9	116,4
Ovins, autres herbivores	29,4	14,9	14,5	17,1	11,4	57,9
Porcins, volailles	73,1	55,2	17,9	27,4	11,7	112,2
Polyculture, polyélevage	60,8	25,2	35,7	27,9	16,7	105,4
ENSEMBLE	73,9	18,1	55,9	30,0	17,7	121,7
Variation 2006 - 2005 ¹	1,4	0,2	1,1	0,0	2,1	3,6

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2006 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

Source : RICA

L'investissement : structure et évolution

En 2006, l'investissement¹ des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 20 400 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 57 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 31 % de bâtiments et installations spécialisées. Par rapport à 2005, il diminue de 7 % en valeur réelle sur échantillon constant, après avoir déjà chuté les années précédentes.

L'investissement est en baisse dans la plupart des orientations en 2006 : autre viticulture (- 30 %), grandes cultures et arboriculture (- 17 %), vins d'appellation (- 16 %). Seuls les secteurs de bovins mixtes et bovins viande voient leur investissement augmenter (respectivement + 22 % et + 7 %). Il s'agit principalement de mise au norme de bâtiment. Les éleveurs de bovins mixtes demeurent une nouvelle fois ceux qui investissent le plus en 2006 avec 30 400 euros en moyenne par exploitation. Ils devancent les exploitations de porcins, volailles avec 25 500 euros en moyenne. Parmi les investisseurs les plus modestes, se distingue cette année le secteur autre viticulture

avec un investissement de seulement 11 400 euros en moyenne.

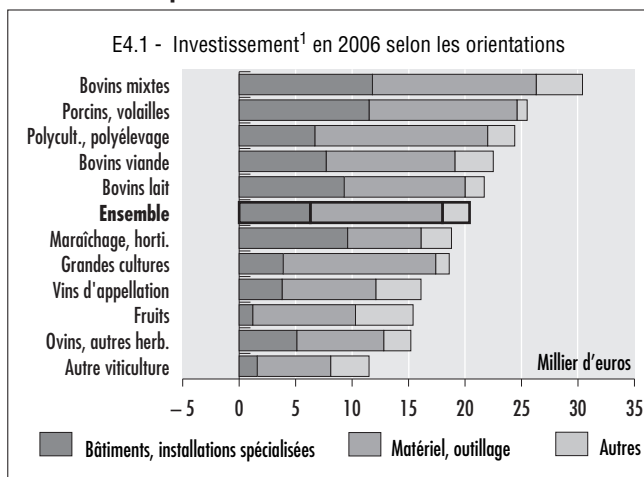
La composition des investissements peut varier sensiblement selon les orientations, mais dans presque toutes, dominant le matériel et l'outillage (jusqu'à 72 % de l'investissement en grandes cultures). Seuls le maraîchage, horticulture fait exception. Avec 51 % de l'investissement, les bâtiments et installations spécialisées y sont prédominants.

L'investissement en animaux reproducteurs est moins important qu'en 2005 dans l'ensemble des exploitations, à l'exception des bovins viande et bovins mixtes.

L'investissement

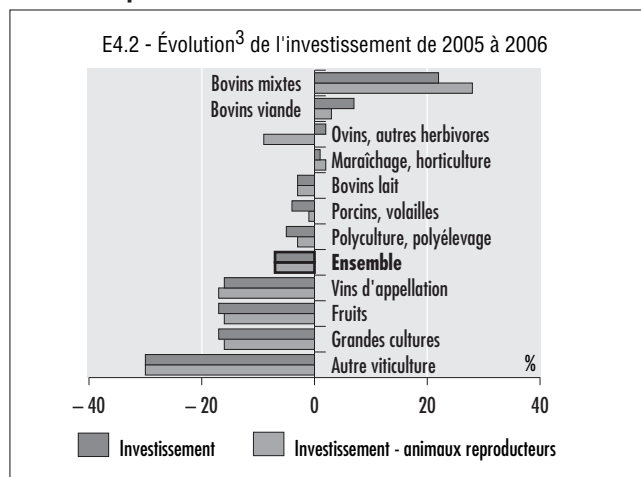
Sont regroupées sous le terme d'investissement, les acquisitions (diminuées des cessions) de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériel, réalisées au cours de l'exercice augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur en début et en fin d'exercice. Les investissements nets, obtenus en déduisant les amortissements, correspondent à la variation du capital d'exploitation.

Les éleveurs de bovins mixtes restent en tête pour les investissements



Source : RICA

Les éleveurs de bovins mixtes et bovins viande reprennent l'investissement en 2006



Source : RICA

E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement ¹	Investissement total ²
Grandes cultures	0,6	3,9	13,5	-0,1	0,0	18,7	19,9
Maraîchage, horticulture	0,5	9,6	6,5	1,3	0,0	18,8	19,4
Vins d'appellation d'origine	6,7	3,8	8,3	2,0	0,2	16,0	24,1
Autre viticulture	0,0	1,6	6,5	2,6	0,0	11,4	11,7
Fruits	0,2	1,2	9,1	4,4	-0,1	15,4	15,8
Bovins lait	1,1	9,3	10,7	0,0	1,1	21,7	23,2
Bovins élevage et viande	2,5	7,7	11,4	0,0	2,8	22,5	25,5
Bovins lait, élevage et viande	2,7	11,8	14,5	0,0	3,0	30,4	33,4
Ovins, autres herbivores	0,9	5,1	7,7	0,0	1,6	15,2	16,4
Porcins, volailles	1,3	11,5	13,1	0,0	-0,4	25,5	27,6
Polyculture, polyélevage	1,1	6,7	15,3	0,5	1,1	24,3	26,2
ENSEMBLE	1,6	6,3	11,7	0,5	0,9	20,4	22,6
Variation 2006 - 2005 ⁴	+ 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,3	- 0,0	- 1,5	- 1,0

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres.

2. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.

3. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

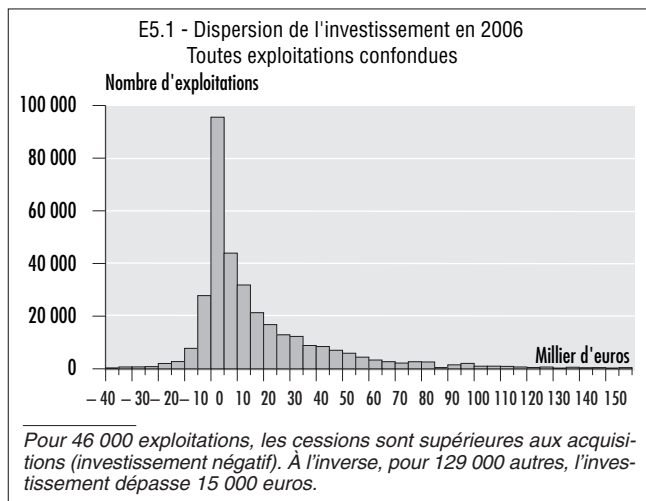
4. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2006 à l'aide de l'indice du prix du PIB.

Source : RICA

L'investissement : disparités

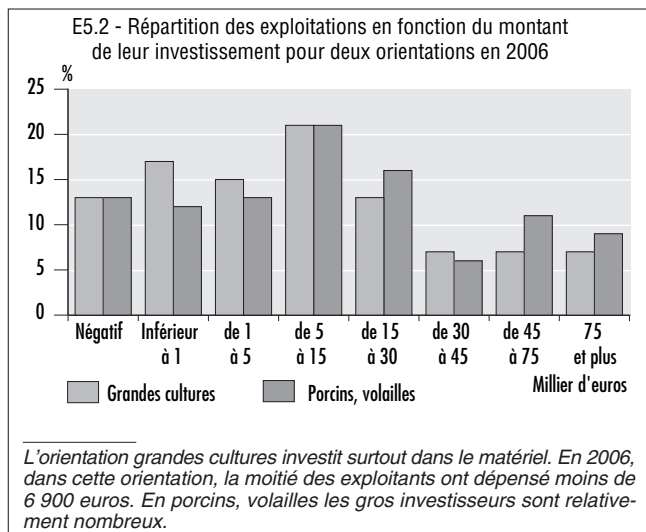
L'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2006, près de 20 % des exploitations affichent un investissement net des cessions négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 13 % des exploitations et égales pour 7 %). Les exploitants consacrent 20 400 euros en moyenne en investissements. L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations, mais l'âge des exploitants a également une certaine influence. Les jeunes exploitants (moins de 40 ans) investissent généralement plus que les exploitants plus âgés. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre les orientations.

96 000 exploitants ont investi en 2006 moins de 5 000 euros



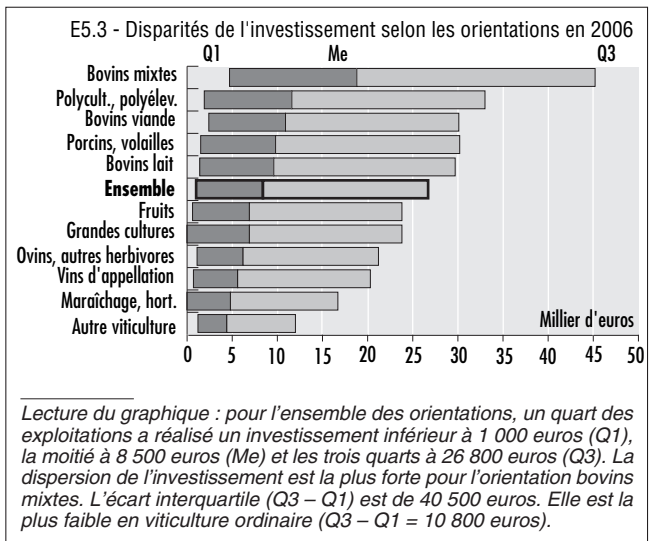
Source : RICA

Forte proportion de gros investisseurs en porcins, volailles



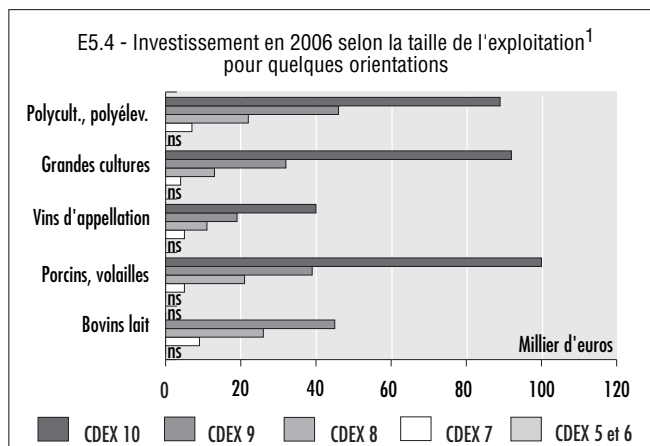
Source : RICA

En outre viticulture, les trois quarts des exploitations investissent moins de 12 000 euros



Source : RICA

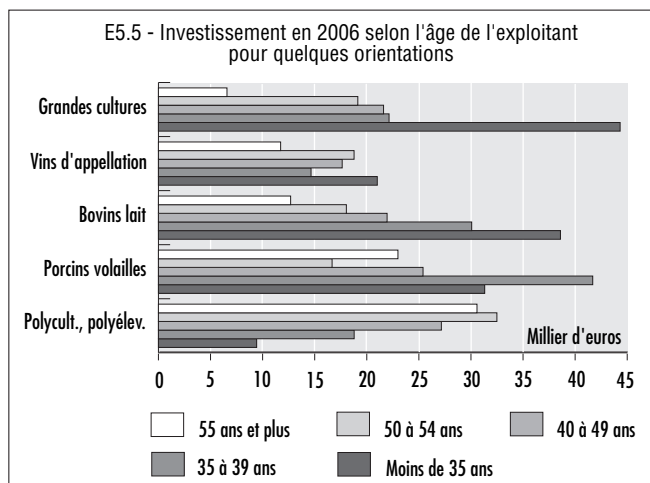
L'investissement est très lié à la dimension économique



1. voir tableau 1 de l'annexe 2 - Définition de la CDEX.

Source : RICA

Un investissement en général plus important pour les jeunes



Source : RICA

L'investissement net

L'investissement net est égal à l'investissement diminué des amortissements. En 2006, pour la plupart des exploitations, l'investissement net est négatif et le capital d'exploitation continue de s'éroder. Presque toutes les orientations voient leur capital d'exploitation régresser, entre - 1 % pour les éleveurs de bovins lait, à - 5 % pour les arboriculteurs fruitiers. Les élevages de bovins viande sont l'unique exception : le capital d'exploitation croît d'un peu plus de 2 % dans cette orientation. Les exploitations orientées vers l'élevage détiennent toujours les capitaux d'exploitation les plus importants. Ce capital atteint notamment 254 000 euros en bovins mixtes et 215 000 euros en hors-sol en 2006, contre seulement 110 000 euros en viticulture ordinaire.

E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution ¹ du capital d'exploitation
Grandes cultures	- 0,1	- 6,8	- 0,2	- 6,5	- 5,1
Maraîchage, horticulture	- 2,7	- 2,4	- 0,6	- 5,9	- 5,1
Vins d'appellation d'origine	- 1,9	- 4,3	- 1,2	- 7,0	- 5,1
Autre viticulture	- 0,8	- 3,2	- 1,9	- 5,9	- 5,1
Fruits	- 4,2	- 0,9	- 1,1	- 6,6	- 5,4
Bovins lait	0,2	- 3,5	- 0,0	- 2,1	- 1,1
Bovins viande	2,9	- 1,3	- 0,0	4,4	2,3
Bovins mixtes	1,2	- 4,3	- 0,0	0,4	0,2
Ovins, autres herbivores	- 0,6	- 3,4	- 0,0	- 2,4	- 1,7
Porcins, volailles	- 6,5	- 0,7	- 0,0	- 7,2	- 3,2
Polyculture, polyélevage	- 1,9	- 2,7	0,1	- 3,3	- 1,8
ENSEMBLE	- 0,7	- 3,7	- 0,3	- 3,6	- 2,2

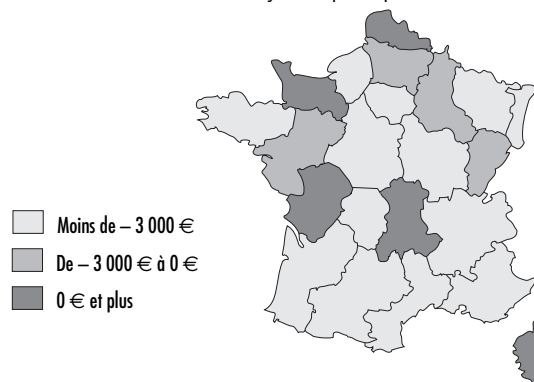
1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.
Source : RICA

Investissement net et capital d'exploitation

Le capital d'exploitation est la partie de l'actif immobilisé, constituée de bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles hors foncier. L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, pour ces mêmes immobilisations. Autrement dit, l'investissement net est égal à la variation du capital d'exploitation au cours de l'exercice.

Investissement net positif dans seulement cinq régions

E6.3 - Investissement net en 2006 Moyennes par exploitation

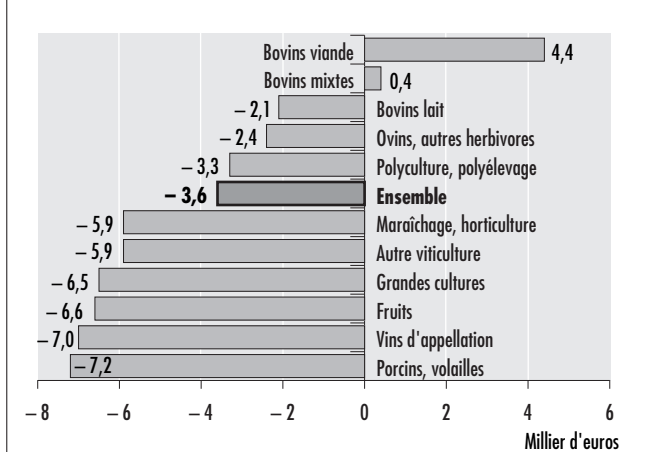


En 2006, les exploitations ne parviennent pas, en moyenne, à maintenir leur capital d'exploitation. L'investissement net est positif dans seulement cinq régions avec en tête la région Basse-Normandie (+ 5 000 euros), puis le Nord-Pas-de-Calais (+ 2 500 euros). Toutes les autres régions affichent une baisse de leur capital d'exploitation. Les régions Centre et Bretagne sont les plus touchées, avec moins de - 10 000 euros d'investissement net.

Source : RICA

Un investissement net de - 3 600 euros en 2006

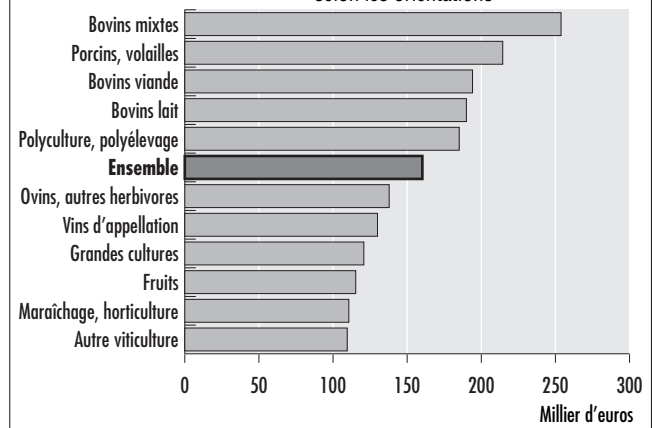
E6.2 - Investissement net selon les orientations en 2006



Source : RICA

Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage

E6.4 - Capital d'exploitation à la fin de l'exercice 2006 selon les orientations



Source : RICA

Actif investissement

E

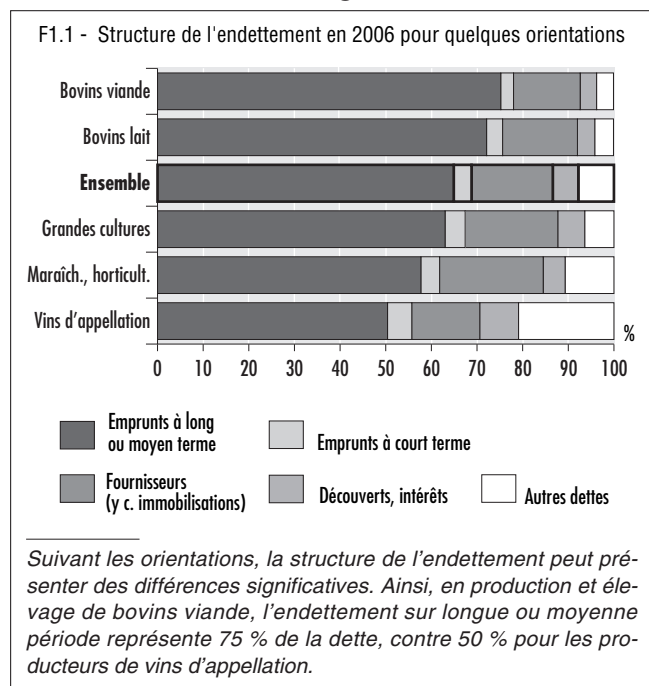
Structure et évolution

En 2006, l'ensemble des exploitations agricoles enregistre un endettement moyen de 124 000 euros, soit une diminution de 1 % en valeur réelle par rapport à l'année précédente. Les emprunts à long et moyen terme diminuent eux-mêmes de 2 % en 2006. Avec 81 000 euros en moyenne, ils représentent 65 % de la dette totale. Les dettes à court terme progressent d'un peu moins de 1 %.

À l'exception de la viticulture d'appellation, des bovins

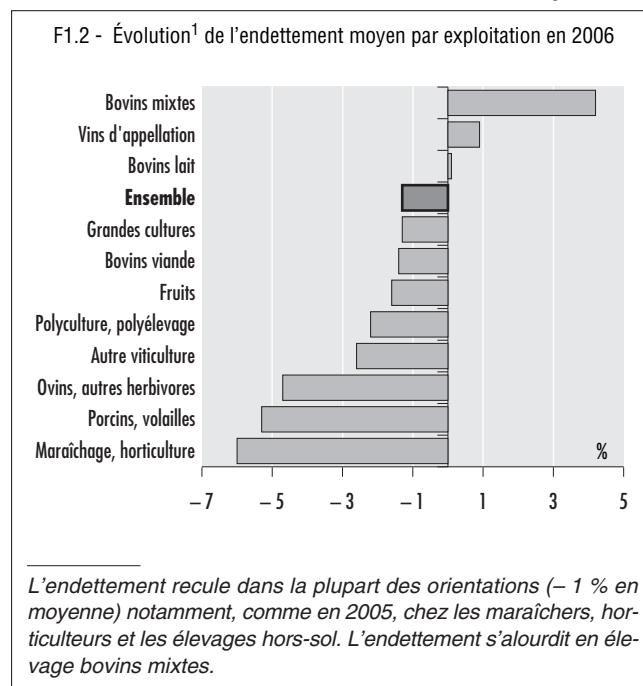
mixtes et bovins lait, toutes les autres orientations constatent une baisse de l'endettement, en particulier les maraîchers, horticulteurs (- 6 %) et les éleveurs de porcins, volailles (- 5 %). Malgré cette diminution, ces derniers demeurent toujours lourdement endettés en 2006, avec 193 000 euros en moyenne. La dette totale est également très élevée chez les viticulteurs AOC, avec 189 000 euros en moyenne, en hausse de 1 % par rapport à 2005.

En bovins viande, 75 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA

Encore un recul sensible de la dette chez les horticulteurs et les éleveurs de porcs



Source : RICA

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %	Emprunts à court terme		Fournisseurs	
							2006	Évolution ¹ 06/05 %	2006	Évolution ¹ 06/05 %
Grandes cultures	120,0	- 1,3	75,6	- 2,9	44,4	+ 1,5	5,2	- 7,2	22,9	+ 4,5
Maraîchage, horticulture	120,1	- 6,0	69,3	- 9,1	50,8	- 1,8	4,9	+ 20,5	26,4	- 7,9
Vins d'appellation d'origine	188,8	+ 0,9	95,2	- 2,2	93,6	+ 4,3	9,9	+ 4,6	27,1	+ 1,5
Autre viticulture	87,1	- 2,6	52,2	- 4,8	35,0	+ 1,0	2,2	- 26,5	18,2	+ 9,6
Fruits	118,8	- 1,6	65,2	- 2,0	53,6	- 1,1	3,4	- 11,0	25,5	+ 2,3
Bovins lait	110,8	+ 0,1	79,9	- 2,2	30,9	+ 6,6	3,9	+ 29,3	16,7	+ 3,1
Bovins élevage et viande	89,9	- 1,4	67,6	- 0,1	22,3	- 5,0	2,6	+ 4,7	11,4	- 2,4
Bovins lait, élevage et viande	154,6	+ 4,2	108,0	+ 1,6	46,6	+ 11,4	5,1	+ 18,4	24,1	- 1,8
Ovins, autres herbivores	73,4	- 4,7	52,5	- 6,8	20,9	+ 0,4	2,5	- 14,5	12,0	+ 9,9
Porcins, volailles	193,0	- 5,3	131,9	- 4,2	61,1	- 7,5	7,4	- 16,2	28,7	- 3,3
Polyculture, polyélevage	134,6	- 2,2	91,9	- 2,0	42,7	- 2,5	4,6	- 3,9	23,8	- 1,0
ENSEMBLE	124,1	- 1,3	80,5	- 2,2	43,5	+ 0,6	4,8	+ 0,6	20,7	+ 0,8

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

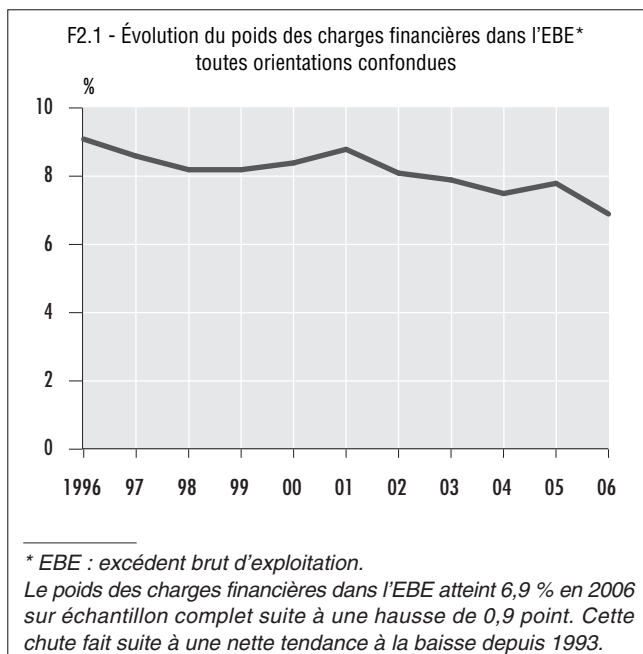
Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités

En 2006, le poids de l'endettement (remboursement du capital et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) diminue de 3 points* par rapport à 2005 pour atteindre 37 %. En effet, les annuités de long ou moyen terme (LMT) sont assez stables tandis que l'excédent brut d'exploitation (EBE) augmente fortement (+ 8 %). De plus, avec 6,9 %, le poids des seules charges financières dans l'EBE diminue également en 2006. Le poids de l'endettement régresse en 2006 dans pratiquement toutes les orientations, à commencer par l'arboriculture fruitière et la viticulture ordinaire avec des baisses du ratio de l'ordre de 24 et 13 points respecti-

vement dans ces deux secteurs. La baisse est également importante dans le secteur hors-sol (- 9 points) mais ce dernier conserve le poids de la dette le plus élevé avec 41,9 % en moyenne. Seuls les maraîchers, horticulteurs, les viticulteurs d'appellation et les éleveurs de bovins mixtes voient leur poids d'endettement s'alourdir.

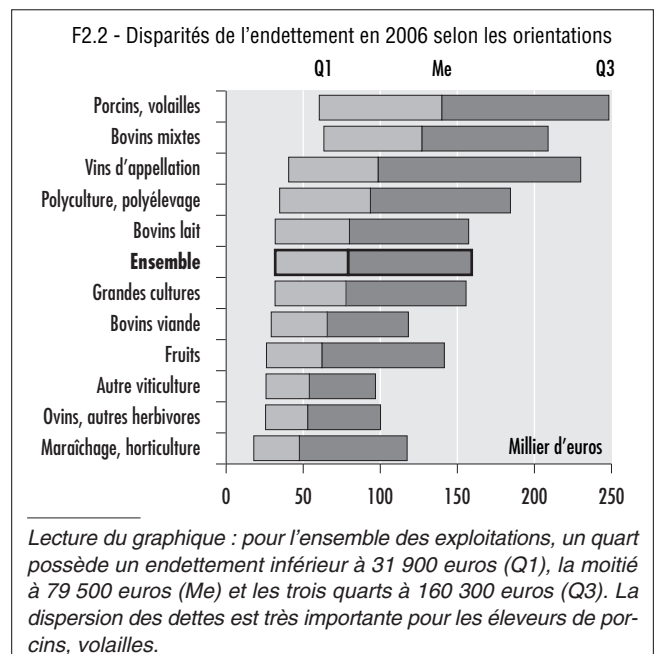
Les disparités individuelles sont encore plus importantes au sein des différents types d'exploitations agricoles. Toutes orientations confondues, l'endettement moyen s'élève à 124 000 euros avec un intervalle interquartile de 128 000 euros.

Le poids des charges financières diminue en 2006



Source : RICA

La moitié des exploitants ont une dette supérieure à 79 500 euros



Source : RICA

F2.3 - Poids de l'endettement en 2006

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2006 millier d'euros	Évolution ¹ 06/05 %	2006 %	Variation ² 2006-2005	2006 %	Variation ² 2006-2005
Grandes cultures	22,2	+ 0,7	37,0	- 7,4	6,5	- 1,7
Maraîchage, horticulture	19,9	- 0,4	35,7	+ 3,5	6,9	+ 0,1
Vins d'appellation d'origine	25,9	+ 4,1	35,5	+ 3,0	7,7	+ 0,5
Autre viticulture	13,8	- 10,0	35,1	- 13,0	7,1	- 2,7
Fruits	18,6	- 1,1	31,7	- 23,8	6,1	- 5,1
Bovins lait	19,7	- 4,3	36,1	- 1,2	6,6	- 0,3
Bovins élevage et viande	16,3	+ 1,5	34,1	- 2,8	5,4	- 0,6
Bovins lait, élevage et viande	26,6	+ 5,5	39,7	+ 1,5	7,6	- 0,3
Ovins, autres herbivores	14,1	- 4,0	35,4	- 5,4	6,0	- 1,0
Porcins, volailles	33,2	- 12,2	41,9	- 9,3	9,1	- 1,9
Polyculture, polyélevage	24,6	+ 4,4	39,9	- 1,8	7,5	- 1,1
ENSEMBLE	21,5	- 0,3	37,0	- 3,2	6,9	- 0,9

* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA

Concentration et disparités régionales

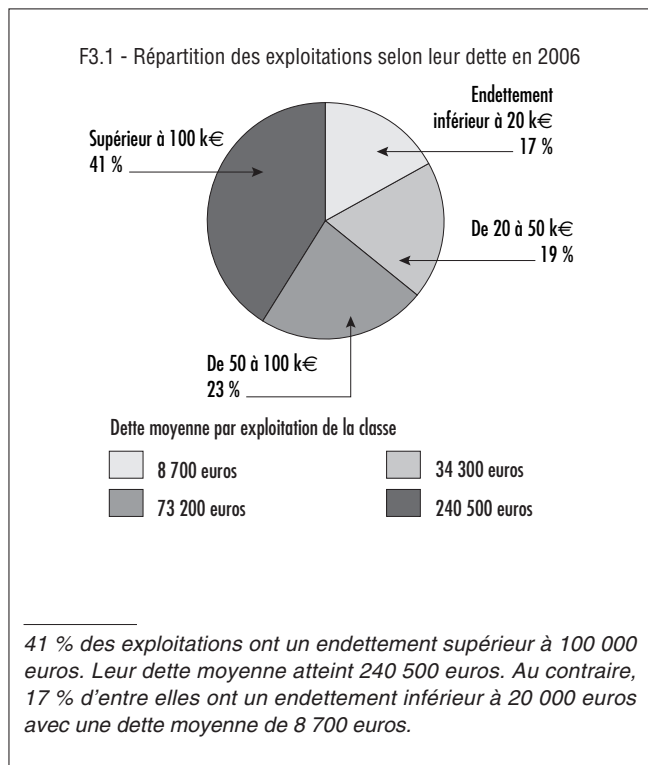
En 2006, les exploitations agricoles endettées à plus de 60 % de leurs actifs détiennent 34 % de l'encours de la dette. Elles représentent 16 % des exploitations étudiées par le RICA. Il s'agit surtout d'exploitations de moyenne et grande tailles (CDEX 7, 8 et 9). Les exploitations endettées à moins de 30 % possèdent quant à elles 19 % de la dette.

Les grandes exploitations se partagent 48 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 42 %. En 2006,

20 000 de ces grandes exploitations, soit 26 % d'entre elles, sont endettées à plus de 60 % de leurs actifs.

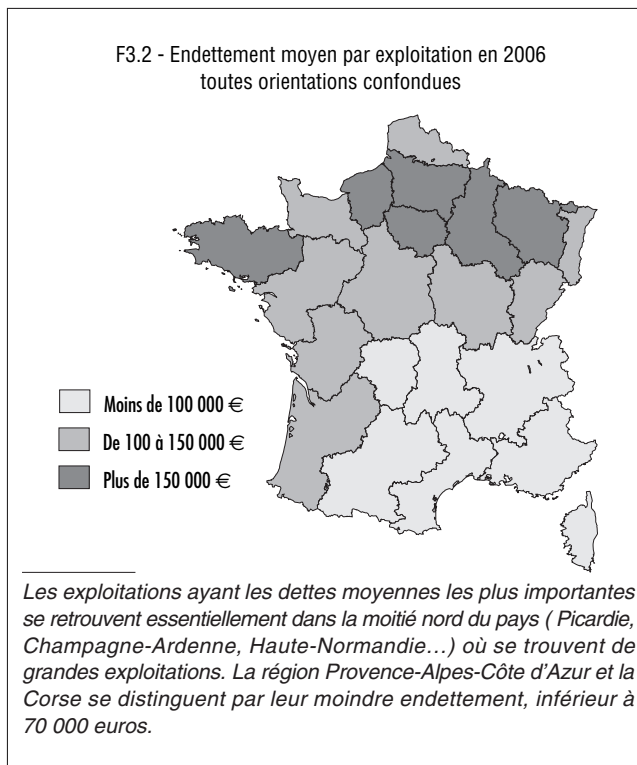
Les petites exploitations représentent 3 % du champ d'étude du RICA. Elles détiennent moins de 1 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 24 %. Elles forment avec les petites moyennes exploitations (CDEX 7) la plus grande part des exploitations à faible endettement.

41 % des exploitations possèdent un endettement supérieur à 100 000 euros



Source : RICA

Une dette moyenne plus importante dans les régions du Nord



Source : RICA

F3.3 - Répartition de la masse des dettes

En %

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	0,2	4,5	8,1	5,0	1,3	19,1
Entre 30 et 60 %	0,3	5,6	18,6	17,3	5,6	47,3
Supérieur à 60 %	0,2	2,8	11,4	14,0	5,2	33,6
ENSEMBLE	0,6	12,8	38,1	36,3	12,0	100,0

Source : RICA

F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon l'endettement et la taille économique

En millier d'exploitations

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	6	73	64	19	2	164
Entre 30 et 60 %	2	29	59	31	5	125
Supérieur à 60 %	1	12	24	17	3	56
ENSEMBLE	9	113	147	67	10	346

Source : RICA

Passif endettement

F

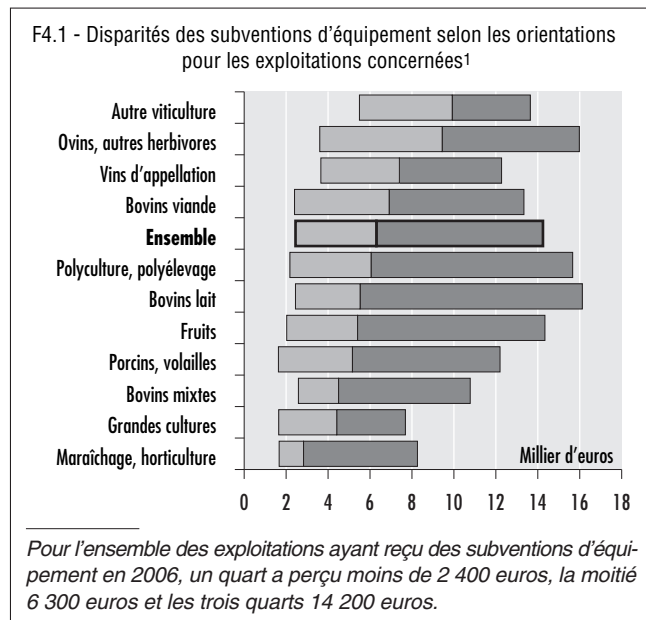
Les subventions d'équipement

Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2006, quelques 52 000 exploitants agricoles ont bénéficié de nouvelles subventions (soit 15 % du champ couvert par le RICA) pour un montant moyen de 10 800 euros, en forte progression par rapport à 2005.

Ce sont les exploitants spécialisés en maraîchage, horticulture qui perçoivent les montants les plus importants, avec près de 23 100 euros en moyenne. Chez les viticulteurs hors appellation et les producteurs de fruits,

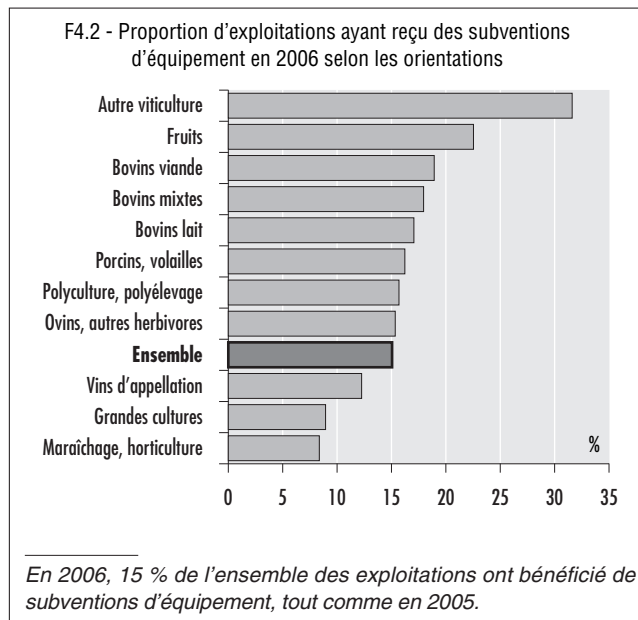
plus de 20 % des exploitants ont recueilli des subventions d'investissement, pour un montant respectif de 11 800 euros et 12 700 euros en moyenne. Les subventions destinées à financer les bâtiments d'exploitation sont les plus répandues. Elles dominent bien évidemment chez les éleveurs, qui sont soumis à des contraintes de mise aux normes de leurs installations. Suivent les subventions destinées aux cultures permanentes (viticulture et production de fruits) et au matériel. Les jeunes exploitants de moins de 36 ans, qui représentent 16 % des bénéficiaires, perçoivent en moyenne 13 800 euros d'aides à l'investissement.

Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA

32 % des exploitations viticoles hors appellation ont reçu des subventions d'équipement



Source : RICA

F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2006

Valeurs moyennes par exploitation concernée¹, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées ¹ en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Grandes cultures	7,0	6,5	0,3	0,2	3,8	1,9	0,4
Maraîchage, horticulture	0,9	23,1	0,0	0,0	6,5	16,1	0,6
Vins d'appellation d'origine	4,1	9,4	0,2	5,9	0,7	1,5	1,1
Autre viticulture	4,0	11,8	0,0	10,8	0,4	0,4	0,2
Fruits	2,3	12,7	0,1	7,3	1,1	4,0	0,2
Bovins lait	10,0	11,2	0,2	0,0	8,4	1,8	0,8
Bovins élevage et viande	7,6	11,2	0,4	0,0	9,1	1,0	0,7
Bovins lait, élevage et viande	1,6	11,0	0,1	0,0	9,3	1,0	0,6
Ovins, autres herbivores	3,1	12,2	0,2	0,0	9,1	1,0	1,9
Porcins, volailles	2,4	9,4	0,2	0,0	6,5	1,8	0,8
Polyculture, polyélevage	9,2	11,2	0,3	1,6	7,6	1,1	0,6
ENSEMBLE	52,1	10,8	0,2	1,9	6,2	1,7	0,7

* Dans l'orientation bovins lait, 10 000 exploitations ont perçu en 2006 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 11 200 euros. Ce total se décompose en 200 euros pour l'amélioration foncière, 8 400 euros pour les bâtiments d'exploitation, 1 800 euros pour le matériel et 800 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 10 000 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, 500 exploitations seulement ont bénéficié d'une DJA pour un montant moyen de 15 500 euros.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2006. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA

Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumulés sont par définition d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle du chef d'exploitation. La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle dif-

fère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 75 % chez les éleveurs d'ovins et autres herbivores. Elle est moins élevée dans les orientations végétales, 63 % pour les grandes cultures et seulement 41 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est un gage de solidité financière. Seules les orientations viticoles couvrent largement les immobilisations par les capitaux propres. Toutefois, notamment en viticulture d'appellation, le vin en cours de vieillissement, classé ici dans les stocks, est en réalité assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (69 % de l'actif) dépassent fortement les capitaux propres (47 % du passif). Mais grâce à l'endettement à long ou moyen terme, les capitaux permanents assurent un financement correct des immobilisations.

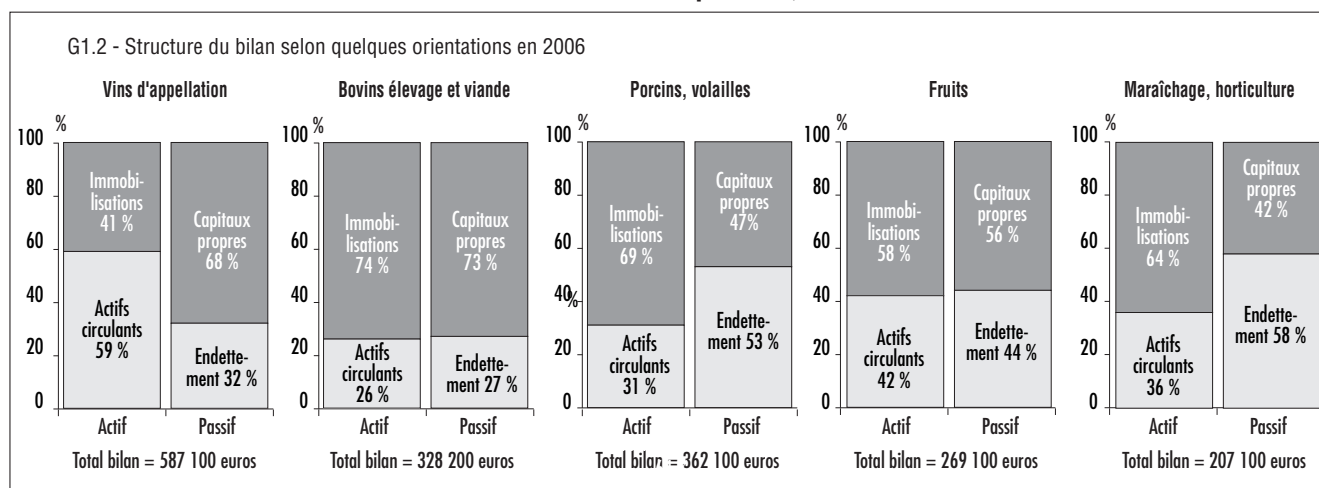
G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2006 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Actifs immobilisés	212,6	Capitaux propres	211,1
Actifs incorporels	1,5	Situation nette	202,9
Terrains	41,4	Subventions d'investissement	8,2
Aménagements	2,9		
Constructions	48,3	Ensemble des dettes	124,1
Installations spécialisées	7,9	Dettes à long ou moyen terme	80,5
Matériel	52,8	Emprunts à court terme	4,8
Plantations	8,2	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,9
Animaux reproducteurs	35,8	Dettes auprès des fournisseurs	20,7
Autres immobilisations corporelles	7,3	Dettes sociales	2,8
Actifs financiers	6,6	Dettes auprès de l'État	1,1
		Dettes sur immobilisations	1,4
Actifs circulants	121,7	Avances et acomptes reçus	0,8
Stocks	73,9	Autres dettes	5,0
Valeurs réalisables	30,0		
Valeurs disponibles	17,7		
Régularisation actif	1,1	Régularisation passif	0,2
Total actif	335,4	Total passif	335,4

Source : RICA

Les capitaux propres sont loin de couvrir les immobilisations chez les éleveurs de porcins, volailles



Source : RICA

Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'autofinancement), et comment les investissements ont été financés.

Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, par exemple les « moyennes grandes » (60 à 150 hectares équivalent blé), les gros investisseurs (investissements corporels supérieurs à 15 000 euros) ont en moyenne une capacité d'autofinancement sensiblement plus élevée que celle des exploitations qui n'ont pas investi au cours de l'exercice. Pour réaliser leurs investissements, ils doivent

cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, et s'endetter davantage auprès des organismes financiers. Les crédits accordés par les fournisseurs pour financer le cycle d'exploitation sont également sollicités.

L'âge du chef est un critère discriminant quant à la structure des tableaux de financement. Les jeunes agriculteurs consacrent un part plus importante aux investissements. Les acquisitions d'immobilisations et d'animaux reproducteurs représentent 46 % des emplois stables chez les moins de 35 ans (39 % l'année dernière) contre 27 % chez les exploitants de plus de 55 ans. Les prélèvements privés représentent en revanche une part beaucoup moins importante (27 % contre 46 % chez les plus de 55 ans).

G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2006

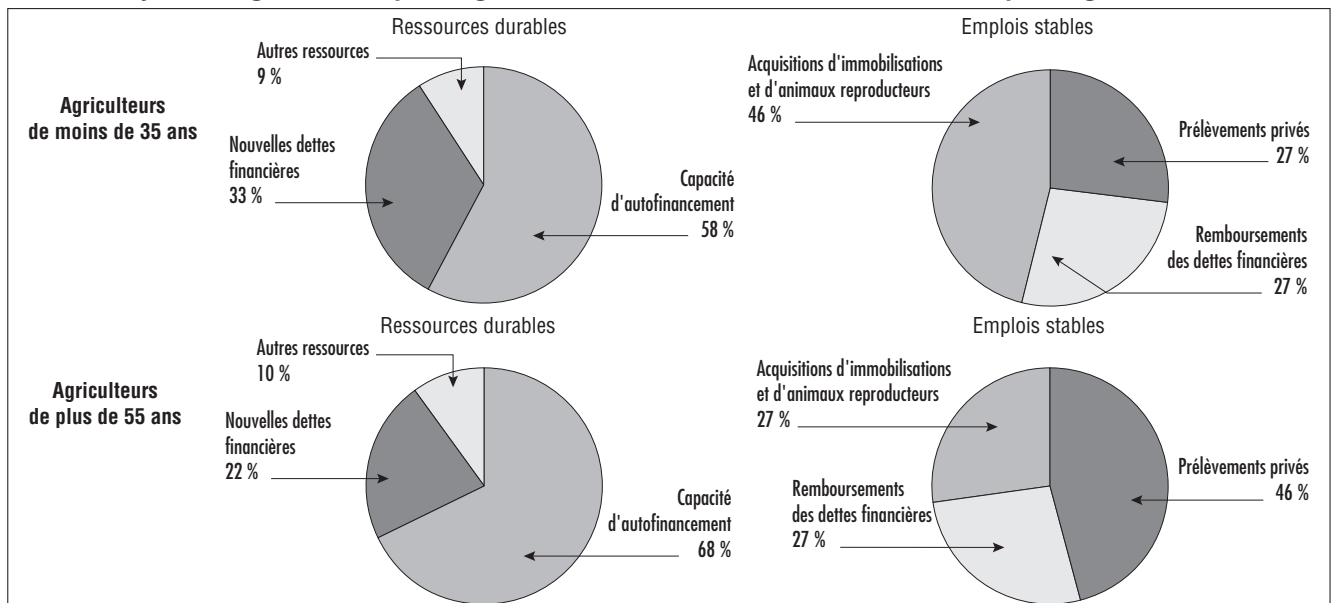
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 1,5	De 1,5 à 15	Plus de 15
Nombre d'exploitations (millier)	35,3	52,8	58,6
1 - Total des ressources durables	56,0	63,3	111,5
Capacité d'autofinancement	41,1	48,9	61,8
Cessions d'immobilisations	7,1	2,1	7,0
Subventions d'équipement reçues	0,5	1,0	3,1
Nouvelles dettes financières	7,4	11,3	39,5
2 - Total des emplois stables	51,6	60,7	110,6
Acquisitions d'immobilisations	4,7	10,7	52,5
Augmentation des animaux reproducteurs	- 2,9	0,9	4,2
Charges à répartir	0,0	0,0	0,0
Prélèvements privés	32,8	29,4	28,1
Remboursements des dettes financières	17,2	19,7	25,8
3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)	4,4	2,6	0,9
4 - Variation du besoin en fonds de roulement	2,0	0,3	- 0,3
Dont stocks	- 0,2	1,7	2,9
Dont réalisables	1,6	- 2,0	0,7
Dont dettes non financières	0,4	0,4	- 4,0
5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)	2,4	2,3	1,2

* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA

G2.2 - Les jeunes agriculteurs privilégient l'investissement, contrairement aux plus âgés



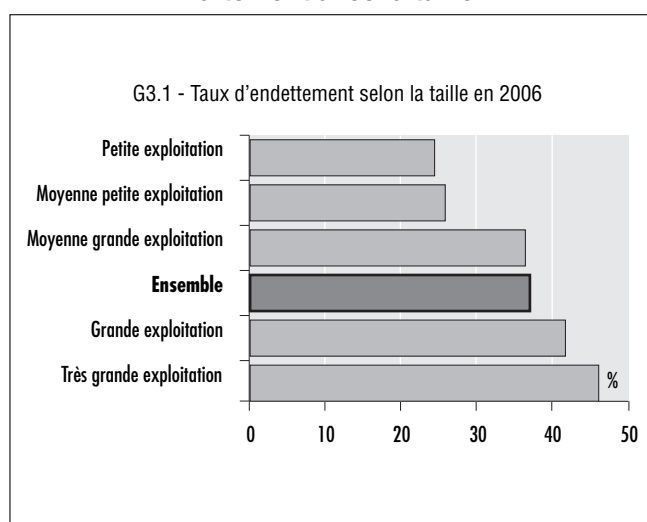
Source : RICA

Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2006, ce taux d'endettement s'élève en moyenne à 37,0 %, en diminution par rapport à 2005 (- 0,9 point). Pour certaines orientations comme l'élevage de porcins, volailles ou encore le maraîchage, il est très élevé et dépasse les 50 %. Le taux d'endettement est plus faible pour les éleveurs de bovins viande (27,4 %) et les producteurs de vins hors appellation (26,7 %). En 2006, la situation est assez homogène dans les différentes orientations.

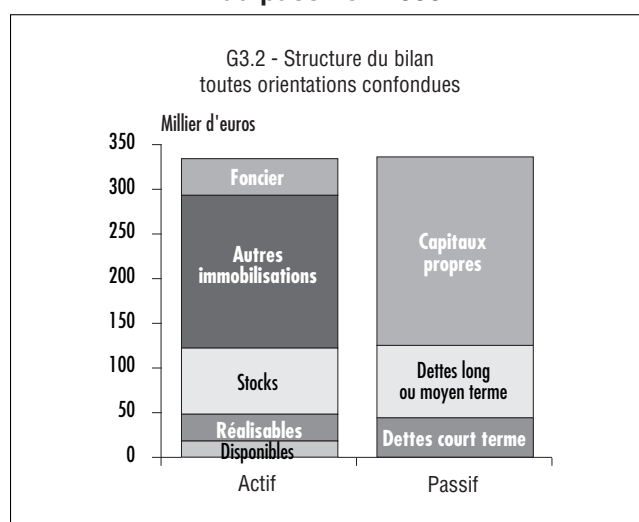
Le taux d'endettement baisse partout, sauf dans le secteur des bovins mixtes (+ 0,5 point). La baisse du taux d'endettement est très marquée pour l'élevage hors-sol (- 3,2 points). Il avait déjà diminué de 1,2 point en 2004 et de 3,4 points en 2005. D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine de la précédente. Le rapport des dettes au produit brut est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit brut. Ce rapport varie sensiblement d'une orientation à une autre.

Le taux d'endettement croît fortement avec la taille



Source : RICA

Les dettes représentent 37 % du passif en 2006



Source : RICA

G3.3 - Ratios d'endettement à la clôture des comptes en 2006

Orientation	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit brut	
	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹
Grandes cultures	40,9	- 1,2	46,4	- 1,6	70,2	- 3,6	70,8	- 5,3
Maraîchage, horticulture	58,0	- 1,5	62,0	- 1,3	154,7	- 12,3	48,9	- 1,5
Vins d'appellation d'origine	32,2	- 0,1	37,2	+ 0,0	48,2	- 0,2	90,2	+ 2,9
Autre viticulture	26,7	- 0,5	28,9	- 0,6	39,9	- 0,8	80,6	- 4,9
Fruits	44,2	- 2,1	48,4	- 2,7	88,5	- 8,3	55,5	- 7,1
Bovins lait	36,5	- 0,2	38,9	- 0,2	60,7	- 0,6	79,5	- 0,4
Bovins élevage et viande	27,4	- 0,8	30,0	- 0,9	39,0	- 1,4	83,2	- 5,9
Bovins lait, élevage et viande	38,3	+ 0,5	39,7	+ 0,6	65,6	+ 1,2	87,0	+ 2,9
Ovins, autres herbivores	31,1	- 1,0	35,0	- 1,0	47,9	- 2,1	72,3	- 6,6
Porcins, volailles	53,3	- 3,2	55,4	- 3,0	120,6	- 17,0	67,7	- 5,3
Polyculture, polyélevage	39,8	- 1,3	43,0	- 1,5	69,4	- 3,8	76,6	- 3,7
ENSEMBLE	37,0	- 0,9	40,8	- 1,0	61,1	- 2,2	75,3	- 3,0

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

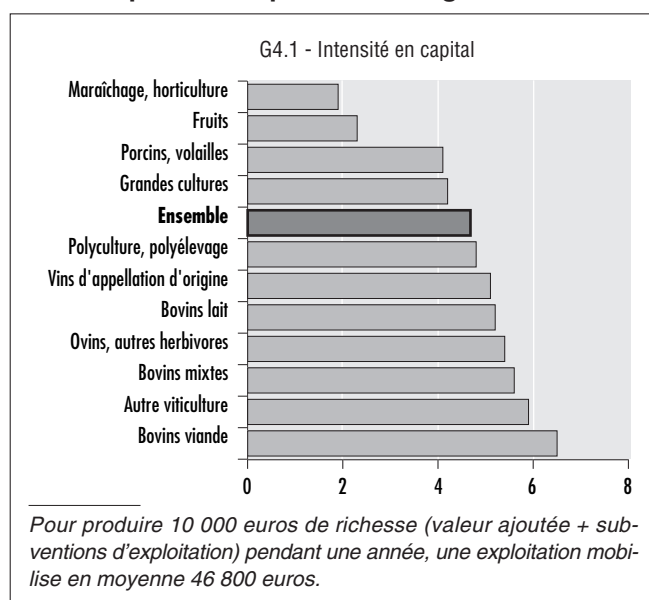
Source : RICA

Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité. L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Elle atteint 4,7, toutes exploitations confondues en 2006 contre 4,9 en 2005. L'intensité en travail, qui peut être définie comme le nombre d'unités de tra-

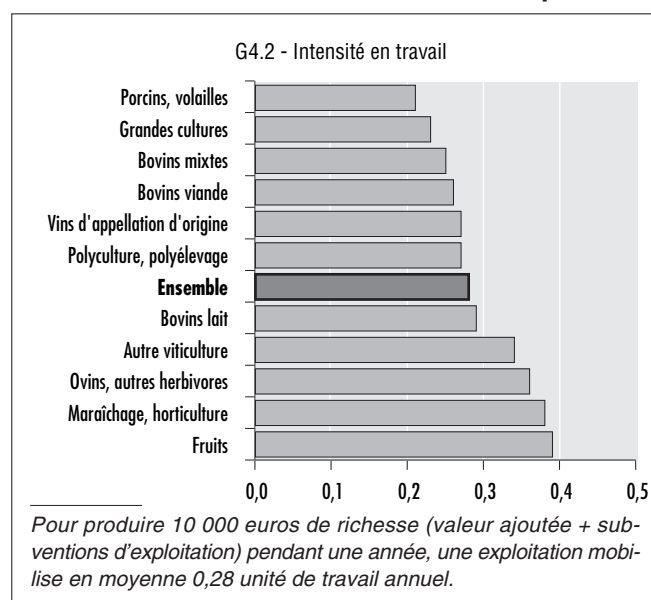
vail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse, est de 0,28 (contre 0,30 en 2005). Les exploitations d'élevage doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter davantage de capital que les exploitations à dominante végétale, à l'exception notable de l'orientation autre viticulture. La mobilisation du facteur travail est relativement limitée en bovins mixtes, grandes cultures et élevage de porcins, volailles. À l'opposé, l'élevage d'ovins et de caprins, le maraîchage, horticulture et surtout l'arboriculture fruitière exigent beaucoup de travail.

Moins de capital nécessaire pour les exploitations végétales



Source : RICA

L'arboriculture fruitière et le maraîchage, horticulture nécessitent une main d'œuvre importante



Source : RICA

G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalissables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹	2006 %	Variation 2006-2005 ¹
Grandes cultures	69,7	+ 1,4	73,6	- 2,3	131,5	+ 7,5	162,6	+ 9,8
Maraîchage, horticulture	55,6	+ 2,3	84,2	- 0,3	101,0	+ 3,8	116,9	- 7,5
Vins d'appellation d'origine	80,7	+ 0,6	48,5	- 0,2	89,5	+ 1,2	330,1	- 1,8
Autre viticulture	82,1	+ 0,7	56,0	- 2,3	92,0	+ 4,6	358,3	+ 44,8
Fruits	69,6	+ 1,8	72,6	- 5,9	137,3	+ 22,4	274,7	+ 10,9
Bovins lait	70,7	+ 0,7	82,5	+ 0,3	108,6	- 4,5	164,7	+ 3,2
Bovins élevage et viande	77,9	+ 0,4	79,0	+ 0,4	152,5	+ 0,5	158,8	- 14,3
Bovins lait, élevage et viande	69,7	+ 0,1	80,0	+ 1,5	86,6	- 14,0	169,6	- 8,3
Ovins, autres herbivores	75,5	+ 1,2	82,7	+ 0,1	136,6	- 1,8	152,0	+ 13,3
Porcins, volailles	56,2	+ 2,9	82,5	- 2,9	64,1	+ 12,5	76,2	- 1,2
Polyculture, polyélevage	68,9	+ 1,1	78,4	- 1,0	104,3	+ 6,7	159,9	- 0,2
ENSEMBLE	72,4	+ 0,9	72,9	- 0,8	109,6	+ 4,4	164,2	+ 1,8

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA

Résultats et rémunération des facteurs de production

Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 32 700 euros en 2006. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 300 euros), il reste 24 400 euros pour rémunérer les facteurs de production : main d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,43 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Les capitaux propres se montent quant à eux à 211 100 euros en moyenne par exploitation.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. C'est une telle démarche qui était menée notamment lors de l'instruction des plans d'amélioration matérielle afin de déterminer le revenu par unité de travail annuel.

Le taux d'intérêt à appliquer au capital d'exploitation (total actif – capital foncier) était fixé à 4 %. Si l'on retient ce taux pour la rémunération des capitaux propres, il reste en moyenne l'équivalent d'un salaire net de 11 200 euros par unité de travail non salariée (contre 8 000 en 2005). Cette rétribution est plus favorable aux plus grandes des exploitations où elle atteint 31 800 euros contre seulement 2 100 euros pour les plus petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre proportion. En effet, dans une très grande exploitation, le facteur travail non salarié est doublé par rapport à celui d'une petite alors que le revenu de l'exploitant est dans le même temps multiplié par 15 (il était multiplié par 8 en 2005).

G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2006

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2006

	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	9,1	112,9	146,8	67,5	10,0
Surface agricole utilisée (ha)	24,8	47,2	76,4	122,8	142,2
Taille du troupeau (UGB)	24,1	41,6	70,6	108,0	127,0
Résultat courant avant impôts (1)	9,7	16,5	28,9	58,8	117,1
Charges sociales de l'exploitant (2)	3,7	4,6	7,8	13,6	25,0
Revenu de l'exploitant (3) = (1) – (2)	6,1	12,0	21,2	45,2	92,1
Capitaux propres (4)	94,1	140,3	194,8	323,0	604,6
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	3,8	5,6	7,8	12,9	24,2
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,08	1,18	1,44	1,78	2,14
Rémunération par UTA non salariée [(3) – (5)]/(6)	2,1	5,4	9,3	18,1	31,8

Source : RICA

G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2006

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2006

	1990	1995	2000	2006
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	521,6	428,8	384,7	346,2
Surface agricole utilisée (ha)	47,2	59,5	67,1	76,5
Taille du troupeau (UGB)	40,6	53,5	62,9	68,9
Résultat courant avant impôts (1)	26,9	33,8	31,5	32,7
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,4	7,1	8,0	8,3
Revenu de l'exploitant (3) = (1) – (2)	21,5	26,6	23,5	24,5
Capitaux propres (4)	182,6	188,1	202,9	211,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	7,3	7,5	8,1	8,4
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,46	1,46	1,44	1,43
Rémunération par UTA non salariée [(3) – (5)]/(6)	9,8	13,1	10,7	11,2

Source : RICA

LES ANNEXES

1 - Tableaux complémentaires	52
2 - Méthodologie d'enquête.....	57
3 - Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables	63
4 - Lexique	67

Tableaux complémentaires

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2005 en valeur réelle

	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.
Échantillon	7 344		1 838		380		810		233		317	
Population	346 200		77 800		11 100		33 500		12 600		10 100	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	76	+ 1,5	113	+ 0,9	7	+ 0,2	19	+ 0,8	32	+ 0,1	28	- 0,1
dont : SAU en fermage	60	+ 1,5	96	+ 0,6	4	- 0,8	13	+ 1,0	19	+ 1,8	19	- 1,3
Effectifs animaux (en UGB°)	69	+ 0,3	16	ε	1	- 8,7	2	+ 7,3	ε	///	2	- 23,1
Nombre d'UTA°°	1,98	- 1,0	1,65	- 0,8	4,13	- 1,1	3,06	- 1,1	1,89	- 2,1	4,52	+ 3,3
dont : UTA non salariées	1,43	- 0,7	1,30	- 0,6	1,52	+ 2,1	1,40	- 0,6	1,24	- 1,0	1,42	+ 2,3
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	130,1	+ 0,5	117,8	+ 2,7	234,7	- 2,9	190,8	+ 0,2	88,4	- 2,9	188,1	+ 9,2
- Achats d'animaux	5,7	+ 1,0	2,9	- 6,2	0,1	- 9,2	0,2	+ 116,5	ε	///	0,1	- 50,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	124,3	+ 0,5	115,0	+ 2,9	234,7	- 2,9	190,6	ε	88,4	- 2,9	188,0	+ 9,3
+ Production stockée	3,4	///	2,9	///	- 0,4	///	7,0	///	5,6	///	2,3	///
+ Production immobilisée	3,0	+ 5,2	1,4	+ 27,4	3,7	- 3,4	2,2	- 34,4	3,0	- 46,5	5,1	- 25,5
+ Produits divers	2,3	+ 6,5	4,0	+ 3,1	2,4	+ 17,9	3,8	+ 6,2	1,9	- 8,9	3,2	+ 20,7
= Production de l'exercice	133,0	+ 2,1	123,3	+ 7,5	240,4	- 2,9	203,6	- 2,4	98,8	+ 2,4	198,6	+ 11,8
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	///	0,6	///	0,3	///	0,1	///	0,2	///	0,2	///
- Charges d'approvisionnement	45,1	+ 0,2	50,1	- 1,3	81,8	+ 0,4	29,4	+ 2,3	18,0	- 4,4	33,4	- 1,1
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	36,3	+ 0,5	32,7	+ 0,6	50,7	+ 1,0	43,5	- 2,1	28,2	- 8,4	54,7	- 6,4
= Valeur ajoutée	51,8	+ 5,0	41,2	+ 27,3	108,2	- 6,7	130,7	- 3,5	52,9	+ 12,0	110,6	+ 29,4
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	29,5	+ 5,4	42,3	+ 2,6	3,4	- 8,1	3,8	+ 16,5	7,8	+ 17,2	11,7	- 4,7
+ Indemnités d'assurance	1,3	+ 7,3	1,9	+ 18,3	0,6	+ 3,7	1,0	- 28,6	0,9	+ 32,1	2,9	+ 45,7
- Fermages	9,8	- 2,5	13,3	- 2,2	2,8	- 4,8	19,7	- 3,2	5,7	- 4,0	6,6	- 2,2
- Impôts et taxes	1,8	- 5,3	2,3	- 8,9	1,4	+ 2,4	3,3	+ 3,0	2,3	- 11,1	1,7	- 6,5
- Charges de personnel	10,4	- 1,9	6,7	- 2,1	50,0	- 2,9	34,6	- 0,6	12,5	- 4,9	54,5	+ 0,3
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	60,6	+ 8,3	63,2	+ 21,1	57,9	- 10,1	77,9	- 4,7	41,1	+ 23,9	62,4	+ 71,8
+ Transferts de charges	0,4	///	0,7	///	0,6	///	0,6	///	0,1	///	0,6	///
- Dotations aux amortissements	24,4	+ 1,6	25,8	+ 1,0	25,4	- 5,1	23,3	- 3,1	17,4	- 2,1	22,4	- 2,4
= Résultat d'exploitation	36,6	+ 12,7	38,1	+ 38,0	33,2	- 14,2	55,2	- 5,9	23,8	+ 49,8	40,6	+ 189,6
+ Produits financiers	0,3	+ 8,4	0,6	+ 2,5	0,2	- 3,8	0,4	+ 101,0	0,3	+ 2,9	0,3	- 4,2
- Charges financières	4,2	- 4,1	4,1	- 4,0	4,0	- 8,7	6,0	+ 1,6	2,9	- 10,7	3,8	- 4,9
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	32,7	+ 15,3	34,6	+ 44,4	29,4	- 14,8	49,6	- 6,3	21,1	+ 63,0	37,0	+ 262,0
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	3,0	+ 31,1	5,6	+ 41,0	0,5	///	1,3	- 8,9	1,1	- 1,3	1,6	+ 34,6
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,2	+ 5,0	0,5	- 8,1	1,9	+ 8,8	0,8	+ 8,2	1,9	+ 9,8	2,6	+ 4,3
+ Profits et charges exceptionnels	- 0,1	///	- 0,1	///	0,3	///	- 0,1	///	0,0	///	- 0,1	///
= Résultat de l'exercice	36,9	+ 15,1	40,5	+ 42,2	32,1	- 12,8	51,6	- 5,6	24,1	+ 44,5	41,1	+ 181,8
Ratios par UTA (milliers d'euros)												
Valeur ajoutée par UTA totales	26,2	+ 6,1	25,0	+ 28,4	26,2	- 5,6	42,7	- 2,4	28,1	+ 14,4	24,5	+ 25,3
RCAI par UTA non salariées	22,8	+ 16,0	26,6	+ 45,3	19,3	- 16,5	35,3	- 5,8	17,1	+ 64,6	26,1	+ 253,7

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2006

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2005 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins Volailles		Polyculture polyélevage	
	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.	2006	% évo.
Échantillon	973		662		234		397		311		1 189	
Population	58 300		40 400		8 800		20 200		14 600		58 900	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	70	+ 1,8	88	+ 2,2	102	+ 2,0	79	+ 3,5	43	+ 1,3	93	+ 1,7
dont : SAU en fermage	56	+ 2,2	61	+ 1,0	87	+ 1,6	49	+ 2,9	34	+ 6,4	77	+ 2,1
Effectifs animaux (en UGB°)	80	+ 0,9	100	+ 1,0	129	+ 1,9	80	+ 0,6	355	+ 0,8	99	- 0,9
Nombre d'UTA°°	1,71	- 0,1	1,32	- 0,2	1,81	- 1,3	1,56	- 2,0	1,87	- 1,0	1,90	- 1,5
dont : UTA non salariées	1,60	- 0,7	1,25	- 0,6	1,67	- 0,8	1,43	- 2,0	1,56	- 0,9	1,55	- 1,0
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	109,9	- 3,3	66,1	+ 5,5	134,9	- 0,2	68,6	+ 1,9	285,0	- 0,6	136,8	+ 1,0
- Achats d'animaux	5,3	+ 6,8	7,5	+ 14,2	10,7	+ 12,4	4,7	- 11,7	30,3	- 11,3	8,7	+ 3,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	104,6	- 3,7	58,7	+ 4,4	124,2	- 1,1	64,0	+ 3,2	254,7	+ 0,9	128,1	+ 0,9
+ Production stockée	2,4	///	4,1	///	5,2	///	2,1	///	1,4	///	ε	///
+ Production immobilisée	3,8	+ 24,5	2,7	- 0,7	4,3	- 14,3	2,1	- 21,6	6,8	+ 96,7	3,4	+ 10,5
+ Produits divers	0,9	+ 5,9	0,9	+ 17,8	1,1	- 5,5	3,2	+ 21,2	0,8	- 7,4	1,9	+ 3,7
= Production de l'exercice	111,7	- 1,5	66,4	+ 6,2	134,7	+ 0,6	71,3	+ 3,6	263,7	+ 2,0	136,8	+ 2,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	ε	///	0,2	///	0,0	///	0,2	///	0,4	///
- Charges d'approvisionnement	36,2	+ 1,5	25,8	+ 7,2	50,7	+ 3,4	28,4	+ 2,3	135,3	- 1,6	53,2	- 0,5
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	36,4	+ 2,8	24,8	+ 0,4	42,4	- 1,6	24,6	+ 0,2	52,4	+ 9,3	39,7	+ 0,3
= Valeur ajoutée	39,2	- 7,8	15,9	+ 14,8	41,8	- 0,3	18,3	+ 11,0	76,2	+ 4,0	44,3	+ 6,9
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	26,3	+ 12,1	40,8	+ 5,8	41,2	+ 1,0	29,2	+ 5,8	18,5	+ 4,6	36,5	+ 5,0
+ Indemnités d'assurance	0,7	- 24,5	0,7	+ 3,7	1,1	+ 5,6	0,6	+ 11,6	1,9	+ 138,2	1,5	+ 12,3
- Fermages	7,2	- 2,6	6,3	- 2,7	10,8	- 2,0	4,1	- 3,4	5,5	+ 4,2	10,0	- 2,1
- Impôts et taxes	1,4	- 7,6	1,0	- 5,7	1,7	- 3,1	0,9	- 3,2	1,6	- 15,7	1,8	- 4,5
- Charges de personnel	1,7	+ 12,3	1,1	+ 10,4	2,4	+ 4,4	2,1	- 13,2	6,5	+ 0,0	6,0	- 3,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	56,0	- 0,0	49,0	+ 9,9	69,2	+ 0,8	41,1	+ 10,7	83,1	+ 6,5	64,3	+ 8,8
+ Transferts de charges	0,2	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///	0,3	///	0,4	///
- Dotations aux amortissements	24,2	+ 2,7	18,5	+ 4,8	30,3	+ 6,0	18,0	+ 3,9	33,2	- 0,4	28,2	+ 3,1
= Résultat d'exploitation	32,0	- 3,7	30,6	+ 13,0	39,0	- 3,1	23,1	+ 16,3	50,1	+ 10,7	36,5	+ 13,0
+ Produits financiers	0,2	+ 7,3	0,1	- 2,3	0,3	+ 1,8	0,1	+ 36,6	0,3	- 0,3	0,3	- 9,1
- Charges financières	3,7	- 6,0	2,6	- 1,1	5,2	- 3,4	2,5	- 6,1	7,5	- 11,7	4,8	- 4,6
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,5	- 3,3	28,1	+ 14,4	34,0	- 3,0	20,8	+ 19,7	42,9	+ 15,7	32,0	+ 15,9
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés												
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	3,0	+ 13,3	1,7	+ 14,2	2,0	- 8,5	1,6	+ 64,2	2,8	+ 281,8	3,4	+ 28,2
+ Profits et charges exceptionnels	1,3	+ 6,3	1,0	+ 1,3	1,7	- 2,6	1,4	+ 1,4	1,6	+ 7,6	1,4	+ 11,6
+ Profits et charges exceptionnels	ε	///	- 0,2	///	0,1	///	0,1	///	- 0,1	///	ε	///
= Résultat de l'exercice	32,8	- 2,3	30,6	+ 12,5	37,8	- 4,8	23,9	+ 20,0	47,1	+ 18,6	36,8	+ 16,3
Ratios par UTA (milliers d'euros)												
Valeur ajoutée par UTA totales	23,0	- 7,7	12,0	+ 14,9	23,1	+ 1,1	11,8	+ 13,3	40,7	+ 5,1	23,4	+ 8,6
RCAI par UTA non salariées	17,8	- 2,7	22,5	+ 15,1	20,3	- 2,2	14,6	+ 22,2	27,5	+ 16,7	20,6	+ 17,1

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2006

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2005 et 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, Horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Résultat courant avant impôts	27,9	32,9	23,9	35,3	31,9	27,8	52,0	49,8	13,9	23,2	10,2	37,7
+ Dotation aux amortissements	23,5	24,4	24,8	25,6	25,5	24,8	23,7	23,5	17,5	17,5	23,1	23,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,2	-0,4	€	0,8	-0,1	0,7	-0,1
= Capacité d'autofinancement	51,6	57,2	48,8	60,9	57,6	52,8	75,2	73,2	32,2	40,6	34,0	60,7
- Prélèvements privés	30,3	32,1	30,3	34,4	35,4	32,0	48,9	41,4	21,0	23,9	27,4	33,0
= Autofinancement	21,3	25,1	18,6	26,4	22,2	20,8	26,4	31,8	11,2	16,7	6,7	27,7
+ Cessions d'immobilisations	4,6	5,8	7,4	10,2	1,6	1,6	4,9	3,0	2,9	3,7	2,4	5,7
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	1,5	0,4	0,5	1,0	0,7	1,2	1,1	3,0	3,9	3,4	2,7
+ Nouvelles dettes financières	23,4	24,3	25,1	25,5	16,4	18,1	32,7	32,5	17,6	12,1	18,9	22,4
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,9	1,2	0,5	1,9	2,0	-1,6	2,8	5,5	€	1,3	1,3	3,7
+ Diminution de trésorerie nette			0,6				1,3					
= Total des ressources	51,6	58,0	52,7	64,6	43,1	39,6	69,1	73,8	34,7	37,6	37,3	62,2
Acquisitions d'immobilisations	26,0	26,7	29,4	28,4	17,1	18,4	25,2	28,1	18,1	14,2	22,2	20,9
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,7	0,7	0,1	€	€	€	€	0,2	€	€	0,1	-0,1
+ Charges à répartir	€	€	€	€	-0,2	-0,1	€	€	-0,3	€	€	0,1
+ Remboursements des dettes financières	23,3	24,2	24,6	26,3	19,8	21,9	29,3	31,9	17,7	14,2	19,7	22,6
+ Variation des stocks	1,0	2,9	-1,3	4,3	1,3	-1,5	11,3	6,8	-1,1	7,1	-2,8	3,6
+ Variation des créances auprès des tiers	0,6	1,4	0,1	3,7	4,1	0,8	3,3	4,9	-0,3	1,6	-1,8	9,8
+ Variation des comptes de régularisation	€	€	-0,2	0,2	0,1	-0,2	€	0,1	0,1	-0,1	€	-1,3
+ Augmentation de trésorerie nette	0,1	2,0	1,7	1,7	0,8	0,3	1,8	1,8	0,4	0,5	6,7	6,7
= Total des emplois	51,6	58,0	52,7	64,6	43,1	39,6	69,1	73,8	34,7	37,6	37,3	62,2
Variation du fonds de roulement net	0,7	5,1	-2,5	8,0	4,3	0,9	10,6	8,1	-0,9	7,9	-10,6	15,0
Variation du besoin en fonds de roulement	0,6	3,1	-1,9	6,3	3,5	0,6	11,8	6,4	-1,3	7,3	-6,0	8,3
Variation de trésorerie nette	0,1	2,0	-0,6	1,7	0,8	0,3	-1,2	1,7	0,4	0,5	-4,7	6,7
Investissement total	22,1	21,6	22,1	18,2	15,6	16,8	20,3	25,3	15,2	10,6	19,9	15,1
Excédent de trésorerie d'exploitation	49,9	53,2	52,3	55,5	54,7	53,0	61,3	64,9	29,8	33,2	35,3	49,6

Bilan 2005	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
Actif immobilisé	207,4	212,5	181,7	183,2	124,7	121,1	228,4	238,8	167,1	166,3	161,1	158,9
Terrains	39,3	42,2	43,5	45,5	14,3	15,0	89,7	100,4	46,1	47,4	28,3	29,1
Constructions	46,1	48,2	21,2	22,3	47,0	46,9	42,7	43,7	13,6	13,8	28,3	27,0
Matériel	53,5	52,0	68,6	65,3	26,6	24,6	40,0	36,7	33,3	30,7	34,6	33,8
Plantations (y compris forêt)	8,1	8,1	0,5	0,6	4,9	4,3	38,2	38,3	59,7	60,2	42,4	42,4
Animaux reproducteurs	35,0	35,7	7,3	7,3	0,6	0,6	1,0	1,2	0,2	0,2	0,4	0,3
Autres immobilisations	14,8	15,6	30,6	31,8	9,2	9,0	9,5	11,3	9,4	9,6	14,1	14,1
Actif circulant	116,8	122,9	99,8	109,4	69,7	70,2	340,7	353,9	159,3	169,0	102,4	119,8
Stocks et en-cours	71,8	74,7	46,8	51,0	22,0	20,5	262,1	268,8	129,1	136,3	34,3	37,9
dont animaux circulants	17,5	18,1	5,3	5,4	0,1	0,1	0,5	0,5	0,1	0,2	0,5	0,1
Valeurs réalisables	29,7	30,4	34,6	37,6	24,9	23,9	57,9	61,9	18,0	20,1	47,3	53,3
Valeurs disponibles	15,3	17,8	18,4	20,9	22,8	25,7	20,8	23,2	12,2	12,7	20,8	28,6
Régularisation actif	1,0	1,1	1,0	1,2	1,4	1,1	1,6	1,6	0,8	0,7	1,3	1,1
Total actif	325,2	336,6	282,5	293,8	195,7	192,3	570,7	594,3	327,2	336,0	264,8	279,8
Capitaux propres	202,8	212,9	164,8	175,0	80,9	81,9	385,9	403,7	239,2	248,4	139,6	152,7
Total endettement	122,3	123,5	117,6	118,7	114,8	110,3	184,8	190,5	87,9	87,6	125,1	125,9
Dettes à long ou moyen terme	79,8	79,8	75,0	74,5	67,0	62,3	95,7	95,5	54,5	53,0	67,6	67,8
Emprunts à court terme	4,8	4,9	5,4	5,1	3,6	4,4	9,9	10,6	2,7	2,1	4,5	4,1
Autres dettes financières à - 1 an	7,2	7,0	7,4	7,4	4,7	5,6	16,3	16,0	3,1	3,5	9,2	6,5
Dettes auprès de tiers	30,5	31,8	29,9	31,8	39,6	38,0	62,9	68,3	27,7	29,0	43,8	47,5
Régularisation passif	0,1	0,2	0,1	0,1	€	0,1	€	€	€	€	0,1	1,2
Total passif	325,2	336,6	282,5	293,8	195,7	192,3	570,7	594,3	327,2	336,0	264,8	279,8

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2005 et 2006

Source : RICA 2006

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2005 et 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins volailles		Polyculture polyélevage	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Résultat courant avant impôts	29,0	28,7	24,6	28,8	35,2	34,9	17,1	20,9	37,2	44,0	27,1	32,1
+ Dotation aux amortissements	22,9	24,1	17,0	18,2	27,2	29,5	16,5	17,6	32,8	33,4	27,1	28,6
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	ε	0,1	- 0,3	0,9	0,3	0,1	ε	0,3	- 0,2	0,1	- 0,1
= Capacité d'autofinancement	52,2	52,8	41,7	46,8	63,3	64,7	33,8	38,5	70,4	77,2	54,3	60,6
- Prélèvements privés	28,4	31,8	23,6	24,8	34,5	35,1	19,9	24,4	31,5	41,8	30,0	31,4
= Autofinancement	23,8	21,0	18,2	21,9	28,8	29,5	13,9	14,1	38,8	35,3	24,2	29,2
+ Cessions d'immobilisations	4,3	4,8	2,9	3,0	3,7	3,2	2,9	3,5	2,1	4,8	4,9	6,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,6	1,6	1,4	2,1	1,9	1,8	1,6	1,7	1,2	1,6	1,8	1,6
+ Nouvelles dettes financières	19,2	21,1	16,9	19,0	26,9	32,1	13,4	11,3	38,9	36,1	25,4	27,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,8	1,0	1,7	- 0,3	- 0,7	3,3	0,9	0,8	- 2,5	1,3	0,6	0,2
+ Diminution de trésorerie nette			0,6								0,1	
= Total des ressources	49,7	49,5	41,6	45,8	60,6	70,0	32,6	31,4	78,6	79,1	57,0	64,7
Acquisitions d'immobilisations	26,1	25,9	22,3	24,2	28,5	37,9	17,3	16,0	28,1	29,7	29,6	31,3
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,0	1,0	2,1	2,8	3,5	3,0	- 0,5	0,9	0,5	- 0,3	1,4	0,8
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	20,1	20,2	16,0	17,4	25,6	27,2	14,6	14,1	45,0	39,1	25,2	27,0
+ Variation des stocks	- 0,1	1,4	1,1	1,6	- 0,1	3,6	1,6	0,2	0,6	1,2	0,6	2,5
+ Variation des créances auprès des tiers	1,4	0,8	0,2	- 4,6	0,9	- 2,9	- 0,4	0,1	- 0,5	2,8	0,2	0,1
+ Variation des comptes de régularisation	ε	0,1	0,1	0,1	0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,2	0,1	0,4	ε	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	1,3	ε	4,2		2,0	1,2	0,2	0,2	4,7	6,1	2,9	
= Total des emplois	49,7	49,5	41,6	45,8	60,6	70,0	32,6	31,4	78,6	79,1	57,0	64,7
Variation du fonds de roulement net	1,8	1,3	- 1,0	1,6	3,7	- 1,4	0,4	- 0,5	7,5	9,3	0,1	5,4
Variation du besoin en fonds de roulement	0,5	1,3	- 0,3	- 2,6	1,7	- 2,6	0,1	- 0,7	2,7	3,1	0,2	2,5
Variation de trésorerie nette	1,3	ε	- 0,6	4,2	2,0	1,2	0,3	0,2	4,7	6,2	- 0,1	2,9
Investissement total	22,7	22,1	21,4	24,0	28,3	37,6	13,9	13,4	26,5	24,7	26,1	25,5
Excédent de trésorerie d'exploitation	49,8	49,6	38,1	46,4	57,4	61,6	33,3	39,1	71,2	74,6	53,3	57,7

Bilan 2005	Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture	
Actif immobilisé	217,6	223,8	226,5	238,1	272,4	288,5	170,5	171,7	243,6	245,1	229,9	235,6
Terrains	26,1	27,9	39,0	42,6	21,4	26,0	30,8	32,4	22,1	23,5	33,2	35,3
Constructions	64,0	67,6	39,6	44,3	76,5	83,5	40,2	41,3	109,9	109,2	56,7	58,2
Matériel	50,8	49,7	48,1	48,1	66,9	65,5	44,3	41,7	48,3	49,7	63,1	63,4
Plantations (y compris forêt)	0,1	0,1	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	0,2	0,2	3,8	4,1
Animaux reproducteurs	55,1	56,1	89,2	92,1	83,7	86,7	42,5	43,4	38,9	38,7	42,1	42,9
Autres immobilisations	8,7	9,3	5,1	5,4	11,5	13,0	5,7	6,2	11,1	11,7	16,8	17,9
Actif circulant	75,2	78,0	86,5	87,2	113,0	116,1	57,2	57,8	108,5	115,5	100,5	105,7
Stocks et en-cours	43,2	44,6	51,2	52,8	73,7	77,3	28,9	29,1	74,3	75,6	58,4	60,9
dont animaux circulants	22,3	23,4	34,8	36,0	46,3	48,7	15,0	15,0	57,3	57,6	23,8	24,8
Valeurs réalisables	21,1	21,6	20,4	15,3	27,5	24,6	16,6	16,8	26,0	28,1	28,1	27,7
Valeurs disponibles	10,8	11,8	14,9	19,1	11,9	14,2	11,7	12,0	8,3	11,8	14,0	17,1
Régularisation actif	0,9	1,0	0,4	0,5	2,2	2,2	0,2	0,4	1,3	1,6	1,3	1,3
Total actif	293,7	302,8	313,4	325,8	387,6	406,8	228,0	230,0	353,4	362,3	331,7	342,6
Capitaux propres	188,3	194,9	227,2	238,8	244,4	254,1	156,6	160,2	157,8	171,6	197,7	208,6
Total endettement	105,4	107,9	86,1	86,9	143,1	152,4	71,3	69,4	195,5	190,6	133,9	133,9
Dettes à long ou moyen terme	77,4	77,4	63,9	65,3	105,2	109,3	51,1	48,5	131,2	129,8	91,7	91,9
Emprunts à court terme	2,9	3,8	2,1	2,3	4,0	4,9	2,8	2,5	10,5	9,0	4,7	4,6
Autres dettes financières à - 1 an	3,6	4,2	3,5	3,0	5,0	6,1	2,8	2,9	17,7	14,5	7,5	7,2
Dettes auprès des tiers	21,5	22,4	16,6	16,3	28,9	32,2	14,7	15,5	36,1	37,4	29,9	30,1
Régularisation passif	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,4	0,1	ε	0,1	0,1
Total passif	293,7	302,8	313,4	325,8	387,6	406,8	228,0	230,0	353,4	362,3	331,7	342,6

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2005 et 2006

Source : RICA 2006

Méthodologie d'enquête

Mis en œuvre en France depuis 1968, le RICA est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des principes et des règles communs. Les données de base sont recueillies à partir d'une fiche d'enquête comprenant la comptabilité agricole de l'exploitation et d'autres données technico-économiques. Un retraitement de certaines données est effectué afin de cerner la réalité économique de l'exploitation au plus près (amortissements linéaires, réévaluation des immobilisations, non prise en compte des décotes, etc.). Cette enquête, réalisée par sondage, permet d'analyser le fonctionnement micro-économique des exploitations agricoles et de suivre particulièrement l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans ces exploitations.

La présente publication présente les résultats de l'enquête faite à partir du fichier définitif comprenant 7 344 exploitations.

Typologie des exploitations agricoles : OTEX, CDEX, MBS

La très grande diversité des exploitations agricoles a toujours rendu indispensable leur classification. La statistique agricole européenne, et française en particulier, utilise depuis 1978 une typologie fondée sur l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations) et la CDEX (classe de dimension économique des exploitations)¹.

Les OTEX constituent un classement des exploitations selon leur production principale (par exemple « grandes cultures », « maraîchage et horticulture », « bovins lait », ...). Les CDEX constituent un classement des exploitations selon leur taille, les plus petites exploitations étant regroupées dans la CDEX 1, et les plus importantes dans la CDEX 10.

La détermination de l'OTEX et de la CDEX d'une exploitation se fait à partir de données physiques, surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux. À chaque hectare de culture et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient, indicateur normatif de marge brute (ou de valeur ajoutée) unitaire. Ce coefficient de « MBS » (marge brute standard) est établi périodiquement par région, pour chaque production considérée. Il est exprimé jusqu'en 1999 en écus, unité de compte européenne (et mainte-

nant en euros). La table de MBS utilisée sur le fichier définitif RICA 2006 est celle portant sur l'année 1996 (plus exactement sur la période de 3 ans encadrant 1996, soit 1995 à 1997) et appelée « table MBS 96 ».

Le total des MBS de toutes les productions végétales et animales donne la MBS totale de l'exploitation. La dimension de l'exploitation est exprimée en UDE (unité de dimension européenne, 1 UDE « 96 » = 1 200 écus « 96 »), ou plus communément en « hectares-équivalent-blé » (1 UDE = 1,5 ha). La CDEX est déterminée par le tableau 1.

Les parts relatives des MBS partielles (c'est-à-dire des MBS des différentes productions végétales et animales) permettent de classer l'exploitation selon sa production dominante, et ainsi de déterminer son OTEX.

La MBS totale, la CDEX et l'OTEX des exploitations sont maintenant calculées compte tenu des jachères aidées (affectation de la MBS jachère au pôle P13 « céréales, oléagineux, protéagineux »).

Dans cette publication, on a employé une classification par OTEX en 11 postes, qui correspond à un regroupement de celle en 17 postes, utilisée en France depuis 1985 pour de nombreux dépouillements de fichiers de

Tableau 1
Définition de la CDEX

CDEX	MBS totale de l'exploitation		
	En écus « 96 »	En UDE	En hectares-équivalent-blé
1	Moins de 2 400	Moins de 2	Moins de 3
2	2 400 à 4 800	2 à 4	3 à 6
3	4 800 à 7 200	4 à 6	6 à 9
4	7 200 à 9 600	6 à 8	9 à 12
5	9 600 à 14 400	8 à 12	12 à 18
6	14 400 à 19 200	12 à 16	18 à 24
7	19 200 à 48 000	16 à 40	24 à 60
8	48 000 à 120 000	40 à 100	60 à 150
9	120 000 à 300 000	100 à 250	150 à 375
10	300 000 et plus	250 et plus	375 et plus

1. Pour en savoir plus sur la typologie par OTEX et CDEX voir « Orientations technico-économiques. Classification révisée des exploitations agricoles françaises », Agreste Cahiers n° 22-23, septembre 1997. Pour en savoir plus sur la marge brute standard, voir « Les coefficients de marge brute standard 1996 », Agreste Cahiers Hors-série n° 1, janvier 2001.

statistique agricole. La classification de 17 postes est elle-même définie à partir de la classification communautaire. La correspondance entre la classification en 11 postes et celle en 17 postes est donnée par le tableau 2.

Champ de l'enquête

Le RICA couvre l'ensemble des exploitations agricoles « professionnelles », au sens statistique, c'est-à-dire d'une dimension économique supérieure à 9 600 écus « 96 » (soit 12 hectares-équivalent-blé) et employant au moins 0,75 UTA. Cet ensemble correspond, d'après l'enquête structure 2005, à 346 219 exploitations en France sur un total de 545 347 exploitations (tableau 5). La production des exploitations agricoles appartenant au champ de l'enquête représente 95 % du potentiel de production (exprimé en MBS) du secteur agricole.

Recrutement des exploitations

Le recrutement des exploitations agricoles s'effectue au niveau des services régionaux de l'information statistique et économique dans 3 sous-échantillons. Ceux-ci correspondent à un mode différent de récupération des comptabilités auprès des offices comptables : centres de gestion des réseaux CER France ou AS,

autres centres de comptabilité, experts comptables, ou, à titre marginal, établissements de recherche et d'enseignement ou services déconcentrés de l'administration.

Sous-échantillon I : comptabilités d'exploitants volontaires tenues spécifiquement pour le RICA (996 en 2006). C'était, à l'origine du RICA, le seul mode de recrutement des exploitations.

Sous-échantillon II : récupération de comptabilités d'exploitants imposés au « réel » et donc tenus d'avoir une comptabilité destinée à calculer le revenu fiscal (5 451 en 2006). Ce mode de collecte existe depuis 1987. Les exploitants du sous-échantillon II ont un haut niveau de capacité productive. Les plus grandes exploitations se trouvent dans ce sous-échantillon.

Sous-échantillon III : comptabilités d'exploitants en plan d'amélioration matérielle ou plan d'investissement (897 en 2006). Ce mode de collecte existe depuis 1976. Les exploitants du sous-échantillon III sont dans une phase de transformation de leur activité. Ils sont plutôt jeunes et plus endettés que la moyenne.

Le découpage en sous-échantillon renvoie à un mode de recrutement des exploitations du RICA, non à un régime fiscal. Les exploitations du sous-échantillon II

Tableau 2

Correspondance entre OTEX à 11 postes, à 17 postes et OTE européenne

OTEX ad hoc à 11 postes (pour le rapport RICA)		OTEX française à 17 postes	OTE européenne
Intitulés longs	Intitulés courts		
Grandes cultures	Grandes cultures	13 Céréales, oléagineux, protéagineux 14 Autres grandes cultures	13 14
Maraîchage, horticulture	Maraîchage, horticulture	28 Maraîchage 29 Fleurs et horticulture diverse	201 202 + 203
Vins d'appellation d'origine	Vins d'appellation	37 Vins d'appellation d'origine	311
Autre viticulture	Autre viticulture	38 Autre viticulture	312 + 313 + 314
Fruits	Fruits	39 Fruits et autres cultures permanentes	32 + 33 + 34
Bovins lait	Bovins lait	41 Bovins lait	41
Bovins élevage et viande	Bovins viande	42 Bovins élevage et viande	42
Bovins lait, élevage et viande	Bovins mixtes	43 Bovins lait, élevage et viande	43
Ovins, autres herbivores	Ovins, autres herbivores	44 Ovins, caprins et autres herbivores	44
Porcins, volailles	Porcins, volailles	50 Granivores 72 Polyélevage à orientation granivores	50 72
Polyculture, polyélevage	Polyculture, polyélevage	60 Polyculture 71 Polyélevage à orientation herbivores 81 Grandes cultures et herbivores 82 Autres combinaisons cultures-élevage	60 71 81 82

sont imposées au réel, mais également certaines exploitations du sous-échantillon III. Pour 2006, un comptage selon le mode d'imposition révèle que l'échantillon comporte en réalité 5 995 exploitations imposées au réel (soit, après extrapolation, 73 % des exploitations du champ RICA). Cette population représente, après extrapolation, 82 % de la surface agricole utilisée, 81 % des UTA et 88 % du produit brut du champ RICA.

Plan de sélection

L'échantillon RICA 2006 complet comprend 7 344 exploitations.

L'échantillon n'est pas « aléatoire » mais se fonde sur la méthode des quotas. Dans cette méthode, l'univers, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements des critères suivants :

- la région (22 régions en France métropolitaine),
- l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations),
- la CDEX (classe de dimension économique des exploitations).

Pour chaque strate région/OTEX/CDEX, est défini un nombre d'exploitations à sélectionner. Le taux de sondage croît avec la dimension des exploitations. On cherche à recruter relativement plus de grosses exploitations que de petites. Les services régionaux sont chargés de sélectionner des exploitations avec les offices comptables, en respectant ces quotas. Ils doivent également remplir les objectifs en terme de sous-échantillon I, II ou III (cf. plus haut le paragraphe « recrutement des exploitations ») qui leur ont été assignés.

La répartition des exploitations agricoles dans « l'univers » selon ces critères est connue par le recensement agricole, puis actualisée par les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Pour l'exercice 2006, ce sont les résultats de l'enquête structure 2005 qui ont été utilisés.

Pondération

Par construction, ces taux de sondage (la proportion d'exploitations sélectionnées) diffèrent notablement selon les strates, notamment selon la dimension économique. On ne peut dépouiller l'enquête simplement, en considérant que chaque exploitation est équivalente à une autre. Il est indispensable de réaliser le dépouillement strate par strate, en affectant à chaque exploitation, une pondération. L'univers de référence pour l'exercice 2006, qui permet de calculer les taux de son-

Tableau 3
Champ du RICA et effectifs par CDEX

CDEX	MBS (en écus « 96 »)	UDE (unité de dimension européenne)	Hectares-équivalent-blé	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2006	Nombre pondéré ¹ d'exploitations en 2006
1,2,3,4	Moins de 9 600	Moins de 8	Moins de 12 ha	Hors champ RICA	
5 et 6	de 9 600 à moins de 19 200	de 8 à moins de 16	de 12 ha à moins de 24 ha	119	9 079
7	de 19 200 à moins de 48 000	de 16 à moins de 40	de 24 ha à moins de 60 ha	1 221	112 928
8	de 48 000 à moins de 120 000	de 40 à moins de 100	de 60 ha à moins de 150 ha	3 220	146 764
9	de 120 000 à moins de 300 000	de 100 à moins de 250	de 150 ha à moins de 375 ha	2 403	67 480
10	300 000 et plus	250 et plus	375 ha et plus	381	9 969
TOTAL				7 344	346 219

1. Cf. ci-après le paragraphe « Pondération ».

Source : RICA

Tableau 4
Caractéristiques générales des trois sous-échantillons en moyennes pondérées par exploitation

Sous-échantillon	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2006	Âge de l'exploitant (en années)	Surface agricole utilisée (ha)	Dimension économique (en hectares-équivalent-blé)	UTA	Produit brut (en euros)
Sous-échantillon I	996	48	47	52	1,26	63 100
Sous-échantillon II	5 451	48	86	143	2,22	200 300
Sous-échantillon III	897	43	74	103	1,93	149 300
ENSEMBLE	7 344	47	76	118	1,98	164 800

Source : RICA

Tableau 5 - Effectifs selon les orientations de production dans l'échantillon définitif du RICA en 2006

Orientation	Nombre d'exploitations dans l'échantillon	Nombre extrapolé d'exploitations	Nombre d'exploitations dans l'univers (champ RICA) Enquête structure 2005
Grandes cultures	1 838	77 772	77 772
Maraîchage, horticulture	380	11 086	11 086
Vins d'appellation d'origine	810	33 495	33 495
Autre viticulture	233	12 591	12 591
Fruits	317	10 083	10 083
Bovins lait	973	58 343	58 343
Bovins élevage et viande	662	40 404	40 404
Bovins lait, élevage et viande	234	8 750	8 750
Ovins, autres herbivores	397	20 205	20 205
Porcins, volailles	311	14 566	14 566
Polyculture, polyélevage	1 189	58 924	58 924
ENSEMBLE	7 344	346 219	346 219

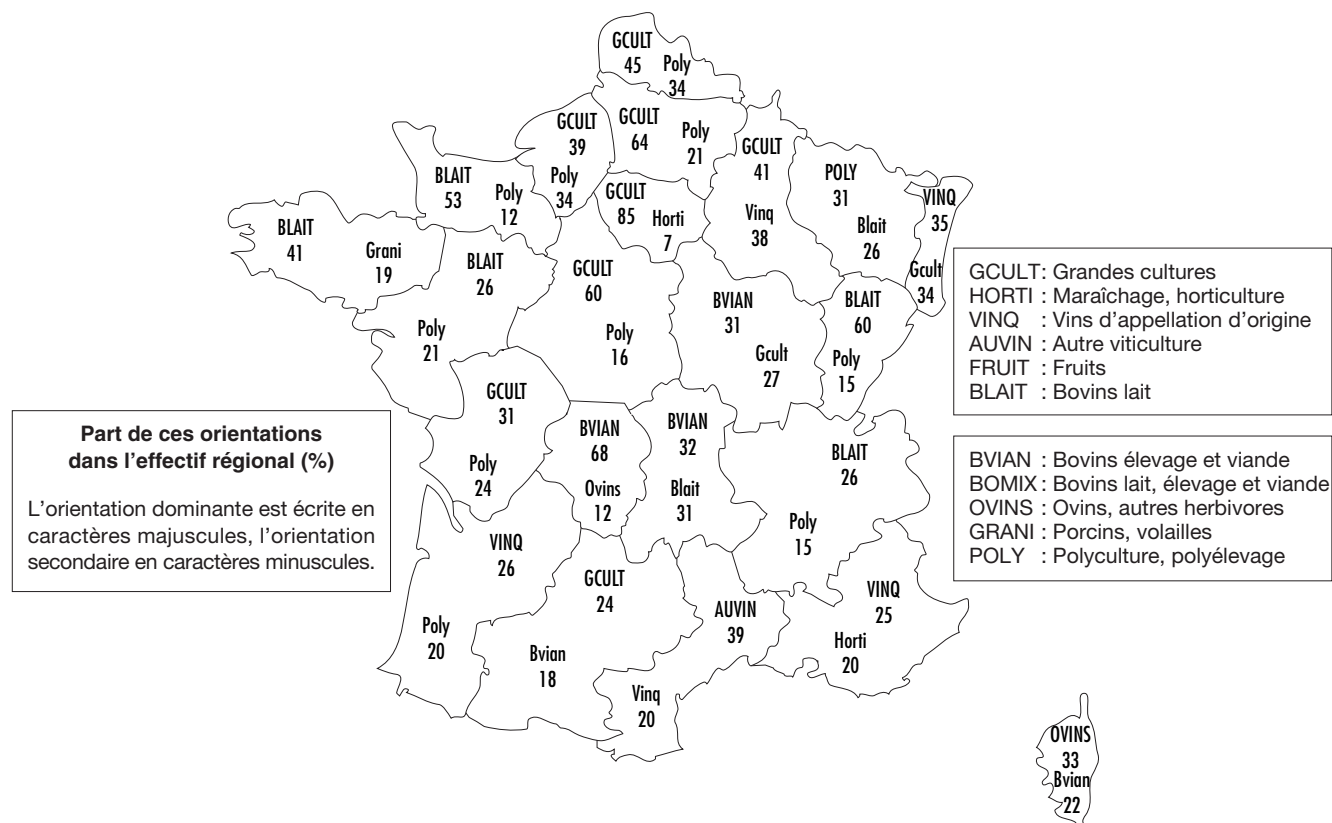
Source : RICA

Tableau 6 - Valeurs extrapolées du RICA 2006 définitif selon les orientations

Orientation	Surface agricole utilisée extrapolée (en millier d'hectares)	Nombre d'unités-travail-année extrapolées (en millier d'UTA)	Produit brut extrapolé (en million d'euros)
Grandes cultures	8 806	128	13 185
Maraîchage, horticulture	72	46	2 722
Vins d'appellation d'origine	651	103	7 013
Autre viticulture	407	24	1 361
Fruits	282	46	2 160
Bovins lait	4 098	100	8 128
Bovins élevage et viande	3 553	53	4 367
Bovins lait, élevage et viande	892	16	1 554
Ovins, autres herbivores	1 602	31	2 051
Porcins, volailles	627	27	4 150
Polyculture, polyélevage	5 487	112	10 361
ENSEMBLE	26 477	685	57 051

Source : RICA

Figure 1 - Orientations dominantes et secondaires selon les régions



Source : RICA

Tableau 7
Effectifs selon les régions
dans l'échantillon définitif du RICA en 2006

Régions	Nombre d'exploitations		
	Dans l'échantillon	Extrapolé dans le RICA	Dans l'univers Enquête structure 2005
Île-de-France	174	3 712	4 183
Champagne-Ardenne	381	15 644	16 316
Picardie	276	9 933	10 724
Haute-Normandie	163	6 484	7 161
Centre	429	18 382	18 745
Basse-Normandie	225	14 836	15 021
Bourgogne	363	15 210	15 679
Nord-Pas-de-Calais	301	10 574	11 245
Lorraine	237	7 844	8 409
Alsace	195	6 112	6 367
Franche-Comté	222	6 539	6 779
Pays de la Loire	471	29 113	29 203
Bretagne	495	29 910	29 991
Poitou-Charentes	366	18 485	18 683
Aquitaine	538	27 277	27 716
Midi-Pyrénées	479	31 637	31 859
Limousin	222	10 009	10 419
Rhône-Alpes	458	25 363	25 831
Auvergne	373	17 338	17 589
Languedoc-Roussillon	411	19 022	19 106
Provence-Alpes-Côte d'Azur	415	13 290	13 458
Corse	150	1 629	1 737
FRANCE ENTIÈRE	7 344	338 520	346 219

Source : RICA

Les informations régionales sont calculées à l'aide du jeu de coefficients de pondération régionaux. Ces coefficients ont une valeur inférieure ou égale à celle des coefficients nationaux (voir ci-avant le paragraphe « pondération »). De ce fait, le nombre total d'exploitations obtenu en faisant la somme des régions est inférieur au nombre d'exploitations calculé par sommation des orientations de production, eux-mêmes basés sur des coefficients de pondération nationaux.

Tableau 8
Poids des régions

En %

Régions	Nombre d'exploitations		Surface agricole utilisée	Nombre d'UTA	Produit brut	RCAI ¹
	Échantillon	Extrapolé				
Île-de-France	2,37	1,10	1,95	1,37	1,81	1,58
Champagne-Ardenne	5,19	4,62	5,77	5,60	7,57	11,92
Picardie	3,76	2,93	4,67	2,69	4,17	3,95
Haute-Normandie	2,22	1,92	2,69	1,90	2,56	2,43
Centre	5,84	5,43	8,32	5,10	5,95	6,29
Basse-Normandie	3,06	4,38	4,44	3,92	4,24	3,91
Bourgogne	4,94	4,49	6,49	4,29	4,78	4,80
Nord-Pas-de-Calais	4,10	3,18	2,85	2,97	3,54	3,42
Lorraine	3,23	2,32	4,25	2,27	2,88	2,98
Alsace	2,66	1,81	1,09	2,03	1,83	1,83
Franche-Comté	3,02	1,93	2,53	1,61	1,77	1,87
Pays de la Loire	6,41	8,60	8,35	9,17	10,06	9,88
Bretagne	6,74	8,84	6,28	8,73	10,71	9,67
Poitou-Charentes	4,98	5,46	6,46	4,63	5,30	7,02
Aquitaine	7,33	8,06	4,81	9,34	7,34	5,22
Midi-Pyrénées	6,52	9,35	8,41	8,13	6,72	6,12
Limousin	3,02	2,96	3,32	2,29	2,00	2,44
Rhône-Alpes	6,24	7,49	6,02	7,92	6,04	6,20
Auvergne	5,08	5,12	5,66	3,93	3,62	3,61
Languedoc-Roussillon	5,60	5,62	3,34	5,96	3,52	1,44
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,65	3,93	1,82	5,70	3,32	3,09
Corse	2,04	0,48	0,48	0,44	0,30	0,32
FRANCE ENTIÈRE	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

1. RCAI : Résultat courant avant impôts.

Source : RICA

dage des différentes strates du RICA est celui issu de l'enquête structure 2005.

Des modifications ont été apportées en 2005 au calcul des taux de sondage. Le découpage en strates faisait auparavant intervenir la notion de sous-échantillon. Il a été simplifié et repose maintenant sur les 3 critères principaux, à savoir la région, l'OTEX et la CDEX.

Certaines strates ont en outre été regroupées, afin de remédier aux problèmes de représentativité de certaines catégories d'exploitations, et surtout d'éviter d'éventuelles valeurs extrêmes ou aberrantes du taux de sondage.

Ainsi, ont été regroupées sous le même critère, les exploitations des CDEX 5, 6 et 7 d'une part, les exploitations des OTEX 50 et 72 d'autre part, enfin les exploitations appartenant aux OTEX 60, 71, 81 et 82.

Au total, on a 22 (régions) x 13 (OTEX) x 4 (CDEX) = 1 144 strates.

Toutes les exploitations d'une strate donnée sont affectées d'un coefficient de pondération que l'on calcule comme suit. On effectue d'abord, pour la strate considérée, le rapport entre le nombre d'exploitations de l'univers et le nombre d'exploitations de l'échantillon. Les fusions de strates explicitées plus haut permettent de pallier les éventuels problèmes de valeurs extrêmes du taux de sondage. Ce calcul donne un premier coefficient appelé coefficient de pondération régional.

Si l'on applique à toutes les exploitations de l'échantillon ce coefficient régional, on obtient un nombre total d'exploitations inférieur au nombre total fourni par l'univers (certaines strates étant plafonnées, d'autres non représentées dans l'échantillon) (tableau 7). On va donc calculer un autre coefficient, appelé coefficient national d'extrapolation, en « dilatatant » le coefficient régional. Par une méthode de calage sur marge (procédure « Calmar » sous SAS), on modifie les poids du coefficient d'extrapolation régional, de manière à obtenir au final des marges régionales par OTEX et par CDEX égales à celles fournies par l'univers. Ce coefficient permet de se rapprocher au mieux de l'univers de référence.

Dans cette publication, on a utilisé le coefficient régional pour pondérer les données chiffrées régionales (cartes), et le coefficient national pour pondérer toutes les autres données chiffrées (qui concernent la France entière).

Évolutions annuelles

Dans cette publication, les résultats présentés en niveaux absolus pour l'année 2006 sont évalués sur l'ensemble de l'échantillon. En revanche, les indices d'évolution annuelle sont calculés sur échantillon constant. L'évolution pour 2006 correspond aux variations enregistrées entre le 31/12/05 et le 31/12/06 pour les variables de bilan, entre 2005 et 2006 pour les variables de flux, dans les exploitations communes aux fichiers 2005 et 2006 (échantillon de 6 485 exploitations). Les évolutions par OTEX sont établies en ne conservant dans l'échantillon constant que les exploitations ayant la même OTEX sur les deux années (échantillon de 6 157 exploitations). Les coefficients d'extrapolation retenus pour ces opérations sont réestimés à partir du coefficient national, de manière à se rapprocher le plus possible de l'univers de référence.

Les séries de long terme sont construites soit à l'aide d'échantillons complets (ensemble des exploitations de l'année, pour chaque année), soit à l'aide d'échantillons constants successifs, déterminés sur deux années consécutives. Dans ce cas, la valeur pour 2006 est fournie par le fichier 2006 total, mais les valeurs antérieures sont calculées en appliquant successivement les indices d'évolution annuelle à la valeur 2006. Cette méthode conduit à calculer des évolutions annuelles concernant des exploitations pérennes, en éliminant donc les effets dus aux variations d'échantillonnage, aux créations ou disparitions et, en ce qui concerne les évolutions par OTEX, aux changements d'orientation, les coefficients d'extrapolation utilisés étant les mêmes pour deux années consécutives.

Les indices d'évolution annuels sont calculés en valeur réelle, en les déflatant de la hausse du prix du PIB. Pour l'année 2006, celui-ci a augmenté de 2,27 %.

Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

L'arrêté interministériel du 11 décembre 1986 a approuvé le Plan comptable agricole (PCGA) pour les exercices comptables ouverts après le 1er janvier 1987. Pour le RICA, dès l'exercice comptable 1987, les comptabilités ont toutes été tenues à l'aide de ce plan comptable.

Le PCGA a pris le relais du Plan comptable agricole de 1970, document approuvé par le Conseil national de la comptabilité et largement utilisé, mais sans base réglementaire. Il répondait à une volonté de satisfaire de nouveaux besoins : extension du régime du bénéfice réel, création de nombreux GAEC, Sociétés civiles d'exploitation agricole... Il visait par ailleurs à une plus grande harmonisation comptable pour l'ensemble des entreprises.

La nomenclature

La nomenclature du PCGA est celle du Plan comptable général adaptée à l'activité agricole.

Elle permet donc :

- de regrouper éventuellement les subdivisions des comptes ;
- de faire ressortir, à l'intérieur de chaque compte, les opérations de sens contraire à celles qui y sont normalement portées ;
- d'améliorer l'enregistrement des amortissements et des provisions.

Des comptes spécifiques à l'agriculture ont été créés aux niveaux qui s'imposaient dans la subdivision des comptes.

Les documents de synthèse

Les documents de synthèse doivent décrire :

- les performances réalisées par l'entreprise au cours de l'exercice : *Compte de Résultat*
- la situation patrimoniale et financière de l'entreprise à la clôture de l'exercice : *Bilan*
- tout fait important ayant influencé le patrimoine, la situation financière et les résultats : *Annexe*.

Outre ces trois documents obligatoires, l'entreprise peut établir :

- un tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir ci-après),
- un tableau de financement de l'exercice.

Le compte de résultat

Les produits et charges y sont répartis en trois grandes catégories, selon qu'ils ont un caractère d'exploitation, financier ou exceptionnel. Cette distinction per-

met de calculer les résultats d'exploitation, financier et exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels ne sont liés :

- ni à l'activité normale et courante de l'exploitation
- ni à sa gestion financière.

Le bilan

On distingue les actifs qui servent durablement à l'activité de l'entreprise (immobilisations) et les autres (actif circulant).

Les frais d'établissement sont désormais limités aux frais de constitution, de premier établissement et d'augmentation de capital.

Les animaux reproducteurs sont classés dans l'actif immobilisé mais font l'objet d'un traitement comptable simplifié semblable à celui des « stocks et en-cours ». Les autres biens vivants sont classés dans l'actif circulant en deux blocs suivant la durée de leur cycle de production (long ou court), de même que les en-cours de production.

Le résultat de l'exercice figure au passif, dans les capitaux propres. S'il s'agit d'un bénéfice, il est précédé d'un signe (+), dans le cas d'une perte, d'un signe (-).

Les effets à recevoir sont regroupés avec les créances dont ils sont l'objet et les effets à payer avec les dettes. Les comptes de régularisation sont alors limités aux produits et aux charges constatés d'avance et à répartir sur plusieurs exercices.

L'annexe

L'annexe est un document obligatoire qui complète et explique le compte de résultat et le bilan.

Elle comprend des tableaux chiffrés sur l'état :

- des immobilisations (entrées, sorties, virements de poste à poste) ;
- des amortissements (méthodes de calcul utilisées...) ;
- des provisions ;
- des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice.

Elle comprend également des informations diverses concernant :

- le montant des engagements en matière de crédit-bail ;
- l'état des dettes garanties ;

Schéma des soldes intermédiaires de gestion

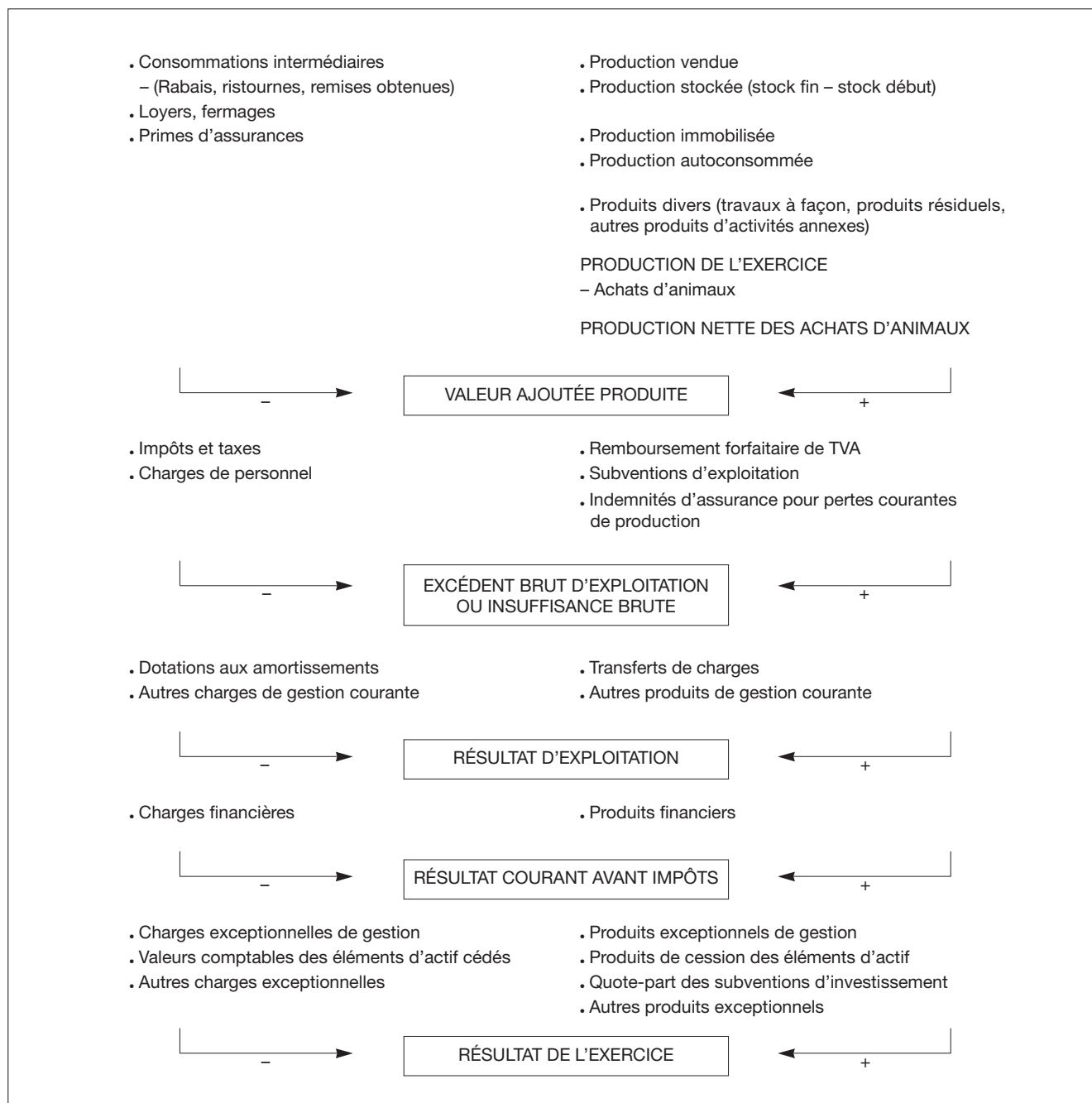


Schéma simplifié du bilan

ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles Immobilisations financières	CAPITAUX PROPRES	Capital Réserves Résultat
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours Créances Disponibilités	DETTES	Emprunts et dettes financières Autres dettes
Comptes de régularisation ACTIF		Compte de régularisation PASSIF	

- des précisions sur la nature, le montant et le traitement des frais d'établissement ;
- produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice ;
- produits et charges imputables à un autre exercice ;
- produits exceptionnels et charges exceptionnelles.

Les spécificités du RICA

La récupération de données comptables garantit la rigueur et l'homogénéité des concepts utilisés pour la collecte. Cependant, ces données comptables doivent être adaptées si l'on veut approcher la réalité économique d'une exploitation agricole. C'est pourquoi des instructions sont données afin que soient effectués les retraitements suivants :

- amortissement linéaire des immobilisations.
- réévaluation des immobilisations.
- retraitement des stocks : on interdit en particulier les décotes pour certains produits.
- retraitement des provisions (exploitations au bénéfice réel normal).
- inscription des terres au bilan.

Par ailleurs, des éclatements spécifiques sont demandés :

- ventilation des emprunts selon l'origine de l'organisme

prêteur et selon la destination économique de ces emprunts.
- affectation de certaines charges.

Cas de la réévaluation des immobilisations

L'opération de réévaluation du bilan est une phase importante du retraitement des données comptables. Elle a pour objectif de rendre comparables des immobilisations acquises à des dates différentes et d'obtenir des amortissements correspondant au coût de remplacement des biens.

Dans une comptabilité, les immobilisations sont appréciées à leur cours d'achat, puis amorties. Pour les besoins du RICA, ces postes sont réévalués chaque année en fonction de l'inflation. Cette réévaluation était effectuée depuis 1979 par les comptables qui majoraient d'un taux global chaque type d'immobilisations. Cela s'est révélé peu précis, notamment pour le poste foncier dont le prix évoluait à l'inverse des autres postes du bilan. À partir de 1987, les immobilisations sont réévaluées a posteriori en fonction des différents taux d'inflation de l'année pour chaque poste. À cette occasion, un rebasement a été effectué à l'ouverture du bilan 1987. Le poste foncier a été réestimé par les offices comptables sur la base des données locales les plus récentes sur le sujet.

Lexique

Les termes en gras italique sont définis par ailleurs dans le lexique.

Les termes en italique désignent des variables explicitement recueillies dans le RICA.

Actif circulant :

Stocks et en-cours + valeurs réalisables + valeurs disponibles.

Actif immobilisé :

Immobilisations incorporelles + immobilisations corporelles + immobilisations financières.

Actif total :

Actif immobilisé + actif circulant + régularisation de l'actif.

Aides aux jachères :

Subvention versée pour compenser la mise en jachère d'une partie de la superficie en céréales, oléagineux et protéagineux (SCOP).

Amortissements :

Voir dotations aux amortissements.

Autoconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation consommés par l'exploitant ou les membres de sa famille.

Autofinancement :

Capacité d'autofinancement - prélèvements privés.

Besoin en fonds de roulement :

Voir Fonds de roulement (besoin en).

Capacité d'autofinancement :

Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements – quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat – plus-values sur cessions + moins-values sur cessions.

Capital d'exploitation :

Partie de l'*actif immobilisé* comprenant les *bâtiments (installations spécialisées et constructions), le matériel, l'outillage et les animaux reproducteurs.*

Capitaux permanents (après répartition des bénéfices) :

Capitaux propres + dettes à long ou moyen terme.

Capitaux propres :

Situation nette + subventions d'investissement.

Charges d'approvisionnement :

Engrais et amendements + semences et plants + produits phytosanitaires + aliments du bétail + produits vétérinaires + combustibles, carburants et lubrifiants + fournitures et emballages.

Charges courantes :

Charges d'exploitation + charges financières.

Charges exceptionnelles :

Valeur comptable des éléments d'actif cédés + charges exceptionnelles sur opérations de gestion + autres charges exceptionnelles.

Charges d'exploitation :

Charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation.

Charges d'exploitation (autres) :

Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, charges de personnel, dotations aux amortissements.

Charges financières :

Intérêts + frais financiers.

Charges de personnel :

Rémunération du personnel salarié + charges sociales du personnel salarié.

Chiffre d'affaires :

Somme des produits sur ventes, travaux à façon, activités annexes, produits résiduels, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations.

Classe de dimension économique des exploitations (CDEX) :

Classement des exploitations selon leur taille, fondé sur leur *MBS totale* (cf. annexe 2).

Consommations intermédiaires :

Charges d'approvisionnement, travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs.

Découverts et intérêts :

Comptes de banques ou chèques postaux si créditeurs + intérêts courus à payer + concours bancaires courants (crédits de campagne, emprunts de trésorerie à court terme liés au cycle de production).

Dettes financières à court terme :

Emprunts bancaires à court terme (Crédit agricole et autres) + comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

Dettes financières à long ou moyen terme :

Emprunts à plus de 2 ans (Crédit agricole et autres).

Dettes non financières :

Avances et acomptes reçus des clients + dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes) + produits constatés d'avance.

Dettes totales :

Dettes financières à court terme + dettes financières à long ou moyen terme + dettes non financières.

Dotations aux amortissements :

Constatation comptable d'un amoindrissement irréversible de la valeur d'un élément d'**actif immobilisé**, résultant de l'usage du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause.

Le RICA retient la règle du calcul linéaire des amortissements.

Effectifs animaux exprimés en UGB (*unité-gros-bétail*) :

Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal.

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation (EBE)¹ :

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel.

Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) :

Il exprime un flux effectif de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Il est déterminé comme l'**excédent brut d'exploitation** diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne peut être qu'approché à partir du **besoin en fonds de roulement**. Si les dettes non financières sur immobilisations ont bien été déduites, les actifs circulants et dettes non financières se rapportant à des opérations exceptionnelles ne peuvent pas être isolées sur les fichiers du RICA.

Fonds de roulement (besoin en) :

Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) – dettes non financières.

Dans une application plus rigoureuse du concept, les biens vivants et en-cours à cycle long serait à exclure du poste « actif cyclique », qui deviendrait donc « actif à cycle court », mais la nomenclature utilisée par le RICA ne le permet pas.

Fonds de roulement net :

Capitaux propres + dettes financières (sauf concours bancaires courants et découverts bancaires) – actifs immobilisés – charges à répartir.

Immobilisations corporelles :

Terrains et aménagements fonciers (foncier) + bois et aménagements forestier + plantations + constructions et installations spécialisées (constructions + matériel et outillage (matériel) + animaux reproducteurs + autres immobilisations corporelles).

Immobilisations financières :

Participation à des organismes professionnels agricoles + autres immobilisations financières.

Immobilisations incorporelles :

Frais d'établissement + TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations + autres immobilisations incorporelles.

Indemnités d'assurance :

Indemnités perçues au cours de l'exercice au titre des productions animales ou végétales, à l'exclusion de celles perçues au titre d'immobilisations.

Indépendance financière :

Capitaux propres / capitaux permanents.

Intraconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme **consommations intermédiaires**.

Investissement :

Différence entre **acquisitions** et **cessions d'immobilisations (bâtiments et installations spécialisées, matériel et outillage, plantations réalisées au cours de l'exercice)**, augmentée de la différence entre **stocks de début et de fin d'exercice** pour les animaux reproducteurs. On notera que, pour les animaux, la notion d'investissement est extensive. Elle traduit non seulement les mouvements d'acquisition et de cession, mais aussi les effets de valorisation ou dépréciation de troupeaux. Encore appelé « investissement corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement matériel et outillage :

Regroupe les investissements (acquisitions – cessions) en : **matériel de traction, de travail et de préparation du sol, d'épandage, de semis, de traitement, de récolte, de transport tracté, de manutention et de stockage, de conditionnement, d'emballage, de transformation, de chais, d'atelier ; gros outillage ; petits matériel et outillage (dans la mesure où ils ne sont pas comptés comme charges)**.

Remarque : la valeur du matériel de bureau et du matériel de transport non tracté n'est pas retenue dans ce poste.

Investissement net :

Investissement – dotations aux amortissements.

Encore appelé « investissement net corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement total :

Différence entre **acquisitions** et **cessions** pour l'ensemble des immobilisations réalisées au cours de l'exercice (y compris les **immobilisations foncières, incorporelles et financières**) augmentée de la différence entre **stocks de début et de fin d'exercice** pour les animaux reproducteurs (voir pour ceux-ci la remarque sur le poste « investissement »).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Marge brute standard (MBS) :

Dans chaque exploitation, pour chaque spéculation, une MBS est calculée en multipliant le nombre d'hectares de surface ou le nombre de têtes de bétail par le coefficient correspondant au produit et à la région considérés. Les MBS s'expriment en écus, unités de compte européennes. Voir annexe 2.

MBS totale :

La MBS totale est obtenue en effectuant la somme des MBS des diverses spéculations et caractérise la dimension (et **la classe de dimension CDEX**) de l'exploitation. Les contributions relatives des diverses spéculations permettent de calculer l'**OTEX (orientation technico-économique)**.

Dans cette publication, le calcul des OTEX et CDEX repose sur les coefficients de MBS de 1996.

Nombre d'exploitations représentées :

Un jeu de coefficients d'extrapolation assure le passage de l'échantillon à l'ensemble des exploitations agricoles françaises ou « univers ». Ces coefficients sont calculés pour chaque combinaison de région, spécialisation, dimension et sous-échantillon.

Orientation technico-économique des exploitations (OTEX) :

Classement des exploitations selon leur(s) production(s) principale(s), fondé sur les **MBS** relatives des différentes spéculations pratiquées (cf. annexe 2).

Passif total :

Capitaux propres + dettes totales + régularisation du passif.

Poids des charges courantes :

Charges courantes / produit brut.

Prélèvements privés :

Solde des versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice.

Production brute :

Produit brut + intraconsommations.

Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)¹ :

Somme des **produits bruts élémentaires** (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la **production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.**

Production immobilisée :

Travaux effectués par et pour l'entreprise durant l'exercice et dont le montant doit être affecté à un poste d'**immobilisation**. Il s'agit de la contrepartie de montants enregistrés en **charges d'exploitation** qui doivent, en définitive, être inscrits en **immobilisations**.

Produit brut :

Somme de la **production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assu-**

rance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante, et des transferts de charge.

Le produit brut est un concept utilisé en économie agricole, qui associe d'autres ressources à la production de l'exercice, en particulier les subventions et les indemnités d'assurance. Cette notion est avant tout utilisée pour des besoins de gestion. Elle n'intervient pas dans l'enchaînement des soldes intermédiaires de gestion. Ceux-ci sont calculés à partir de la production de l'exercice.

Produits bruts élémentaires :

- Animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux**, diminuée des **achats d'animaux**.

- Produits animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux**.

- Végétaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux**.

- Produits végétaux

Somme des **ventes variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés**.

- Produits horticoles

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits horticoles**.

Produits exceptionnels :

Produits exceptionnels de gestion + produits de cession des éléments d'actif + quote-part des subventions d'investissement + autres produits exceptionnels.

Remboursement forfaitaire de TVA :

Montant dû par l'État aux exploitations agricoles soumises au régime du remboursement forfaitaire en compensation de la TVA qu'elles ne peuvent pas récupérer.

Résultat courant avant impôts (RCAI)¹ :

Résultat d'exploitation + résultat financier. Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des **cotisations sociales de l'exploitant**.

Résultat exceptionnel :

Produits exceptionnels - charges exceptionnelles.

Résultat de l'exercice (bénéfice +, perte -)¹ :

Résultat courant avant impôts + résultat exceptionnel.

Résultat d'exploitation¹ :

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courantes.

Résultat financier :

Produits financiers - charges financières.

SAU (surface agricole utilisée) :

Terres labourables, terres en maraîchage ou sous-verre, terres florales, cultures permanentes, prairies et pâturages (y compris landes et parcours productifs, non compris les jardins familiaux).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

SAU en faire-valoir direct :

Superficies mises en valeur par le propriétaire, l'usufruitier ou par l'intermédiaire d'un salarié.

SAU en fermage :

Terres mises en valeur par une autre personne que leur propriétaire ou usufruitier, moyennant un contrat de location. La caractéristique du fermage est que la redevance est fixée à l'avance et indépendante des résultats de l'exercice.

SAU en métayage :

Terres mises en valeur par l'association entre le bailleur et le preneur (métayer) sur la base d'un contrat de métayage. La caractéristique du métayage est que la production annuelle est répartie entre bailleur et métayer selon une clé fixée à l'avance.

Situation nette :

Capital individuel initial + variations de capital initial + écarts de réévaluation.

SFP (surface fourragère principale) :

Cultures fourragères et prairies.

Stocks et en-cours :

Approvisionnements, stocks de produits, animaux circulants (non reproducteurs), avances aux cultures, autres en-cours, c'est-à-dire biens en cours de formation au travers d'un processus de production, et non susceptibles d'être commercialisés en l'état.

Subventions d'exploitation :

Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

À partir de 1993, la règle du moment d'enregistrement des subventions a été révisée. Le principe général n'est plus celui de l'encaissement mais celui des droits et obligations, c'est-à-dire celui de l'enregistrement au moment où les créances attachées aux opérations sont certaines. Ce principe n'exclut pas des enregistrements selon le principe de l'encaissement dans le cas où le montant de la créance ne peut pas être estimé à la clôture de l'exercice.

Dans le RICA, les subventions sont classées de la façon suivante :

Aides nationales et communautaires

- Paiement unique (DPU)

- **Aides aux productions animales** : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime à l'abattage, autres primes bovines, primes à la brebis et à la chèvre, autres aides ovines, autres aides animales.

- **Aides aux productions végétales** : aides aux terres arables (jachères, céréales, oléagineux, protéagineux, chanvre, lin), aide à la culture du riz, aides aux cultures énergétiques, aides à la surface pour les fruits à coque, aides aux légumineuses à grain, secteur du vin, secteur fruits et légumes, autres aides aux plantes industrielles et autres aides au secteur végétal.

- **Autres aides nationales et communautaires** : aides directes pour compenser un handicap géographique (ICHN), aides directes pour compenser un accident climatique, aides agro-environnementales (prime herbagère PHAE par exemple), autres aides de l'État, à l'exclusion des subventions d'investissement telles que la DJA.

Aides locales et régionales

Celles-ci sont réparties entre les secteurs animal, végétal et les autres aides.

Subventions d'investissement (notamment subventions d'équipement) :

Sommes perçues en vue d'acquies ou de créer des immobilisations. Ces sommes sont échelonnées sur plusieurs années (ou « amorties »). La dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) est une subvention d'équipement.

Tableau de financement :

Le tableau de financement décrit les flux de ressources et d'emplois affectant le patrimoine au cours de l'exercice. Les principaux flux de ressources durables sont la **capacité d'autofinancement** et les nouvelles **dettes financières** (nouveaux emprunts contractés à court, moyen et long termes). Les emplois stables les plus importants sont les **prélèvements privés**, le **remboursement des dettes financières** et les **acquisitions d'immobilisations**. Par différence entre les flux de ressources durables et les flux d'emplois stables, on en déduit la variation du **fonds de roulement**. En rapprochant la variation du fonds de roulement et la variation du **besoin en fonds de roulement**, on détermine la variation de **trésorerie nette**.

Taux d'endettement :

Dettes totales / passif total.

Taux de gel :

Jusqu'en 2005, il existait un taux de gel réglementaire, défini par jachère réglementaire / (surface COP déclarée + jachère réglementaire). La surface COP déclarée comprend les céréales (y c. le maïs-fourrage), oléagineux, protéagineux, plantes textiles éligibles aux aides. La jachère réglementaire comprend la jachère nue aidée et la jachère industrielle (cultures non alimentaires faites sous contrat). Depuis 2006, l'obligation de mise en jachère repose sur un autre mécanisme, l'activation des droits jachères.

Taux d'intérêt apparent :

Charges financières / dettes totales.

Taux de liquidité :

Actifs circulants / actif total.

Trésorerie nette :

Disponibilités (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse) - crédits de trésorerie (concours bancaires courants, découverts bancaires).

UGB (unité-gros-bétail) :

Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache laitière = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB, 1 truie = 0,5 UGB. Les coefficients utilisés depuis 1995 diffèrent pour quelques catégories de ceux utilisés précédemment. Ils ont en effet été recalés sur les coefficients de l'enquête structures.

UTA (unité de travail annuel) :

Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

Valeur ajoutée (VAHF) :

Valeur ajoutée produite + loyers et fermages.

Valeur ajoutée produite :

Production de l'exercice nette des achats d'animaux - consommations intermédiaires - loyers et fermages - primes d'assurance.

Valeurs disponibles :

Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placement.

Valeurs réalisables :

Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.

Variations de stocks de produits :

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens produits par l'exploitation : végétaux (en magasin et en terre), végétaux transformés, animaux (y compris animaux reproducteurs) et produits animaux (tels que lait, œufs...).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 -
93555 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Composition : SSP
Impression : SSP
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1966-9755
© Agreste 2008

Numéro 2 - septembre 2008

Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général*

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 10,00 €